

CURZIO
MALAPARTE



TECHNIQUE
DU COUP D'ÉTAT

Les Cahiers Rouges
Grasset

Curzio Malaparte
Technique du coup d'État

traduit de l'italien par Juliette Bertrand

Nouvelle édition revue et corrigée

3 4200 00929739 7

© *Éditions Grasset & Fasquelle, 1966.*

Du même auteur aux éditions Grasset :

Federico Sanchez vous salue bien, 1993.

Quel beau dimanche, 1980.

L'homme que l'on connaît sous le nom de Curzio Malaparte se nommait en réalité Kurt Erich Suckert, né d'un père allemand le 9 juin 1898 à Prato en Toscane. Élevé chez des paysans toscans, il fugue et s'enrôle à seize ans dans l'armée française. Ses exploits en Champagne et dans l'Aisne lui valent la croix de guerre avec palme, deux citations et un sérieux gazage des poumons au printemps de 1918. Après un bref séjour dans la diplomatie, qui lui permet d'assister à la Conférence de la paix à Versailles et de faire partie de la Légation d'Italie en Pologne, il rentre en Italie en 1921 et s'inscrit au parti fasciste un an plus tard, séduit par le courage militaire et le socialisme de Mussolini. Ses ennuis commencent ; son nietzschéisme et sa liberté d'esprit s'accommodent mal des règles du parti et de la personnalité de son chef Directeur de l'hebdomadaire la Conquête de l'État, administrateur des éditions de la Voce, le bouillant Malaparte attend 1929 et les accords de Latran pour dépeindre dans un pamphlet paru dans une revue le Duce sous les traits de Monsieur Caméléon. Mussolini gronde, interdit l'édition du texte en volume et offre à l'écrivain, pour le calmer, la direction du quotidien turinois la Stampa. En 1931 Malaparte rompt avec le parti fasciste.

A Paris, sur l'invitation de Daniel Halévy, le fondateur des « Cahiers verts », il publie Technique du coup d'État (1931) et le Bonhomme Lénine (1932), interdits en Italie et en Allemagne. Correspondant politique à Londres en 1933, il est sommé par le Duce de revenir en Italie. Courageux, orgueilleux jusqu'à l'inconscience, Malaparte obtempère ; il est aussitôt jeté en prison, puis condamné à cinq ans de résidence forcée aux îles Lipari. Libéré, il crée en 1939 la revue antifasciste Perspectives à laquelle collabore notamment Alberto Moravia.

Correspondant de guerre au sein de troupes alpines en 1940, il en profite pour écrire le Soleil est aveugle, roman qui condamne l'entrée en guerre contre la France, aussitôt interdit. Opposant systématique, il rédige du front russe, en 1941, une série d'articles hostiles à l'Allemagne. Après un séjour sur le front finlandais, il part pour la Suède. Mussolini tombé, il rentre en Italie et rejoint la Division Potente des partisans.

Meurtri par l'état de son pays après la guerre, Malaparte s'installe pour

plusieurs années à Paris où il publie en français deux pièces de théâtre, Du côté de chez Proust (1948) et Das Kapital (1949). Il rentre ensuite en Italie, dans son extraordinaire villa de Capri (la maison avancée sur la mer du Mépris, de Godard) et travaille pour le cinéma. A l'occasion d'un voyage en Chine en 1956, il s'avoue favorable au régime communiste. L'année 1957, celle de sa mort, sera épouvantable ; souffrant des poumons et du cœur, triste souvenir de ses blessures de guerre, Malaparte lutte quatre mois contre la mort, recueillant avec la conscience froide qui ne lui fit jamais défaut ses derniers jours au magnétophone.

Sang (1937) où il s'affirme pacifiste, Kaputt (1944) qui dépeint l'Europe en guerre et les pérégrinations de l'écrivain à l'Est, enfin la Peau (1949), tableau d'une Italie honteuse et ruinée par les conflits, sont les romans majeurs cet enfant terrible, fougueux cynique, aussi brillant qu'égoцентриque, qui répondit un jour à Mussolini intrigué par son pseudonyme « funeste » : « Napoléon s'appelait Bonaparte, et il a mal fini ; je m'appelle Malaparte, et je finirai bien ! » (Rapporté par Michel Mourre in Dictionnaire des Auteurs, Laffont.)

Le sujet de Technique du coup d'État tient en une phrase, capitale : « Comment on s'empare d'un État moderne et comment on le défend. » Malaparte part d'une théorie qu'il prête à Trotski : l'insurrection est une machine qui réclame des techniciens agissant sur un terrain limité, concentrant leurs efforts, frappant « droit et dur » sur les organes principaux de l'État ; les circonstances favorables à un coup d'État ne sont donc pas nécessairement de nature politique et sociale, elles relèvent plutôt d'une organisation technique et tactique (Trotski protesta – voir la préface de Malaparte – mais là n'est pas l'essentiel). Pour appuyer, illustrer cette thèse, l'auteur analyse le coup d'État bolchévique de 1917. Il montre comment, dix ans plus tard, les enseignements tactiques de Trotski servirent à Staline à écarter son rival dans la lutte qui opposait les deux hommes pour la succession de Lénine. Usant d'une méthode très personnelle, mixte convaincant de reportage et d'étude, Malaparte dissèque également la victoire du Polonais Pilsudski contre les Soviétiques en 1920, le coup d'État manqué de Kapp la même année à Berlin, et consacre un chapitre au 18 Brumaire de Bonaparte dont le légalisme influença les coups d'État modernes. Les deux derniers chapitres consacrés à Mussolini et à Hitler sont saisissants. L'auteur donne sa pleine mesure dans la description de la préparation des journées d'octobre 1922, modèle d'insurrection tactique, qui livrèrent l'Italie au Duce. Quant à Hitler, comparé à une femme, Malaparte ne voit en lui qu'une caricature de Mussolini, « incapable de poser le problème de la conquête du

pouvoir sur le terrain insurrectionnel », peureux, jaloux, gouverné par ses passions. Ce portrait du dictateur, rédigé deux ans avant son accession au pouvoir, est extraordinaire d'intuition.

A sa sortie, Technique du coup d'État fut salué dans le monde entier comme un « traité de l'art de défendre la liberté ». Sa fiévreuse clarté dans l'exposition tactique, son art du portrait, sa finesse psychologique appliquée au politique n'ont pas vieilli et font de ce livre un classique, que l'on peut, enfin, relire.

QUE LA DEFENSE DE LA LIBERTÉ « NE RAPPORTE PAS »

Je hais ce livre. Je le hais de tout mon cœur. Il m'a donné la gloire, cette pauvre chose qu'on appelle la gloire mais il est en même temps à l'origine de toutes mes misères. Pour ce livre j'ai connu de longs mois de prison, de longues années de déportation dans l'île de Lipari, des persécutions policières aussi mesquines que cruelles. Pour ce livre, j'ai connu la trahison des amis, la mauvaise foi des ennemis, l'égoïsme et la méchanceté des hommes, C'est de ce livre qu'a pris naissance la stupide légende qui fait de moi un être cynique et cruel, cette espèce de Machiavel déguisé en cardinal de Retz que l'on aime voir en moi : qui ne suis pourtant qu'un écrivain, un artiste, un homme libre qui souffre plus des malheurs d'autrui que des siens.

Ce livre, paru en France en 1931 (chez Bernard Grasset, dans la collection « les Écrits » dirigée par Jean Guéhenno), et dont cette nouvelle édition veut célébrer à sa manière le centenaire du *Manifeste communiste* de 1848, est aussi jeune et vivant aujourd'hui qu'alors. Peut-être me reprochera-t-on de ne pas l'avoir enrichi de quelques nouveaux chapitres sur la révolution républicaine espagnole, sur la révolution fasciste de Franco, sur la guerre civile d'Espagne, sur la toute récente *défenestration* de Prague, ou sur les coups d'État qui se préparent un peu partout en Europe.

A ce reproche, je pourrais répondre que tous ces événements, survenus après la publication de ce livre, n'ont rien apporté de nouveau à la technique moderne du coup d'État. Cette technique demeure telle que je l'ai étudiée et décrite.

Quelque progrès, toutefois, apparaît dans la technique moderne de la défense de l'État. Est-ce à mon livre qu'il faut en attribuer le mérite ? Ou plutôt à la leçon des événements de ces dernières années ? M. Jean Chiappe, à qui j'avais envoyé, en 1931, un exemplaire de ma *Technique du coup d'État* avec cette dédicace : « A M. Jean Chiappe, technicien du coup d'arrêt », m'écrivit qu'autant mon livre était dangereux entre les mains des ennemis de la liberté, aussi bien de droite que de gauche, autant il était précieux entre les mains des hommes d'État, auxquels incombait la responsabilité de défendre les libertés démocratiques. « Vous apprenez aux hommes d'État, ajoutait-il, à comprendre les phénomènes révolutionnaires de notre temps, à les prévoir, à empêcher les séditions de s'emparer du pouvoir par la violence. » Peut-être les défenseurs de l'État ont-ils su profiter bien plus de la leçon des événements que de la lecture de mon

ouvrage. Le seul mérite de ma *Technique du coup d'État* serait-il d'avoir appris aux défenseurs de la liberté comment il faut interpréter les événements, et quelle est la leçon qu'il faut en tirer ?

Quelle étrange destinée, celle de ce livre ! Interdit par les gouvernements totalitaires qui y voyaient une sorte de « manuel du parfait révolutionnaire », mis à l'index par les gouvernements libéraux et démocratiques, pour lesquels ce n'était rien d'autre qu'un manuel de l'art de s'emparer du pouvoir par la violence, et non pas, en même temps, un manuel de l'art de défendre l'État ; accusé de fascisme par les trotskistes, et par Trotsky lui-même, et de trotskisme par certains communistes, qui ne souffrent pas de voir le nom de Trotsky mêlé au nom de Lénine et, ce qui plus est, à celui de Staline : il n'en reste pas moins que rarement un livre a soulevé tant de discussions, tant de passions contraires. Rarement une œuvre a si bien servi, et d'une manière si désintéressée, au bien et au mal.

Je rappelle, à ce propos, un fait assez étrange dont les journaux de l'époque firent grand bruit. Lorsque le prince Stahrenberg fut arrêté dans le Tyrol, par ordre du chancelier d'Autriche, Dolfuss, sous l'accusation de complot contre l'État, un exemplaire de *Technique du coup d'État* fut trouvé, *horresco referens*, dans sa bibliothèque. Aussitôt, Dolfuss prit ce prétexte pour l'interdire en Autriche. Mais le jour où Dolfuss fut assassiné par les nazis, les journaux annoncèrent qu'un exemplaire de la *Technique* avait été également trouvé sur sa table de travail. Un exemplaire, serais-je tenté de dire, dont les pages n'avaient même pas été coupées. Car si Dolfuss avait lu mon livre, et avait su en tirer profit, il est probable qu'il n'aurait pas fini de cette manière.

C'est de cette *Technique* que date ma légende : cette légende ridicule qui fait de moi le responsable de toutes les révolutions de nos jours et de celles à venir, une sorte de *Deus ex machina* de tous les troubles de l'Europe, une manière de « beau ténébreux » des révolutions contemporaines, un Machiavel moderne dont le cynisme, propre aux hommes de la Renaissance italienne, se doublerait du cynisme marxiste et fasciste. Étrange légende, qu'il est vain de vouloir démentir : car elle a créé de moi, aux yeux du monde, une image qui me poursuit avec obstination de Méphistophélès poursuivant l'obstination de Faust.

Quelqu'un, qui me connaît tel que je suis, m'a comparé à Descartes dans son poêle : est-ce ma faute si les événements, dont je suis le cours dans la tiédeur de ma bibliothèque, se déroulent sous ma fenêtre et s'enchaînent selon mes

prévisions ? Est-ce ma faute si, parfois, j'ai été mêlé dans la rue, comme tant d'autres hommes de la rue, aux révolutions de notre temps ?

J'ai été un témoin, un spectateur, non pas un protagoniste, des événements dont j'ai consigné le récit dans ce livre. Seul mon âge, peut-être, me défendait de jouer dans ces drames le rôle d'acteur. J'avais vingt ans quand j'ai assisté, à Varsovie, aux journées d'août 1920. A côté de moi, sur le même trottoir de Krakowskie Przedmiescie, à la même fenêtre de l'hôtel Bristol, il y avait un autre spectateur : un commandant français, qui s'appelait Charles de Gaulle. Simple spectateur, lui aussi. J'avais vingt-trois ans, en 1922, quand Mussolini s'est emparé du pouvoir. Comment cet enfant que j'étais, cet enfant intelligent, courageux, mais obscur encore, seul et taciturne au milieu de tant de héros méprisants et méprisables, aurait-il pu jouer le rôle d'un Machiavel, d'un cardinal de Retz ? Si j'eusse été, alors, à vingt ans, ce qu'on voudrait que je fusse, je m'étonne de ne pas être devenu un nouvel Alexandre, un nouveau César. Je ne suis devenu qu'un écrivain.

A une seule révolution j'ai été intimement, consciemment mêlé : celle qui a renversé le fascisme. Mon rôle pourtant, même dans cette révolution, a été modeste : je n'aime pas jouer au héros. J'y ai contribué, personne ne saurait le contester, par mes écrits, par mes années de prison et de déportation, par ma participation, en qualité de soldat, de combattant, à la guerre de libération. Pendant deux ans, j'ai fait les coups de feu contre les Allemands et les fascistes. J'ai pris part, avec les troupes alliées et la division de partisans « Possente », aux batailles de Cassino, à la libération de Rome et de Florence, aux combats sur la Ligne Gothique. Je n'ai pas joué au héros, je n'ai fait que mon devoir de simple « résistant », de simple officier de l'armée italienne de Libération, comme tant d'autres. Et si, aujourd'hui, je ne pose pas au héros, comme tant d'autres, c'est uniquement parce que les mérites du combattant ne sauraient rien ajouter, rien enlever, aux mérites de l'écrivain.

Que de malheurs ce livre m'a valu ! Accueillie avec méfiance d'abord, avec courroux ensuite, enfin avec fureur par Mussolini, ma *Technique du coup d'État* fut interdite en Italie. Publiée en Allemagne en 1932, c'est-à-dire bien avant l'avènement de Hitler (*Des Staatsstreichs*, Tal Verlag, Leipzig und Wien, 1932), elle apporta une contribution réelle à la propagande anti-hitlérienne. (Ma *Technique du coup d'État* est le premier livre contre Hitler paru en Europe.) Pendant les élections politiques allemandes d'automne 1932, tous les murs des villes et des bourgs d'Allemagne étaient couverts d'affiches du Front

Démocratique Antinazi dans lesquelles, sous ce titre en gros caractères : « Comment l'écrivain italien Curzio Malaparte juge Hitler et le nazisme », étaient imprimés les passages les plus désobligeants du chapitre sur Hitler.

Je n'ai jamais connu Hitler, je ne l'ai jamais approché. Mais je l'ai deviné. Mes pages sur Hitler contiennent des prophéties troublantes, des aperçus d'une saisissante vérité. Comment s'étonner que Hitler, parvenu au pouvoir en 1933, se soit, par un décret du gauleiter de la Saxe, hâté de faire condamner mon livre à être brûlé sur la place publique, à Leipzig, de la main du bourreau, selon le rite nazi ? La *Technique* fut jetée aux flammes sur le même bûcher qui a réduit en cendres tant d'ouvrages mis hors la loi pour des raisons raciales ou politiques. Cette fin est la plus noble que, de nos jours, un écrivain puisse souhaiter à ses livres.

Bien qu'il soit plutôt rare qu'un homme intelligent finisse pendu par les pieds par ceux-là mêmes qui lui ont léché les pieds pendant vingt ans, il est certain que Mussolini était un homme intelligent. Mais il avait, comme tout homme du peuple en Italie, un curieux mélange de respect pour le talent et la culture, et de méfiance, de mépris pour les intellectuels. Ainsi, persécutait-il, parfois cruellement, tous ceux qu'il appelait de ce nom méprisable. Lorsqu'on arrivait à le persuader que tel ou tel écrivain, que tel ou tel homme de lettres n'était qu'un intellectuel, il sévissait contre ce malheureux avec la plus parfaite tranquillité de conscience. Il y avait sans doute une grande part de jalousie, dans son mépris pour les intellectuels. « La dictature, lit-on dans ma *Technique du coup d'État*, est la forme la plus complète de la jalousie. » Mais même dans sa fureur contre ce livre, et dans son mépris pour moi, Mussolini ne se serait peut-être jamais abaissé à me jeter en prison si Hitler ne lui avait pas demandé ma tête. La stupéfaction, en Italie et à l'étranger, fut énorme. C'était la première fois qu'un écrivain, en Italie, était jeté en prison non pas pour crime de conspiration, mais pour son œuvre littéraire. Au *Times* et au *Manchester Guardian*, qui avaient pris ma défense, jugeant sur mon cas personnel des conditions réelles de la littérature en Italie, Mussolini fit répondre par les journaux fascistes du 6 octobre 1933 que mon arrestation « n'était qu'un acte d'administration normale ».

Je fus donc arrêté, enfermé dans la prison de Regina Cœli, humilié de toute manière, battu même, et enfin condamné à cinq ans de déportation dans l'île de Lipari « pour activité antifasciste à l'étranger » (communiqué officiel de l'Agence Stefani du 11 Octobre 1933). Les pièces à conviction contre moi étaient un exemplaire de ma *Technique du coup d'État*, dont Mussolini lui-même

avait marqué au crayon rouge les messages incriminés, les affiches du Front Démocratique Antinazi d'Allemagne, une lettre, que j'avais écrite contre le maréchal Balbo quelques mois auparavant, dans laquelle, au nom de tous les écrivains italiens, je défendais la liberté de l'art et de la littérature, et un article antifasciste, signé de mon nom, paru dans un numéro de Mars 1933 des *Nouvelles littéraires* sous le titre « Immoralité du Guichardin. »

Remis en liberté en 1938, je connus toutes les mesquines et trop faciles persécutions policières que subissaient tous ceux qui sortaient des prisons fascistes. A cause du complexe d'infériorité qu'il avait à l'égard de ceux qu'il avait offensés, Mussolini *ne m'a jamais pardonné de m'avoir jeté en prison*. Pour ma part, maintenant qu'il est mort, je lui ai pardonné. J'ai de très bonnes raisons pour être un chrétien.

Il commença par m'interdire le séjour dans ma maison de Forte dei Marmi, en Toscane, et dans ma ville natale, Prato, où j'avais ma famille. Pour m'y rendre, fût-ce pour quelques heures, il me fallait un permis spécial de la police. Il me retira mon passeport, me rendant ainsi impossible de retourner à Paris où mes fidèles amis français m'appelaient. Il m'était interdit, à l'intérieur de l'Italie, de m'approcher de la frontière : je ne pouvais pas me rendre au nord de Milan, Turin, Vérone. Par un ordre signé de sa main, il fit ouvrir une enquête pour établir si j'étais juif, dans l'espoir de trouver une raison de plus qui justifiât, devant sa propre conscience, ma conduite, et la sienne. Et cela en 1936, deux ans avant les lois raciales. Cette idée singulière, qui me demeure inexplicable, montre jusqu'à quel point son complexe d'infériorité l'humiliait.

L'enquête, qu'il pressait par ses interventions personnelles auprès du chef de la police (j'en possède les documents), établit de manière incontestable que mes pauvres ancêtres n'étaient nullement responsables de ma *Technique du coup d'État*. Néanmoins, il fit renouveler l'enquête en 1938, à l'occasion de la promulgation des lois raciales, à la grande stupéfaction de l'ambassadeur Dino Alfieri, ministre de la Culture populaire, qui fut chargé de cette vaine inquisition. Hélas, je n'étais même pas juif.

Cet acharnement ridicule et touchant ne saurait s'expliquer que par ce fait : mon ami Giovanni Comisso, un des meilleurs écrivains italiens de ma génération, avait eu l'exquise imprudence de publier, dans un essai historique sur la ville de Vérone, un document qu'il avait découvert dans les archives des Doges, à Venise, prouvant que parmi les agents secrets du Conseil des Dix il y avait un

juif, nommé Mussolini, et que, par conséquent, la famille Mussolini était d'origine juive.

Le livre de Comisso fut saisi, et une enquête fut ouverte non pas contre Comisso, mais contre moi, qui étais devenu le bouc émissaire de la littérature italienne. A cette occasion, Dino Alfieri me dit à l'oreille : « De quoi Mussolini se plaint-il ? Cela ne peut que l'aider dans sa politique vaticane, le fait qu'il descende de Jésus-Christ. »

Il ne lui suffisait pas que je fusse, par son ordre, strictement surveillé. Il alla jusqu'à m'interdire de signer de mon nom les quelques articles littéraires que je publiais dans le *Corriere della Sera*. Je dus signer du nom de Candido. Chaque fois qu'un chef nazi venait lui rendre hommage à Rome, il me faisait arrêter « par mesure de précaution ». J'étais dangereux, et je ne le savais pas ! Il m'advint ainsi d'être mis en prison, avec mes anciens compagnons de Regina Cœli et de Lipari, presque tous ouvriers communistes, lors des visites que Hitler, ou Gœbbels, ou Gœring, ou Himmler, faisaient en ce temps-là à Mussolini. Je dus me réfugier à Capri, loin de Rome, et loin des régions de l'Italie que le train du Brenner traverse pour descendre à Rome.

En 1939, le *Corriere della Sera* me proposa de faire un voyage en Éthiopie. Après des longs pourparlers entre les autorités fascistes et le directeur du *Corriere della Sera*, M. Aldo Borelli, qui non seulement ne me lâchait pas, mais faisait tout son possible pour atténuer les persécutions dont j'étais l'objet, me fut enfin accordé le permis de partir pour l'Éthiopie. Toutefois, Mussolini donna l'ordre de me faire accompagner par un commissaire de police, le docteur Conte, et par un agent, qui ne me quittèrent pas d'une semelle pendant ce long voyage de trois mille kilomètres à travers l'Éthiopie. Mussolini craignait que je ne débarquasse clandestinement à Port-Saïd, ou que je ne gagnasse la France par Djibouti. Tant à l'aller qu'au retour, je fus enfermé, aux approches de Port-Saïd et de Suez, dans une cabine, et gardé à vue jusqu'au départ du bateau. Je possède les rapports que le docteur Conte envoyait régulièrement à Mussolini, pour lui répéter mes moindres propos et le tenir au courant des précautions qu'il croyait utile de prendre pour m'empêcher de m'enfuir.

Il arriva, au cours de ce voyage, un étrange incident. Je me rendais du lac Tana, où sont les sources du Nil Bleu, à Addis Abeba, à travers le Goggiam en révolte (un trajet de mille kilomètres à dos de mulet), m'étant joint à un bataillon érythréen qui allait délivrer la garnison de Debra Marcos assiégée par les

rebelles. Un soir, nous fûmes attaqués par une horde de deux mille guerriers éthiopiens. J'étais désarmé, je ne pouvais pas me défendre. Je demandai au commissaire de police, docteur Conte, la permission de ramasser la carabine d'un ascari, qui venait d'être tué tout près de moi. Le commissaire de police me l'accorda, je ramassai la carabine du mort, et je me battis contre les rebelles, flanqué de mes deux anges gardiens, qui faisaient feu sur ces sauvages en ne me quittant pas des yeux. Pour notre conduite dans cette sanglante affaire, le docteur Conte et moi nous fûmes décorés de la croix de guerre. Pendant mon *Tour de l'Éthiopie en 80 jours*, je voyageais, comme Phileas Fogg, accompagné non par un, mais par deux policiers auxquels, probablement, je dois la vie. Car, si le docteur Conte, au lieu de me permettre de ramasser la carabine d'un mort, m'avait à ce moment mis les menottes, j'aurais payé bien cher l'imprudence d'avoir écrit la *Technique du coup d'État*.

Je peux prouver la vérité de tout ce que je viens d'affirmer ; j'en possède la documentation officielle. Elle m'a été donnée en copie photographique par le Haut Commandement allié en Italie, pour que je puisse, si je le jugeais nécessaire, prouver de manière incontestable l'exactitude de mes affirmations.

J'ai fait l'amusant et triste récit des persécutions que j'ai souffertes pendant dix ans, de 1933 jusqu'à la chute de Mussolini en 1943, non seulement pour montrer les misères que m'a valu la *Technique du coup d'État*, mais aussi pour décevoir tous ceux qui, sans rien connaître, avec une trop aimable légèreté, se sont permis d'affirmer qu'après mon séjour à Lipari j'étais rentré dans les bonnes grâces de Mussolini.

En 1940, malgré mon âge, malgré mon invalidité de guerre, je fus mobilisé comme capitaine de Chasseurs alpins. Immédiatement, je protestai auprès du ministère de la Guerre. En qualité de condamné politique, j'étais, par la loi fasciste, « mis au ban de la vie civile ». Dans ma protestation, je relevais ce fait : qu'étant mis au ban de la vie civile, il aurait été logique que je fusse aussi mis au ban de la vie militaire. Au lieu de me démobiliser, Mussolini, qui était commandant en chef de l'armée et ministre de la Guerre, me fit attacher, espérant ainsi m'obliger à me compromettre, au corps des correspondants de guerre, composé d'écrivains et de journalistes qui portaient l'uniforme des officiers de l'armée et étaient soumis à la même discipline militaire que les officiers des unités combattantes. Certains ingénus ont voulu voir, dans le fait que j'étais correspondant de guerre, une nouvelle preuve de la faveur toute particulière de Mussolini à mon égard. En effet, la faveur de Mussolini à mon

égard était toute particulière.

Je fus donc envoyé sur le front russe comme capitaine correspondant de guerre du *Corriere della Sera*, au même titre que de nombreux correspondants d'autres journaux. Pour ne pas se compromettre, certains d'entre eux, et j'en connais qui posent aujourd'hui aux héros communistes, ne faisaient que broder, dans leurs dépêches, les communiqués des bureaux de propagande de l'Axe. Pour ma part, je me compromis si bien qu'en 1941 je fus expulsé du front russe par les Allemands, malgré les protestations du maréchal Messe, commandant de l'armée italienne en Russie, pour mes correspondances nettement défavorables à l'Allemagne. Accompagné à la frontière italienne, je fus condamné par Mussolini, qui pourtant avait permis la publication de mes articles, à quatre mois de résidence forcée. Ayant purgé ma peine, je fus renvoyé au front, en Finlande. A la chute de Mussolini, en juillet 1943, je rentrai en Italie avec les autres correspondants de guerre du front Nord. Ainsi prit fin ma longue misère.

On sait que, de 1943 à 1945, j'ai combattu dans les rangs de l'armée italienne de libération, organisée par le maréchal Messe, que j'ai été depuis nommé officier de liaison auprès du Haut Commandement Allié, que j'ai assuré, dans des circonstances particulièrement difficiles, au cours des sanglants combats pour la libération de Florence, la liaison entre les troupes alliées et la division partisane « Potente », que j'ai été cité par le Haut Commandement Allié pour ma conduite.

Tout ce que j'ai souffert depuis 1933 jusqu'à la chute de Mussolini, je le dois à ma *Technique du coup d'État*. Je hais ce livre. Il m'a porté malheur.

En Angleterre, en Amérique, en Pologne, en Espagne, l'Espagne républicaine de 1931, ma *Technique du coup d'État* fut accueillie avec une faveur unanime. La portée du livre, son caractère de « traité de l'art de défendre la liberté », furent généralement reconnus. Même la presse libérale et démocratique anglo-saxonne, du *New-York Times* au *New-York Herald*, du *Times* et du *Manchester Guardian* au *New Statesman and Nation*, n'eurent que des éloges pour les *moral purposes* de mon livre, tout en soulevant des sérieuses objections sur la thèse que j'y défends à chaque page et qui peut se résumer ainsi : « De même que tous les moyens sont bons pour tuer la liberté, de même tous les moyens sont bons pour la défendre. » Lorsque, en 1933, je me rendis à Londres, je fus accueilli avec la sympathie que les Anglais réservent aux hommes libres.

En France, de Charles Maurras et de Léon Daudet à Bain ville, de Pierre

Descaves à Emile Buré, de l'*Action française* à l'*Humanité*, de la *République au Populaire*, de *La Croix* au *Figaro*, de l'*Echo de Paris* à *La Gauche* etc., le chœur des louanges, plus ou moins nuancées, ne fut troublé par aucune fausse note.

Tandis que l'extrême droite prenait prétexte de mon livre pour dénoncer les dangers de la situation en Allemagne et en Espagne (Jacques Bainville, *l'Action française* du 31 juillet 1931), pour attirer l'attention des défenseurs de la liberté sur la faiblesse de l'État libéral et démocratique (Henri de Kérillis, *Echo de Paris* du 5 août 1931), ou même pour prendre à partie, de manière assez étrange, Paul Valéry, « nigaud de bureau aux airs profonds, hydrocéphale pour cimetièrre marin » (Léon Daudet, *Action française* du 12 août 1931), l'extrême gauche s'en servait pour attaquer Léon Trotsky.

L'ambassadeur de l'U.R.S.S. à Paris me transmit, par l'intermédiaire de mon éditeur, l'invitation du gouvernement de Moscou à me rendre en Russie pour un séjour de six mois, afin d'étudier de près la vie soviétique. Invitation que je refusai courtoisement, pour des raisons faciles à comprendre. Des réfugiés d'Allemagne (c'étaient les premiers), tels que M. Simon, directeur de la *Frankfurter Zeitung*, et Théodor Wolff, m'apportèrent à Paris le salut reconnaissant des Allemands antinazis. Des essais sur ma *Technique du coup d'État* paraissaient un peu partout en Europe et en Amérique. Il me plaît particulièrement de rappeler l'important ouvrage que l'écrivain allemand Hermann Rauschning, auteur du fameux *Hitler m'a dit*, a consacré, sous le titre *La révolution du nihilisme*, à la discussion de la thèse que je défends dans mon livre.

Dans ce chœur de louanges, une seule voix discordante : celle de Léon Trotsky, qui me prit violemment à partie dans un discours qu'il prononça, en octobre 1931, à la radio de Copenhague. Après son exil dans le Caucase, Trotsky avait été éloigné de Russie, et s'était réfugié dans l'île de Prinkip, près de Constantinople. En automne 1931, il décida de s'établir à Paris. Le permis de demeurer en France lui ayant été refusé, il partit pour le Mexique. Mais, avant de quitter l'Europe, il accepta l'invitation de la radio de Copenhague, qui lui offrait l'occasion de répondre publiquement aux accusations de Staline.

C'était la première fois, après la Révolution d'Octobre, que Trotsky parlait, en Europe, à l'Europe : aussi l'attente du discours qu'il allait prononcer était-elle énorme. Il ne parla, hélas ! que de Staline et de moi. J'en fus, tout autant que Staline, profondément déçu. Une grande partie de son discours (dont le texte

intégral fut publié par le journal trotskiste de Paris, *La Cloche*) était dédiée à ma *Technique du coup d'État* et à ma personne : il cracha sur Staline, il vomit sur moi. Je lui envoyai le soir même ce télégramme : « Pourquoi mêlez-vous mon nom et mon livre à vos histoires personnelles avec Staline ? stop. Je n'ai rien à partager ni avec vous ni avec Staline. » Il me répondit aussitôt par le télégramme suivant : « Je l'espère pour vous stop Léon Trotsky. »

Entre toutes les voix qui saluèrent mon livre, il y en a une qui m'est chère : celle de Jean-Richard Bloch. A certains communistes qui, aujourd'hui, m'insultent et me calomnient, oubliant avoir écrit, en 1931, que ma *Technique du coup d'État* était l'œuvre d'un homme libre, je réponds par la voix de Jean-Richard Bloch qui, bien que communiste, n'étant ni un sectaire ni un fanatique, a compris le sens profond de mon livre, et l'importance du problème non seulement politique, mais moral, qu'il pose aux défenseurs de la liberté. Jean-Richard Bloch, depuis notre première rencontre en 1931, m'a toujours témoigné de sa fidèle sympathie. Peut-être certains communistes lui reprocheront-ils cette sympathie pour un écrivain qu'ils considèrent, non sans raison, comme un ennemi de *leur* liberté. Comment sauraient-ils admettre qu'un communiste, dont la dépouille mortelle a eu l'honneur de l'apothéose, qu'un héros de la liberté, dont le Parti Communiste a pris l'exclusivité « pour tous pays, y compris la Suède et la Norvège », puisse avoir fait preuve d'honnêteté envers un homme libre ?

« J'ai lu, m'écrivait Jean-Richard Bloch le 20 novembre 1931, de la Méricote, près de Poitiers, j'ai lu avec un intérêt passionné le livre que vous avez eu l'amabilité de m'envoyer. S'il est vrai, comme je le crois, que la besogne préliminaire qui incombe aux intellectuels, en ce début des temps contemporains, – agonie des temps *modernes* – est de *nommer les choses*, de faire la toilette de l'esprit, d'en évacuer les mots morts, les concepts usés, les façons de penser périmées, de frayer la voie aux conceptions de représentations exactes d'un monde entièrement renouvelé, vous avez accompli votre part de la tâche commune avec une maîtrise exceptionnelle.

« En dissociant deux idées aussi différentes que le programme révolutionnaire et la tactique insurrectionnelle, – l'idéologie et la technique – vous avez assaini le terrain. Vous nous rendez possible la compréhension et la préhension vigoureuses de certains faits. Vous contribuez à notre claire vision des temps nouveaux. Seul un marxiste pouvait le faire. Seul, dites-vous, un marxiste peut aujourd'hui réussir un coup d'État. Étendant votre idée, j'ajoute que seul un marxiste peut écrire un roman ou un drame qui « plaque » sur le monde actuel et

ne flotte pas autour de lui comme un vêtement mal ajusté.

« Les réflexions auxquelles vous nous engagez sont en nombre infini. Et toutes de l'espèce la plus substantielle. Je goûte aussi le ton libre et joyeux avec lequel vous parlez de ces choses, où le mépris de l'homme est l'arme de l'amour de l'homme. S'il faut le dire, je reconnais dans le son de votre voix ce que j'aime et j'apprécie le plus hautement dans l'extrême intelligence italienne. Il y a peu de peuples pour lesquels j'éprouve une affection plus profonde que le vôtre. Son défaut est le verbalisme creux, comme le péché mignon des Français est la fade sentimentalité, et celui des Allemands la fallacieuse systématique. Mais quand un Italien se mêle d'être perçant, il l'est plus qu'homme au monde. Nulle part, je n'ai rencontré d'intelligences plus vérares et plus authentiques qu'en votre pays, si mal connu encore et si pauvrement jugé. C'est dire que je respire dans votre livre une atmosphère qui m'est familière et bienfaisante : une atmosphère d'homme libre. Et cela est singulier à écrire d'un ouvrage, où il n'est question que des moyens d'étrangler la liberté. On n'a jamais mis plus d'indépendance à nous enseigner l'assassinat de l'indépendance.

« Je dois m'interdire d'entrer dans le détail des réflexions auxquelles ma lecture m'a engagé. Ce ne serait plus une lettre, mais un livre. Qu'il me suffise de vous avouer qu'entre mille autres points, je partage votre sentiment sévère sur Hitler. Il se peut que l'événement nous démente, vous et moi, et nous apprenne un jour que cet Autrichien emphatique, roublard et poltron, tenait en réserve une tactique nouvelle et efficace. En histoire, les séries ne recommencent jamais. Goethe a eu raison de dire que les événements historiques sont quelquefois homologues, jamais analogues. Je m'étais bien trompé, non sur la valeur propre, mais sur la valeur relative de Mussolini, que j'ai un peu connu en 1914. Toutefois, j'incline à partager votre sentiment.

« Je suis toutefois étonné quand je vous vois reprocher à Hitler, comme des signes de sa faiblesse, la persécution de la liberté de conscience, du sentiment de la dignité personnelle, de la culture ; et ses méthodes policières, sa pratique de la délation. Mussolini n'en a-t-il pas fait autant ? »

Il en a fait autant, cher Jean-Richard Bloch, il en a fait autant avec moi aussi, avec tant d'autres comme moi, meilleurs que moi. Peut-être avait-il raison, peut-être ont-ils raison tous ceux qui, même aujourd'hui, dans cette même Europe, délivrée de Hitler et de Mussolini, méprisent et persécutent les hommes libres, le sentiment de la dignité personnelle, l'indépendance de l'esprit, la liberté de l'art

et de la littérature. Savons-nous si les intellectuels, les écrivains, les artistes, les hommes libres ne sont pas une race dangereuse, inutile même, une race maudite ? « Que sais-je ? » disait Montaigne.

Mais à quoi bon se tourner avec rancune vers le passé, puisque le présent n'est pas meilleur et l'avenir nous menace ? Toutes les souffrances et toutes les misères que m'a values ce livre, je me les rappellerais peut-être avec gratitude, si j'étais persuadé que ces pages ont contribué, si peu soit-il, à la défense de la liberté en Europe, non moins en danger aujourd'hui qu'elle l'était hier, qu'elle le sera demain. Ce n'est point vrai, comme se plaignait Jonathan Swift, que la défense de la liberté *ne rapporte pas*. Elle *rapporte* : ne fût-ce que la conscience de son propre esclavage, à laquelle l'homme libre se reconnaît des autres. Car « le propre de l'homme, comme j'écrivais de l'île de Lipari en 1936, ce n'est pas de vivre libre en liberté, mais libre dans une prison ».

Curzio Malaparte.

Paris, mai 1948.

Bien que je me propose de montrer comment on s'empare d'un État moderne, et comment on le défend, et que ce soit en un sens le sujet même qu'a traité Machiavel, ce livre est loin d'être une imitation, si moderne soit-elle, c'est-à-dire, si peu machiavélique soit-elle, du « Prince ». Les temps auxquels se rapportent les arguments, les exemples et la morale du « Prince » manifestèrent une telle décadence de la liberté publique et privée, de la dignité du citoyen et du respect humain, que si je m'inspirais de ce livre fameux pour traiter quelques-uns des plus importants problèmes que nous pose l'Europe moderne, je croirais faire offense au caractère de mes lecteurs.

Il peut sembler d'abord que l'histoire politique des dix dernières années se confonde avec celle des applications du traité de Versailles, des conséquences économiques de la guerre, de l'effort des gouvernements pour assurer la paix de l'Europe. Pourtant sa véritable explication est différente, elle se trouve dans la lutte engagée entre les défenseurs du principe de la liberté et de la démocratie, c'est-à-dire les défenseurs de l'État parlementaire, et ses adversaires. Les attitudes des partis ne sont autre chose que des aspects politiques de cette lutte. Si l'on veut comprendre la signification de beaucoup d'événements de ces dernières années, si l'on souhaite prévoir l'évolution de la situation intérieure de plusieurs États d'Europe, c'est de ce point de vue, et de celui-là seulement, qu'il faut considérer ces attitudes.

Dans presque tous les pays, à côté des partis qui déclarent leur volonté de défendre l'État parlementaire et de pratiquer une politique d'équilibre intérieur, c'est-à-dire libérale et démocratique (ce sont là les conservateurs de tous genres, depuis les libéraux de droite jusqu'aux socialistes de gauche), il y a des partis qui posent le problème de l'État sur le terrain révolutionnaire : ce sont les partis d'extrême-droite et d'extrême-gauche, les « catilinaires », c'est-à-dire les fascistes et les communistes. Les « catilinaires » de droite redoutent le désordre. Ils accusent le gouvernement de faiblesse, d'incapacité, d'irresponsabilité. Ils défendent la nécessité d'une solide organisation de l'État, d'un contrôle sévère de toute la vie politique, sociale, économique. Ce sont les idolâtres de l'État, les partisans d'un État absolu. C'est dans un État centralisateur, autoritaire, antilibéral, anti-démocratique, qu'ils voient la seule garantie d'ordre et de liberté, la seule digue contre le danger communiste. « Tout dans l'État, rien en dehors de l'État, rien contre l'État », affirme Mussolini. Les catilinaires de

gauche visent à la conquête de l'État pour instaurer la dictature des ouvriers et des paysans. « Là où il y a liberté, il n'y a point d'État », affirme Lénine.

L'exemple de Mussolini et celui de Lénine influent considérablement sur les aspects et le développement de la lutte entre les catilinaires de droite et de gauche, et les défenseurs de l'État libéral et démocratique.

Il y a, sans doute, une tactique fasciste et une tactique communiste. Il convient pourtant d'observer que, jusqu'à présent, ni les catilinaires, ni les défenseurs de l'État n'ont paru savoir en quoi elles consistent, qu'ils ne se sont jamais montrés capables de les caractériser, de préciser leurs différences ou, s'il en existe, leurs analogies. La tactique de Bela Kun n'a rien de commun avec la tactique bolchevique. Les coups d'État de Kapp, de Primo de Rivera et de Pilsudski paraissent avoir été conçus et exécutés d'après les règles d'une tactique traditionnelle qui n'a rien de commun avec la tactique fasciste. Bela Kun semblera peut-être un tacticien plus moderne, meilleur technicien que les trois autres, et, par conséquent, plus dangereux ; il n'en est pas moins vrai qu'en se posant le problème de la conquête de l'État, il a prouvé qu'il ignorait l'existence, non seulement d'une tactique insurrectionnelle moderne, mais encore d'une technique moderne du coup d'État.

Bela Kun s'imagine imiter Trotsky. Il ne s'aperçoit pas qu'il en est resté aux règles établies par Karl Marx d'après la Commune de Paris. Kapp croit pouvoir rééditer le coup du 18 Brumaire contre l'Assemblée de Weimar. Primo de Rivera et Pilsudski pensent qu'il suffit, pour s'emparer d'un État moderne, de renverser par la violence un gouvernement constitutionnel.

Il est clair que ni les gouvernements, ni les catilinaires, ne se sont encore posé la question de savoir s'il y a une technique moderne du coup d'État, et quelles en peuvent être les règles fondamentales. A la tactique révolutionnaire des catilinaires, les gouvernements, révélant par là leur ignorance absolue des plus élémentaires principes de l'art de conquérir et de défendre un État moderne, continuent d'opposer une tactique défensive basée sur des mesures de police. Une telle ignorance est dangereuse, et, pour le bien montrer, je vais évoquer, à titre d'exemple, les événements dont je me suis trouvé le témoin, et, dans une certaine mesure, l'acteur, au cours d'une saison révolutionnaire qui, commencée dès février 1917 en Russie, ne semble pas, en Europe, être près de sa fin.

I

LE COUP D'ÉTAT BOLCHEVIQUE ET LA TACTIQUE DE TROTSKY

Si le stratège de la révolution bolchévique est Lénine, le tacticien du coup d'État d'octobre 1917 est Trotsky.

Comme je me trouvais en Russie au début de l'année 1929, j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec beaucoup de gens, appartenant aux milieux les plus différents, du rôle joué par Trotsky dans la révolution. Il y a là-dessus, en U. R. S. S., une thèse officielle qui est celle de Staline. Partout cependant, et particulièrement à Moscou et à Léninegrad, où le parti de Trotsky était plus fort qu'ailleurs, j'ai entendu porter sur Trotsky des jugements qui ne s'accordent guère avec ceux de Staline. Le seul qui n'ait pas répondu à mes questions est Lounatcharski, et seule M^{me} Kameneff m'a donné une justification objective de la thèse de Staline, chose qui ne saurait surprendre si on se rappelle que M^{me} Kameneff est la sœur de Trotsky.

Nous ne saurions entrer ici dans la polémique de Staline et de Trotsky au sujet de la « révolution permanente » et du rôle joué par Trotsky dans le coup d'État d'octobre 1917. Staline nie que Trotsky en ait été l'organisateur : il revendique ce mérite pour la commission formée par Sverdloff, Staline, Boubnofi, Ouritzki et Dzerjinski. Cette commission, où ne figuraient ni Lénine ni Trotsky, faisait partie intégrale du Comité révolutionnaire militaire, dont Trotsky était le Président. Mais la polémique entre Staline et le théoricien de la « révolution permanente » ne saurait changer l'histoire de l'insurrection d'octobre, qui fut, d'après l'affirmation de Lénine, organisée et dirigée par Trotsky. Lénine est le stratège, l'idéologue, l'animateur, le *deus ex machina* de la révolution, mais le créateur de la technique du coup d'État bolchévique, c'est Trotsky.

Dans l'Europe moderne, le danger communiste dont les gouvernements ont à se défendre, ce n'est pas la stratégie de Lénine, c'est la tactique de Trotsky. On ne saurait comprendre la stratégie de Lénine en dehors de la situation générale de la Russie en 1917. La tactique de Trotsky, au contraire, n'est pas liée aux conditions générales du pays, son application ne dépend pas des circonstances qui sont indispensables à la stratégie de Lénine. La tactique de Trotsky, voilà

d'où vient qu'en tout pays européen un coup d'État communiste est toujours un danger. En d'autres termes, la stratégie de Lénine ne peut être appliquée, quel que soit le pays de l'Europe occidentale, que sur un terrain favorable, et dans les mêmes circonstances que celles où se trouvait la Russie en 1917. Dans la *Maladie infantile du Communisme*, Lénine lui-même observe que l'originalité de la situation politique russe en 1917 consistait en quatre circonstances spécifiques, lesquelles, ajoute-t-il, n'existent pas présentement dans l'Europe occidentale, et sans doute ne s'y produiront jamais, ni identiques, ni même analogues. Il est inutile d'exposer ici ces quatre circonstances spécifiques, car on sait en quoi consistait l'originalité de la situation politique russe en 1917. La stratégie de Lénine ne constitue donc pas un danger immédiat pour les gouvernements d'Europe. Le péril actuel – et permanent – pour eux, c'est la tactique de Trotsky.

Dans ses remarques sur la *Révolution d'Octobre et la tactique des communistes russes*, Staline écrit que si l'on veut juger les événements de l'automne de 1923 en Allemagne, il ne faut pas oublier la situation spéciale de la Russie en 1917. Il ajoute que « le camarade Trotsky devrait s'en souvenir, lui qui trouve une analogie complète entre la Révolution d'Octobre et la révolution allemande, et qui fustige le parti communiste allemand pour ses erreurs réelles ou prétendues ». Pour Staline, la faillite de la tentative révolutionnaire allemande au cours de l'automne de 1923 est due à l'absence des circonstances spécifiques indispensables à l'application de la stratégie de Lénine. Il s'étonne que Trotsky en fasse retomber la faute sur les communistes allemands. Mais pour Trotsky, la réussite d'une tentative révolutionnaire ne dépend pas de l'existence de conditions analogues à celles dans lesquelles se trouvait la Russie en 1917. Ce qui a fait échouer la révolution allemande, au cours de l'automne de 1923, ce n'est pas l'impossibilité où l'on était d'appliquer la stratégie de Lénine. L'erreur impardonnable des communistes allemands, c'est de n'avoir pas appliqué la tactique insurrectionnelle bolchévique. L'absence de circonstances favorables, la situation générale du pays, n'influent pas sur l'application de la tactique de Trotsky. On ne saurait justifier les communistes allemands d'avoir manqué leur coup.

Depuis la mort de Lénine, la grande hérésie de Trotsky a menacé l'unité doctrinaire du léninisme. Trotsky est un protestant qui n'a pas eu de chance. Ce Luther est en exil, et ceux de ses partisans qui n'ont pas eu l'imprudence de se repentir trop tard se sont hâtés de se repentir, officiellement, trop tôt. Toutefois, il arrive encore souvent de rencontrer en Russie des hérétiques qui n'ont pas

perdu le goût de la critique et qui s'exercent à tirer les conséquences les plus imprévues de la logique de Staline. Cette logique porte à conclure qu'il ne peut y avoir de Lénine sans Kerenski, puisque Kerenski constituait l'un des principaux éléments de la situation exceptionnelle de la Russie en 1917. Trotsky, lui, n'a nul besoin de Kerenski. Pas plus que celle de Stresemann, de Poincaré, de Lloyd George, de Giolitti ou de Mac Donald, l'existence de Kerenski n'a d'influence, favorable ou défavorable, sur l'application de la tactique de Trotsky. Mettez Poincaré au lieu de Kerenski, et le coup d'État bolchevique d'octobre 1917 réussira tout aussi bien. Il m'est arrivé de rencontrer, aussi bien à Moscou qu'à Léninegrad, des partisans de la théorie hérétique de la « révolution permanente », qui en venaient à affirmer que Trotsky peut se passer de Lénine, que Trotsky peut exister sans Lénine ; ce qui équivaut à dire qu'en octobre 1917 Trotsky se serait aussi bien emparé du pouvoir, si Lénine était resté en Suisse et n'avait joué aucun rôle dans la révolution russe.

Affirmation risquée, mais seuls l'estimeront arbitraire ceux qui s'exagèrent, en matière de révolution, l'importance de la stratégie. Ce qui compte, c'est la tactique insurrectionnelle, c'est la technique du coup d'État. Dans la révolution communiste, la stratégie de Lénine ne constitue pas une préparation indispensable pour l'application de la tactique insurrectionnelle. Elle ne peut conduire, par elle-même, à la conquête de l'État. En Italie, pendant les années 1919 et 1920, la stratégie de Lénine avait été pleinement appliquée, et l'Italie était vraiment, à cette époque, le pays d'Europe le plus mûr pour la révolution communiste. Tout était prêt pour le coup d'État. Mais les communistes italiens croyaient que la situation révolutionnaire du pays, la fièvre de sédition des masses prolétariennes, l'épidémie de grèves générales, la paralysie de la vie économique et politique, l'occupation des usines par les ouvriers et des terres par les paysans, la désorganisation de l'armée, de la police, de la bureaucratie, la veulerie de la magistrature, la résignation de la bourgeoisie et l'impuissance du gouvernement suffiraient à livrer le pouvoir aux travailleurs. Le Parlement appartenait aux partis de gauche, son action corroborait l'action révolutionnaire des organisations syndicales. Ce qui faisait défaut, ce n'était, pas la volonté de s'emparer du pouvoir, c'était la connaissance de la tactique insurrectionnelle. La révolution s'usait dans la stratégie. Cette stratégie, c'était la préparation de l'attaque décisive : mais personne ne savait comment mener l'attaque. On en était arrivé à voir dans la Monarchie (qu'on appelait alors une Monarchie socialiste) un grave obstacle à l'attaque insurrectionnelle. La majorité parlementaire de gauche se préoccupait de l'action syndicale, qui faisait redouter une conquête du pouvoir en dehors du Parlement, et même contre le Parlement.

Les organisations syndicales se méfiaient de l'action parlementaire, parce qu'elle tendait à transformer la révolution des prolétaires en un changement de ministère au bénéfice de la petite bourgeoisie. Comment organiser le coup d'État ? Tel était le problème au cours des années 1919 et 1920 ; et non pas seulement en Italie, mais dans presque tous les pays de l'Europe occidentale. Les communistes, disait Trotsky, ne savent pas profiter de la leçon d'octobre 1917, qui n'est pas une leçon de stratégie révolutionnaire, mais de tactique insurrectionnelle.

Cette remarque de Trotsky est très importante pour faire comprendre en quoi consiste la tactique du coup d'État d'octobre 1917, c'est-à-dire la technique du coup d'État communiste.

On pourrait objecter que la tactique insurrectionnelle fait partie de la stratégie révolutionnaire, qu'elle en constitue l'aboutissement. Sur ce point, les idées de Trotsky sont très nettes. On a déjà vu que, pour lui, la tactique insurrectionnelle ne dépend pas des conditions générales dans lesquelles se trouve le pays, ni de l'existence d'une situation révolutionnaire favorable à l'insurrection. Pour la mise en pratique de la tactique d'octobre 1917, la Russie de Kerenski ne présente pas moins de difficultés que la Hollande ou que la Suisse. Les quatre circonstances spécifiques énoncées par Lénine dans la *Maladie infantile du Communisme* (c'est-à-dire la possibilité de lier la révolution bolchévique à la liquidation d'une guerre impérialiste ; l'occasion de profiter pendant quelque temps de la guerre entre deux groupes de puissances qui, sans cette guerre, se seraient unies pour combattre la révolution bolchévique ; la faculté de soutenir une guerre civile relativement longue en raison de l'immensité de la Russie et du mauvais état des voies de communication ; l'existence d'un mouvement révolutionnaire démocratico-bourgeois au sein de la masse paysanne) caractérisaient la situation de la Russie en 1917, mais elles ne sont pas indispensables à la réussite d'un coup d'État communiste. Si la tactique de l'insurrection bolchévique dépendait des mêmes circonstances que la stratégie de Lénine, il n'y aurait pas actuellement, dans tous les pays d'Europe, un péril communiste.

Dans sa conception stratégique, Lénine n'avait pas le sens de la réalité, il manquait de précision et de mesure. Il concevait la stratégie révolutionnaire à la manière de Clausewitz, plutôt comme une philosophie que comme un art et comme une science. Après la mort de Lénine, on a retrouvé, parmi ses livres de chevet, l'ouvrage fondamental de Clausewitz *De la guerre*, annoté de sa main ;

et ses observations inscrites sur les marges du livre de Marx sur la *Guerre civile en France* permettent de-juger combien la défiance de Trotsky pour le génie stratégique de son émule était fondée. On ne saurait comprendre pour quelle raison, si ce n'est la nécessité de combattre Trotsky, on attribue officiellement, en Russie, une telle importance à la stratégie révolutionnaire de Lénine. Avec le rôle historique qu'il a joué dans la Révolution, Lénine n'a pas besoin d'être considéré comme un grand stratège.

La veille de l'insurrection d'octobre, Lénine est optimiste et impatient. L'élection de Trotsky à la Présidence du Soviet de Pétrograd et du Comité Révolutionnaire Militaire, la conquête de la majorité au Soviet de Moscou, l'ont enfin rassuré sur la question de la majorité dans les Soviets, qui n'avait cessé de le préoccuper depuis les journées de juillet. Toutefois, il n'est pas sans inquiétude sur le second Congrès des Soviets, dont la date est fixée aux derniers jours d'octobre. « Il n'est pas nécessaire que nous y ayons la majorité, dit Trotsky, ce n'est pas cette majorité qui aura à s'emparer du pouvoir. » Et Trotsky n'a pas tort. « Il serait naïf, approuve Lénine, que nous attendions d'avoir la majorité formelle. » Il voudrait soulever les masses contre le gouvernement de Kerenski, submerger la Russie sous la marée prolétarienne, donner le signal de l'insurrection à tout le peuple de Russie, se présenter au Congrès des Soviets, forcer la main à Dan et à Skobéleff, les deux chefs de la majorité menchévique, proclamer la chute du gouvernement de Kerenski et l'avènement de la dictature du prolétariat. Il ne conçoit pas une tactique insurrectionnelle ; il ne conçoit qu'une stratégie révolutionnaire. « Très bien, dit Trotsky, mais, avant tout, il faut occuper la ville, s'emparer des points stratégiques, renverser le gouvernement. Il est nécessaire, pour cela, d'organiser l'insurrection, de former et de dresser une troupe d'assaut. Peu de gens ; les masses ne nous servent à rien ; une petite troupe suffit. »

Mais Lénine ne veut pas qu'on puisse accuser de blanquisme l'insurrection bolchévique.

« L'insurrection, dit-il, doit s'appuyer non sur un complot, non sur un parti, mais sur la classe avancée. C'est là le premier point. L'insurrection doit s'appuyer sur la poussée révolutionnaire de tout le peuple. C'est là le second point. L'insurrection doit éclater à l'apogée de la révolution montante. C'est là le troisième point. C'est à ces trois conditions que le marxisme se distingue du blanquisme. »

« Très bien, dit Trotsky, mais tout le peuple, c'est trop pour l'insurrection. Il faut une petite troupe, froide et violente, dressée à la tactique insurrectionnelle. »

« Nous devons, admet Lénine, lancer toute notre fraction dans les usines et les casernes. C'est là qu'est sa place, là qu'est le nœud vital, le salut de la Révolution. C'est là que par des discours ardents, enflammés, nous devons expliquer et développer notre programme, en posant ainsi la question : l'acceptation complète de ce programme, ou l'insurrection ! »

« Très bien, dit Trotsky, mais quand les masses auront accepté notre programme, il n'en faudra pas moins organiser l'insurrection. Des usines et des casernes, il va falloir tirer des éléments sûrs et prêts à tout. Ce qu'il nous faut, ce n'est pas la masse des ouvriers, des déserteurs et des fuyards : c'est une troupe de choc. »

« Pour pratiquer l'insurrection en marxistes, c'est-à-dire comme un art, approuve Lénine, nous devons, en même temps, et sans perdre une minute, organiser l'État-major des troupes insurrectionnelles, répartir nos forces, lancer les régiments fidèles sur les points les plus importants, entourer le théâtre Alexandra, occuper la forteresse Pierre-et-Paul, arrêter le Grand État-major et le gouvernement, envoyer contre les élèves-officiers, et contre les Cosaques de la Division Sauvage, des détachements prêts à se sacrifier jusqu'au dernier homme, plutôt que de laisser pénétrer l'ennemi dans le centre de la ville. Nous devons mobiliser les ouvriers armés, les appeler au combat suprême, occuper simultanément les centraux téléphoniques et télégraphiques, installer notre État-major insurrectionnel dans le central téléphonique, le relier téléphoniquement à toutes les usines, à tous les régiments, à tous les points où se déroule la lutte armée. » « Très bien, dit Trotsky, mais... »

« Tout cela, reconnaît Lénine, n'est qu'approximatif, mais je tiens à prouver qu'au moment où nous sommes, on ne saurait rester fidèle au marxisme, à la révolution, sans traiter l'insurrection comme un art. Vous connaissez les règles principales que Marx a données à cet art. Appliquées à la situation actuelle de la Russie, ces règles veulent dire : offensive simultanée, aussi soudaine et aussi rapide que possible, sur Pétrograd, du dehors et du dedans, des quartiers ouvriers et de la Finlande, de Reval et de Cronstadt, offensive de toute la flotte, concentration de forces dépassant de beaucoup les 20.000 hommes (élèves-officiers et cosaques), dont dispose le gouvernement. Combiner nos trois forces principales, la flotte, les ouvriers et les unités militaires, pour occuper en premier lieu et garder à tout prix le téléphone, le télégraphe, les gares, les ponts.

Sélectionner les éléments les plus résolus de nos groupes d'attaque, des ouvriers et des matelots, et en former des détachements chargés d'occuper tous les points importants et de participer à toutes les opérations décisives. Constituer encore des équipes d'ouvriers armés de fusils et de grenades, qui marcheront sur les positions ennemies, écoles d'élèves-officiers, centraux téléphoniques et télégraphiques, et qui les cerneront. Le triomphe de la révolution russe, et en même temps de la révolution mondiale, dépend de deux ou trois jours de lutte. »

« Tout cela est très juste, dit Trotsky, mais c'est trop compliqué. C'est un plan trop vaste, c'est une stratégie qui embrasse trop de territoire et trop de gens. Ce n'est plus une insurrection, c'est une guerre. Pour occuper Pétrograd, point n'est besoin de prendre le train en Finlande. Quand on part de trop loin, on s'arrête souvent à mi-chemin. Déclencher une offensive de 20.000 hommes de Reval ou de Cronstadt pour s'emparer du théâtre Alexandra, c'est un peu plus qu'il n'est nécessaire, c'est plus qu'un coup de main. Sur le terrain de la stratégie, Marx lui-même se ferait battre par Korniloff. Il faut s'en tenir à la tactique, agir avec peu de gens sur un terrain limité, concentrer ses efforts sur les objectifs principaux, frapper droit et dur. Je ne crois pas que ce soit tellement compliqué. Les choses dangereuses sont toujours extrêmement simples. Pour réussir, il ne faut point se défier des circonstances défavorables, ni se fier à celles qui sont favorables. Il faut frapper au ventre : cela ne fait pas de bruit. L'insurrection est une machine qui ne fait pas de bruit. Votre stratégie exige trop de circonstances favorables : l'insurrection n'a besoin de rien. Elle se suffit à elle-même. »

« Votre tactique est extrêmement simple, dit Lénine ; elle n'a qu'une règle : réussir. N'est-ce pas vous qui préférez Napoléon à Kerenski ? »

Les paroles que je mets dans la bouche de Lénine ne sont pas inventées, elles se trouvent intégralement dans les lettres qu'il adressait au Comité Central du Parti Bolchévique, au mois d'octobre 1917.

Ceux qui connaissent tous les écrits de Lénine, et particulièrement ses remarques sur la technique insurrectionnelle des journées de décembre à Moscou, pendant la révolution de 1905, doivent être assez surpris de la naïveté de ses idées sur la tactique et sur la technique de l'insurrection à la veille d'octobre 1917. Il faut toutefois reconnaître qu'il avait été le seul, avec Trotsky, après l'échec de la tentative de juillet, à ne pas perdre de vue l'objectif principal de la stratégie révolutionnaire : le coup d'État. Après quelques hésitations (en juillet, le parti bolchévique avait un seul objectif, et de nature parlementaire : la conquête de la

majorité dans les Soviets), l'idée de l'insurrection était devenue pour Lénine, comme dit Lounatcharski, le moteur de toute son activité. Mais pendant son séjour en Finlande où il s'était réfugié, après les journées de juillet, pour ne pas tomber aux mains de Kerenski, toute son activité ne consistait qu'à préparer théoriquement l'insurrection. On ne saurait expliquer autrement l'ingénuité de son projet d'une offensive militaire sur Pétrograd, appuyée par l'action des gardes rouges à l'intérieur de la ville. L'offensive se serait terminée par un désastre : l'échec de la stratégie de Lénine aurait amené la faillite de la tactique insurrectionnelle, avec le massacre des gardes rouges dans les rues de Pétrograd.

Contraint de suivre les événements de loin, Lénine ne pouvait saisir la situation dans tous ses détails ; il n'en voyait pas moins les grandes lignes de la révolution beaucoup plus clairement que certains membres du Comité Central du parti, opposés à l'insurrection immédiate. « Attendre est un crime », écrivait-il aux Comités bolchéviques de Pétrograd et de Moscou. Bien qu'au cours de la réunion du 10 octobre, à laquelle avait pris part Lénine, revenu de Finlande, le Comité Central eût approuvé l'insurrection à l'unanimité moins deux voix – celles de Kameneff et de Zinovieff – une sourde opposition persistait chez certains membres du Comité. Kameneff et Zinovieff étaient les seuls qui se fussent déclarés ouvertement contre l'insurrection immédiate ; mais leurs objections étaient celles-là mêmes que faisaient, secrètement, beaucoup d'autres. L'hostilité de ceux qui désapprouvaient, en secret, la décision de Lénine, se tournait surtout contre Trotsky, « l'antipathique Trotsky », nouvelle recrue du parti bolchévique, dont le caractère orgueilleux commençait d'éveiller quelque préoccupation et quelque jalousie au sein de la vieille garde léniniste.

Ces jours-là, Lénine se tenait caché dans un faubourg de Pétrograd. Sans perdre de vue l'ensemble de la situation, il surveillait attentivement les manœuvres des adversaires de Trotsky. A ce moment, toute hésitation eût été fatale à la révolution. Dans une lettre adressée le 17 octobre au Comité Central, Lénine s'élevait avec la plus grande énergie contre les critiques de Kameneff et de Zinovieff, dont les arguments visaient surtout à mettre en évidence les erreurs de Trotsky :

« Sans le concours des masses, affirmaient-ils, et sans l'appui de la grève générale, l'insurrection ne sera qu'un coup de force destiné à l'échec. La tactique de Trotsky n'est que du blanquisme. Un parti marxiste ne peut ramener la question de l'insurrection à celle d'un complot militaire. »

Dans sa lettre du 17 octobre, Lénine défend la tactique de Trotsky. « Ce n'est pas du blanquisme, dit-il ; en effet : un complot militaire est du pur blanquisme s'il n'est pas organisé par le parti d'une classe déterminée, si les organisateurs ne tiennent pas compte du mouvement politique en général et de la situation internationale en particulier. Entre un complot militaire, condamnable à tous points de vue, et l'art de l'insurrection armée, il y a une grande différence. » Kameneff et Zinovieff auraient beau jeu à répondre : Trotsky n'a-t-il pas constamment affirmé que l'insurrection ne doit pas tenir compte de la situation politique et économique du pays ? N'a-t-il pas constamment déclaré que la grève générale est un des principaux éléments de la technique du coup d'État communiste ? Comment compter sur l'appui des syndicats et sur la proclamation de la grève générale, si l'on n'a pas les syndicats pour soi, si les syndicats sont avec l'adversaire ? Ils feront la grève contre nous. Nous n'avons pas même de liaison avec les organisations de cheminots. Au Comité exécutif des cheminots, il n'y a que deux bolchéviks sur quarante membres. Comment vaincre sans l'aide des syndicats, sans l'appui de la grève générale ?

L'objection est grave : Lénine ne peut lui opposer que son inébranlable décision. Mais Trotsky sourit : il est tranquille. « L'insurrection, dit-il, n'est pas un art, c'est une machine. Pour la mettre en mouvement, il faut des techniciens ; et, seuls, des techniciens pourraient l'arrêter. »

La troupe d'assaut de Trotsky se compose d'un millier d'ouvriers, de soldats et de matelots. L'élite de ce corps a été recrutée parmi les ouvriers des usines Poutiloff et Wibofg, les matelots de la flotte de la Baltique et les soldats des régiments lettons. Pendant dix jours, sous le commandement d'Antonoff-Ovsienko, ces hommes, les gardes rouges, se livrèrent à toute une série de « manœuvres invisibles », dans le centre même de la ville. Parmi la foule de déserteurs qui encombrant les rues, au milieu du désordre qui règne dans les palais du gouvernement, dans les Ministères, dans les bureaux de l'État-major général, dans les Postes, dans les Centraux téléphoniques et télégraphiques, dans les gares, dans les casernes, dans la direction des services techniques de la capitale, ils s'entraînent, en plein jour, sans armes, à la tactique insurrectionnelle, et leurs groupes peu nombreux (trois ou quatre hommes) passent inaperçus.

La tactique des « manœuvres invisibles », de l'entraînement à l'action insurrectionnelle, dont Trotsky a donné le premier l'exemple pendant le coup d'État d'octobre 1917, fait maintenant partie de la stratégie révolutionnaire de la troisième Internationale. Dans les manuels de Komintern on trouve l'énoncé et le

développement des principes appliqués par Trotsky. A l'Université chinoise de Moscou, au nombre des matières d'enseignement, on trouve la tactique des « manœuvres invisibles », que Karakan, se fondant sur l'expérience de Trotsky, a si bien appliquée à Shanghai. A l'Université Sun-Yat-Sen, à Moscou, rue Wolkonka, les étudiants chinois apprennent les principes mêmes que les organisations communistes d'Allemagne mettent en pratique tous les dimanches, en plein jour, pour s'exercer à la tactique insurrectionnelle, sous les yeux de la police et des braves bourgeois de Berlin, de Dresde et de Hambourg.

En octobre 1917, au cours des journées qui précèdent le coup d'État, la presse réactionnaire, libérale, menchévique et socialiste-révolutionnaire, ne cesse de dénoncer à l'opinion publique l'activité du parti bolchévique, qui prépare ouvertement l'insurrection. Elle accuse Lénine et Trotsky de vouloir renverser la République démocratique pour instaurer la dictature du prolétariat. Ils ne font pas mystère de leurs criminels projets, écrivent les journaux bourgeois : l'organisation de la révolution prolétarienne se fait au grand jour. Dans leurs discours aux masses d'ouvriers et de soldats entassés dans les usines et les casernes, les chefs bolchéviques annoncent bien haut que tout est prêt et que le jour de la révolte est proche. Que fait le gouvernement ? Pourquoi n'a-t-il pas arrêté Lénine, Trotsky et les autres membres du Comité Central ? Quelles mesures a-t-il prises pour protéger la Russie contre le danger bolchévique ?

Il est inexact que le gouvernement de Kerenski n'ait pas pris les mesures nécessaires à la défense de l'État. Kerenski, il faut lui rendre cette justice, a fait tout ce qui était en son pouvoir pour affronter un coup d'État : s'ils avaient été à sa place, Poincaré, Lloyd George, Mac-Donald, Giolitti ou Stresemann n'auraient pas agi autrement. La méthode défensive de Kerenski consistait à appliquer les systèmes de police auxquels ont fait confiance, en tous temps, auxquels font confiance, de nos jours encore, aussi bien les gouvernements absolus que les gouvernements libéraux. Il est injuste d'accuser Kerenski d'imprévoyance et d'insuffisance. Ce sont les systèmes de police qui ne suffisent plus à défendre l'État contre la technique insurrectionnelle moderne. L'erreur de Kerenski est celle de tous les gouvernements qui considèrent le problème de la défense de l'État comme un problème de police.

Ceux qui accusent Kerenski d'imprévoyance et d'insuffisance oublient l'habileté et le courage dont il avait fait preuve, au cours des journées de juillet, contre la révolte des ouvriers et des déserteurs, et, au mois d'août, contre l'aventure réactionnaire de Korniloff. Il n'avait pas hésité, en août, à faire appel aux forces

bolchéviques elles-mêmes, pour empêcher les cosaques de Korniloff de balayer les conquêtes démocratiques de la révolution de février. En cette occasion, il avait étonné Lénine : « Il faut se méfier de Kerenski, dit-il ; ce n'est pas un imbécile. » Qu'on soit juste pour Kerenski : il ne pouvait pas, en octobre, agir autrement qu'il ne l'a fait. Trotsky affirmait que la défense de l'État est une affaire de méthode. Or, en octobre 1917, une seule méthode était connue, une seule pouvait être pratiquée, que ce fût par Kerenski ou par Lloyd George ou par Poincaré ou par Noske : la méthode classique des mesures de police.

Pour faire face au danger, Kerenski veille à garnir d'élèves-officiers et de cosaques fidèles le Palais d'Hiver, le Palais de Tauride, les Ministères, les Centraux téléphoniques et télégraphiques et le siège de l'État-major général. Les vingt mille hommes sur lesquels il peut compter dans la capitale se trouvent ainsi mobilisés pour protéger les points stratégiques de l'organisation politique et bureaucratique de l'État. (Voilà l'erreur dont Trotsky va profiter.) D'autres régiments sûrs sont massés dans les environs, à Tsarskoié Sélo, à Kolpino, à Gatchina, à Oboukhowo, à Poulkowo : cercle de fer que l'insurrection bolchévique devra briser pour ne pas mourir étouffée. Toutes les dispositions pouvant garantir la sécurité du gouvernement ont été prises, et des détachements de junkers parcourent la ville nuit et jour. Il y a des nids de mitrailleuses aux carrefours, à l'extrémité des grandes artères, pour défendre l'accès des places, et sur les toits, tout au long de la Perspective Nevski. Des patrouilles de soldats circulent dans la foule, des autos blindées passent lentement et s'ouvrent le passage dans un long hurlement de sirène. Le désordre est épouvantable. « Voilà ma grève générale », dit Trotsky à Antonoff Ovseienko, en montrant la foule qui tourbillonne sur la Perspective Nevski.

Mais Kerenski ne s'est pas limité aux mesures de police, il a mis en branle toute la machine politique. Il ne pense pas seulement à rallier les éléments de Droite : il veut s'assurer à tout prix l'appui des Gauches. Ce qui le préoccupe, ce sont les syndicats. Il sait que leurs chefs ne sont pas d'accord avec les bolchéviks. Sur ce point, la critique de Kameneff et de Zinovieff à la thèse insurrectionnelle de Trotsky est fondée. La grève générale est un élément indispensable de l'insurrection. Sans elle, les bolchéviks ne pourront se sentir à couvert et manqueront leur coup, Trotsky a défini l'insurrection : « Un coup de poing à un paralytique. » Pour que l'insurrection réussisse, il faut que la vie de Pétrograd soit paralysée par la grève générale. Les chefs des syndicats ne marchent pas d'accord avec les bolchéviks, mais les masses organisées inclinent vers Lénine. A défaut des masses, Kerenski veut avoir les chefs des syndicats ; il négocie

avec eux, il obtient enfin, non sans peine, leur neutralité. Quand Lénine en est averti, il déclare à Trotsky : « Kameneff avait raison. Sans l'appui de la grève générale, votre tactique ne peut qu'échouer. – J'ai le désordre pour moi, répond Trotsky ; c'est mieux qu'une grève générale. »

Pour comprendre le plan de Trotsky, il faut se rendre compte de ce qu'était alors Pétrograd : des masses énormes de déserteurs qui, au début de la révolution de février, avaient quitté les tranchées et s'étaient déversés, jetés sur la capitale comme pour mettre à sac le royaume de la liberté, campaient depuis six mois au milieu des rues et des places, déguenillés, malpropres, misérables, saouls mais affamés, timides mais féroces, prêts à la révolte comme à la fuite et le cœur dévoré d'une soif de vengeance et de paix. Assis sur le trottoir de la Perspective Nevski, au bord du fleuve humain qui coule avec lenteur et tumultueusement, d'interminables files de déserteurs vendent des armes, des brochures de propagande, des graines de tournesol. Sur la place Znamenskaïa, devant la gare de Moscou, règne un désordre indescriptible : la foule se heurte aux murs, reflue, reprend force, roule en avant, se brise comme un flot écumant sur un amas de chars, de camions, de tramways entassés autour de la statue d'Alexandre III, avec une clameur assourdissante, qui semble, de loin, la clameur d'un massacre.

Au-delà du pont de la Fontanka, au croisement de la Perspective Nevski et de la Perspective Liteyni, les camelots vendent les journaux ; ils crient à tue-tête les nouvelles, les mesures prises par Kerenski, les proclamations du Comité Militaire Révolutionnaire, du Soviet, de la Douma Municipale, les ordres du colonel Polkownikoff commandant la Place, qui menace de prison les déserteurs, interdit les manifestations, les meetings et les rixes. Au coin des rues, il y a des rassemblements d'ouvriers, de soldats, d'étudiants, d'employés, de matelots discutant à haute voix et faisant de grands gestes. Partout, dans les cafés et dans les *stalovaie*, on se moque des proclamations du colonel Polkownikoff qui prétend arrêter les 200.000 déserteurs de Pétrograd, et qui veut interdire les rixes. Devant le Palais d'Hiver, on a placé deux batteries de 75, et des junkers, dans leurs longues capotes, font nerveusement les cent pas derrière les pièces. Deux rangées d'automobiles militaires sont alignées devant le Palais de l'État-major général. Du côté de l'Amirauté, le jardin Alexandre est occupé par un bataillon de femmes, assises par terre, autour des fusils en faisceaux.

La place Marinskaïa regorge d'ouvriers, de marins, de déserteurs loqueteux et hâves. A l'entrée du Palais Maria, où réside le Conseil de la République, un détachement de cosaques est de garde, avec ses hautes chapkas de poils noirs sur

l'oreille. Ils fument, parlent à haute voix et rient. Si on montait tout en haut de la coupole de la Cathédrale Isaac, on pourrait voir, à l'Ouest, d'épais nuages s'élever des usines de Poutiloff, où les ouvriers travaillent, leur fusil chargé sur l'épaule ; plus loin, le golfe de Finlande ; derrière l'île de Rothine, le fort de Cronstadt, Cronstadt la Rouge, où les matelots aux yeux clairs d'enfants attendent le signal de Dybenko pour marcher au secours de Trotsky, et massacrer les junkers. De l'autre côté de la ville, un nuage rougeâtre pèse sur les innombrables cheminées du faubourg de Wiborg, où se tapit Lénine, pâle et fiévreux sous sa perruque, qui lui donne l'air d'un petit cabotin de province. Dans cet homme sans barbe, aux faux cheveux bien collés sur le front, nul ne pourrait reconnaître ce terrible Lénine qui fait trembler la Russie. C'est là, dans les usines de Wiborg, que les gardes rouges de Trotsky attendent les ordres d'Antonoff-Ovseienko. Les femmes des faubourgs ont des yeux durs, un visage triste. Vers le soir, dès que l'obscurité semble élargir les rues, des bandes de femmes armées s'acheminent vers le centre de la ville. Journées de migrations prolétariennes : des masses énormes se déplacent d'un bout à l'autre de Pétrograd, reviennent à leurs quartiers, à leurs rues, après des heures et des heures de marche à travers les meetings, les manifestations, les émeutes. Dans les casernes, dans les usines et sur les places, les meetings succèdent aux meetings. *Tout le pouvoir aux Soviets*. La voix rauque des orateurs s'éteint dans les plis des drapeaux rouges. Sur le toit des maisons, appuyés sur leurs mitrailleuses, les soldats de Kerenski écoutent monter ces voix rauques, tout en croquant des graines de tournesol dont ils jettent l'épluchure sur la foule massée dans les rues.

La nuit tombe sur la ville, comme un nuage mort. Dans l'immense Perspective Nevski, la marée des déserteurs monte vers l'Amirauté. Devant la cathédrale de Kazan, des centaines de soldats, de femmes et d'ouvriers bivouaquent, allongés par terre. Toute la ville est plongée dans l'inquiétude, le désordre et le délire. Et soudain, on verra surgir de cette foule des hommes armés de couteaux, ivres d'insomnie, qui se jetteront sur les patrouilles de junkers, sur le bataillon de femmes qui défend le Palais d'Hiver. D'autres, forçant les portes, iront chercher les bourgeois jusque dans leurs maisons et les surprendront au lit, les yeux ouverts. La fièvre de l'insurrection a tué le sommeil de la ville. Comme Lady Macbeth, Pétrograd ne peut plus dormir. Ses nuits sont hantées par l'odeur du sang.

Depuis dix jours, méthodiquement, au centre même de la ville, les gardes rouges de Trotsky se sont entraînés. C'est Antonoff-Ovseienko qui dirige, en plein jour,

ces exercices de tactique, cette sorte de répétition générale du coup d'État, au milieu du tumulte des rues, aux abords des édifices qui constituent les points stratégiques de la machine bureaucratique et politique. La police et les autorités militaires sont tellement obsédées par l'idée d'un brusque soulèvement des masses prolétariennes, tellement occupées à faire face au danger, qu'elles ne remarquent pas les équipes d'Antonoff-Ovseienko. Dans ce désordre énorme, qui prend garde à ces petits groupes d'ouvriers sans armes, de soldats, de matelots, qui se faufilent dans les corridors des centraux téléphoniques et télégraphiques, de l'Hôtel des Postes, des Ministères, de l'État-major général, pour observer la distribution des bureaux, l'installation de la lumière électrique et du téléphone, garder dans les yeux et dans la mémoire le plan des édifices, étudier la manière de s'y introduire par surprise au moment donné, calculer les chances, mesurer les obstacles, chercher dans l'organisation défensive de la machine technique, bureaucratique et militaire de l'État les lieux de moindre résistance, les côtés faibles, les points vulnérables ? Qui pourrait noter, dans la confusion générale, ces trois ou quatre matelots, ce couple de soldats, cet ouvrier égaré, qui rôdent autour des bâtiments, pénètrent dans les couloirs, montent les escaliers, et qui, lorsqu'ils se croisent, ne se regardent pas ? Nul ne peut soupçonner que ces individus obéissent à des ordres précis et détaillés, qu'ils exécutent un plan et s'entraînent à des exercices ayant pour objectif les points stratégiques de la défense de l'État. Les gardes rouges agiront à coup sûr, car ils ont manœuvré, invisibles, sur le terrain même de la lutte imminente.

Trotsky est parvenu à se procurer le plan des services techniques de la ville. Les matelots de Dybenko, aidés de deux ingénieurs et d'ouvriers spécialisés, étudient sur place la disposition des conduites souterraines d'eau et de gaz, des câbles d'énergie électrique, de téléphone et de télégraphe. Deux d'entre eux ont exploré les égouts qui passent sous la résidence de l'État-major général. Il faut être en mesure d'isoler un quartier ou même un simple groupe de maisons en quelques minutes ; Trotsky partage donc la ville en secteurs, fixe les points stratégiques, distribue les tâches, secteur par secteur, à des équipes formées de soldats et d'ouvriers spécialisés. Il faut des techniciens à côté des soldats : la conquête de la gare de Moscou est confiée à deux escouades composées de vingt-cinq soldats lettons, de deux matelots et de dix cheminots. Trois équipes de matelots, d'ouvriers et d'employés de chemin de fer, en tout soixante hommes, sont chargées d'occuper la gare de Varsovie. Pour les autres gares, Dybenko dispose d'escouades qui sont de vingt hommes chacune. Pour contrôler le mouvement sur les lignes de chemin de fer, à chaque escouade est adjoint un télégraphiste. Le 21 octobre, sous les ordres directs d'Antonoff-Ovseienko, qui suit les

manœuvres de près, toutes les équipes s'entraînent à la prise de possession des gares, et cette répétition générale se fait avec une précision et une régularité parfaites. Le même jour, trois matelots se rendent à la Centrale Électrique, près de l'entrée du port : la Centrale, qui dépend de la direction des services techniques municipaux, n'est pas gardée. Le directeur s'adresse aux trois matelots : « Vous êtes bien, leur dit-il, les hommes que j'ai demandés au commandant de la Place ? Voilà cinq jours qu'il me promet de me donner un service de protection. » Les trois matelots bolchéviques s'installent à la Centrale Électrique pour la défendre, déclarent-ils, contre les gardes rouges en cas d'insurrection. Quelques escouades de marins s'emparent de même des trois autres Centrales électriques municipales.

La police de Kerenski et les autorités militaires se préoccupent avant tout de défendre l'organisation bureaucratique et politique de l'État, les Ministères, le Palais Maria, siège du Conseil de la République, le Palais de Tauride, siège de la Douma, le Palais d'Hiver, l'État-major général. Trotsky, découvrant cette erreur, s'attaquera aux seuls organes techniques de la machine gouvernementale et municipale. Le problème de l'insurrection n'est, pour lui, qu'un problème d'ordre technique. – « Pour s'emparer de l'État moderne, dit-il, il faut une troupe d'assaut et des techniciens : des équipes d'hommes armés, commandées par des ingénieurs. »

Tandis que Trotsky organise rationnellement le coup d'État, le Comité Central du Parti Bolchévique organise la révolution prolétarienne. C'est une commission composée de Staline, Sverdloff, Boubnoff, Ouritzki et Dzerjinski, presque tous ennemis déclarés de Trotsky, qui élabore le plan du soulèvement général. Ces hommes, auxquels Staline en 1927 s'efforcera d'attribuer tout le mérite du coup d'État d'Octobre, n'ont aucune confiance dans l'insurrection organisée par Trotsky. Que fera-t-il avec ses mille hommes ? Les junkers n'auront pas grand-peine à s'en débarrasser. Ce sont les masses prolétariennes, ce sont les milliers et les milliers d'ouvriers de Poutiloff et de Wiborg, c'est l'énorme foule des déserteurs, ce sont les unités bolchéviques de la garnison de Pétrograd, qu'il faut soulever contre les forces du gouvernement. Ce qu'il faut déchaîner, c'est une insurrection générale. Avec ses coups de main, Trotsky n'est qu'un allié aussi dangereux qu'inutile.

Pour la Commission, comme pour Kerenski, la révolution, c'est un problème de police. Il est curieux de constater que le futur créateur de la police bolchévique, de cette Tchéka qui prendra plus tard le nom de Guépéou, fait partie de la

Commission. Car c'est le pâle, l'inquiétant Dzerjinski, qui étudie le système défensif du gouvernement de Kerenski et qui fixe le plan d'attaque. De tous les adversaires de Trotsky, c'est lui le plus perfide, le plus redoutable. Son fanatisme a des pudeurs de femme. C'est un ascète qui ne regarde jamais ses mains. Il mourra debout à la tribune, en 1926, en prononçant un réquisitoire contre Trotsky.

La veille du coup d'État, quand Trotsky déclare à Dzerjinski que les gardes rouges doivent ignorer l'existence du gouvernement de Kerenski, qu'il ne s'agit pas de combattre le gouvernement avec les mitrailleuses, mais de s'emparer de l'État ; que le Conseil de la République, les Ministères,, la Douma n'ont pas d'importance du point de vue de la tactique insurrectionnelle et ne doivent pas constituer les objectifs de l'insurrection armée ; que la clef de l'État, ce n'est pas l'organisation bureaucratique et politique, pas davantage le Palais de Tauride, ou le Palais Maria, ou le Palais d'Hiver, mais l'organisation technique, c'est-à-dire les centrales électriques, les chemins de fer, les téléphones, les télégraphes, le port, les gazomètres, les aqueducs, Dzerjinski lui répond que l'insurrection doit aller au-devant de l'adversaire et l'attaquer dans ses positions. « C'est le gouvernement que nous devons attaquer. Il faut battre l'adversaire sur le terrain même où il défend l'État. » Si l'adversaire se retranche dans les Ministères, au Palais Maria, au Palais de Tauride, au Palais d'Hiver, il faudra l'y aller chercher. « Pour nous emparer de l'État, conclut Dzerjinski, il nous faut lancer les masses contre le gouvernement. »

La tactique insurrectionnelle de la Commission est dominée par la préoccupation de la neutralité des syndicats. Peut-on s'emparer de l'État sans l'appui de la grève générale ? « Non, répondent le Comité Central et la Commission : il faut provoquer la grève en entraînant les masses dans l'action insurrectionnelle. Mais c'est la tactique de l'insurrection générale, et non la tactique des coups de main, qui nous permettra d'entraîner les masses contre le gouvernement et de provoquer la grève. »

« Il n'est pas nécessaire de provoquer la grève, répond Trotsky ; l'effroyable désordre qui règne à Pétrograd est plus efficace qu'une grève générale. C'est le désordre qui paralyse l'État et qui empêche le gouvernement de prévenir l'insurrection. Ne pouvant nous appuyer sur la grève, nous nous appuyerons sur le désordre. » – On a dit que la Commission était contraire à la tactique de Trotsky parce qu'elle l'estimait fondée sur une vision trop optimiste de la situation. En réalité, Trotsky était plutôt pessimiste ; il jugeait la situation

beaucoup plus grave qu'on ne croyait. Il se défiait des masses, il savait bien que l'insurrection ne pouvait compter que sur une minorité. L'idée de provoquer la grève générale, en entraînant les masses dans la lutte armée contre le gouvernement, était une illusion : seule une minorité prendrait part à l'action insurrectionnelle. Trotsky était convaincu que si la grève éclatait, ce serait contre les bolcheviks, et que si on voulait prévenir la grève générale, il fallait sans délai s'emparer du pouvoir. La suite des événements a montré qu'il voyait juste. Lorsque les cheminots, les employés des postes, du téléphone et du télégraphe, les bureaucrates des Ministères et le personnel des services publics, abandonnèrent le travail, il était trop tard. Lénine était déjà au pouvoir : Trotsky avait cassé les reins à la grève.

L'opposition du Comité Central et de la Commission à la tactique de Trotsky avait créé une situation paradoxale, qui eût pu compromettre le succès de l'insurrection. A la veille du coup d'État, il y avait deux États-majors, deux plans et deux objectifs. La Commission, qui s'appuyait sur la masse des ouvriers et des déserteurs, voulait battre le gouvernement afin de s'emparer de l'État. Trotsky, qui s'appuyait sur un millier d'hommes, voulait s'emparer de l'État afin de battre le gouvernement. Marx lui-même eût jugé les circonstances plus favorables au plan de la Commission qu'à celui de Trotsky. Mais « l'insurrection n'a pas besoin de circonstances favorables », affirmait Trotsky.

Le 24 octobre, en plein jour, Trotsky déclenche l'attaque. Le plan des opérations avait été arrêté dans tous ses détails par cet ancien officier de l'Armée Impériale, Antonoff-Ovseienko, aussi connu comme mathématicien et joueur d'échecs que comme révolutionnaire et exilé. Faisant allusion à la tactique de Trotsky, Lénine a dit d'Antonoff-Ovseienko que, seul, un joueur d'échecs pouvait organiser l'insurrection. Antonoff-Ovseienko a l'air mélancolique et malade : les longs cheveux qui tombent sur ses épaules le font ressembler à certains portraits de Bonaparte avant le 18 Brumaire. Mais son regard est mort, et son pâle et maigre visage rayonne d'une tristesse à fleur de peau, aussi malsaine qu'une sueur froide.

Dans une petite pièce du dernier étage de l'institut Smolny, quartier-général du parti bolchévique, Antonoff-Ovseienko joue aux échecs sur une carte topographique de Pétrograd. Sous ses pieds, à l'étage au-dessous, la Commission est réunie pour fixer définitivement le jour de l'insurrection générale. Elle ignore que Trotsky a déjà déclenché l'attaque. Lénine seul a été averti, au dernier moment, de la brusque décision de Trotsky. La Commission s'en tient à ce qu'a

dit Lénine : n'a-t-il pas déclaré, le 21, que le 24 serait trop tôt, et le 26 trop tard ? A peine la Commission vient-elle de se réunir pour la décision définitive que Podwoisky survient, porteur d'une nouvelle inattendue : les gardes rouges de Trotsky se sont déjà emparés du Central Télégraphique et des ponts sur la Néva : pour assurer les communications entre le centre de la ville et le faubourg ouvrier de Wiborg, il faut avoir le contrôle des ponts. Les centrales électriques municipales, les gazomètres, les gares de chemin de fer, sont déjà occupés par les matelots de Dybenko. Les opérations se sont déroulées avec une rapidité et une régularité surprenantes. Le central télégraphique était défendu par une cinquantaine de gendarmes et de soldats, alignés devant l'édifice. L'insuffisance des mesures de police se manifeste dans cette tactique défensive qu'on appelle service d'ordre et de protection. C'est une tactique qui peut donner de bons résultats contre une foule en révolte, non contre une poignée d'hommes résolus. Les mesures de police ne servent à rien contre les coups de main : trois matelots de Dybenko, qui ont pris part aux « manœuvres invisibles » et connaissent le terrain, s'insinuent dans les rangs des défenseurs, s'introduisent dans les bureaux, et quelques grenades, lancées des fenêtres dans la rue, sèment le désordre parmi les gendarmes et les soldats. Deux escouades de marins s'installent dans le central télégraphique, et y placent des mitrailleuses. Une troisième escouade occupe une maison située en face, prête à arrêter une contre-attaque éventuelle en tirant dans le dos des assaillants. Des autos blindés assurent la liaison entre les équipes en train d'opérer dans les différents quartiers de la ville et l'institut Smolny. Aux croisements de rues les plus importantes, des mitrailleuses sont dissimulées dans les maisons d'angle : des patrouilles mobiles surveillent les casernes des régiments restés fidèles à Kerenski.

Vers six heures de l'après-midi, à l'institut Smolny, Antonoff-Ovseienko entre dans la chambre de Trotsky, plus pâle que d'habitude, mais souriant. « C'est fait », dit-il. Surpris par les événements, les membres du gouvernement se sont réfugiés au Palais d'Hiver, que défendent quelques compagnies de junkers et un bataillon de femmes. Kerenski s'est enfui ; on dit qu'il s'est rendu au front pour rassembler des troupes et pour marcher sur Pétrograd. Toute la population est dans les rues, avide de nouvelles. Les magasins, les cafés, les restaurants, les cinémas et les théâtres sont ouverts, les tramways sont remplis de soldats et d'ouvriers en armes, une foule énorme déferle comme un fleuve le long de la Perspective Nevski. Tout le monde parle, tout le monde discute, tout le monde couvre d'imprécations le gouvernement ou les bolchéviks. Les bruits les plus invraisemblables se propagent de bouche en bouche, de groupe en groupe : Kerenski tué, les chefs de la fraction menchévique fusillés devant le Palais de

Tauride, Lénine installé au Palais d'Hiver, dans l'appartement du Tsar. De la Perspective Nevski, de la rue Gorokowskaia, de la rue Vosnessenski, les trois grandes artères confluant à l'Amirauté, un vaste fleuve reflue continuellement dans le jardin d'Alexandre, pour voir si le drapeau rouge flotte déjà sur le Palais d'Hiver. A la vue des junkers qui le défendent, la foule s'arrête. Intimidée par les mitrailleuses et les batteries, elle regarde d'un peu loin les fenêtres illuminées, la place déserte, les automobiles alignées devant l'État-major général, et ne comprend pas. Et Lénine ? où est Lénine ? où sont les bolchéviks ?

Réactionnaires, libéraux, menchéviks, socialistes révolutionnaires, ne parviennent pas à se rendre compte de la situation, se refusent à croire que les bolchéviks se soient emparés de l'État : Il faut se garder de croire à des bruits répandus à dessein par les agents provocateurs de l'institut Smolny ; c'est par simple mesure de prudence que les Ministères se sont transférés au Palais d'Hiver ; si les nouvelles qu'on donne sont exactes, ce n'est pas un coup d'État qui a eu lieu, c'est une série d'attentats, plus ou moins réussis (on ne sait encore rien de précis), contre l'organisation des services techniques de l'État et de la Ville. Les organes législatifs, politiques et administratifs, sont encore aux mains de Kerenski. Le Palais de Tauride, le Palais Maria, les Ministères, n'ont pas même été attaqués. Assurément, la situation est paradoxale : on n'a encore jamais vu d'insurrection proclamer qu'elle a conquis l'État et laisser les mains libres au gouvernement. On dirait que les bolchéviks se désintéressent du gouvernement. Pourquoi n'occupent-ils pas les Ministères ? Peut-on être maître de l'État et gouverner la Russie sans avoir en mains les organes administratifs ? Il est vrai que les bolchéviks se sont emparés de toute l'organisation technique, mais Kerenski n'est pas tombé, et c'est lui qui a le pouvoir, bien qu'il ait perdu, pour le moment, le contrôle des chemins de fer, des centrales électriques, des services publics, du téléphone, du télégraphe, des postes, de la Banque d'État, des dépôts de charbon, de pétrole et de blé. On pourrait objecter que, pratiquement, les ministres réunis au Palais d'Hiver ne peuvent gouverner, que les Ministères ne peuvent fonctionner, que le gouvernement est coupé du reste de la Russie, que tous les moyens de communication sont aux mains des bolchéviks. Dans les faubourgs, toutes les rues sont barrées ; personne ne peut sortir de la ville ; l'État-major lui-même est isolé ; la station radio-télégraphique est au pouvoir des bolchéviks ; la forteresse Pierre-et-Paul est occupée par les gardes rouges ; nombre de régiments de la garnison de Pétrograd ont passé aux ordres du Comité Militaire Révolutionnaire. Il faut agir sans retard. Pourquoi cette inertie de l'État-major ? Il attend, dit-on, l'arrivée des troupes du général Krasnoff, qui marche sur la capitale. Toutes les mesures nécessaires à la défense

du gouvernement ont été prises. Si les bolchéviks ne se sont pas encore décidés à attaquer le gouvernement, c'est signe qu'ils ne se sentent pas encore assez forts. Rien n'est donc fini.

Mais le lendemain, 25 octobre, tandis que dans la grande salle de l'institut Smolny s'ouvre le second Congrès Panrusse des Soviets, Trotsky donne à Antonoff-Ovseienko l'ordre d'attaquer le Palais d'Hiver où se sont réfugiés les ministres de Kerenski. Les bolchéviks vont-ils avoir la majorité au Congrès ? Pour faire comprendre aux représentants des Soviets de toute la Russie que l'insurrection a eu le dessus, il ne suffit pas d'annoncer que les bolchéviks se sont emparés de l'État ; il est nécessaire de pouvoir annoncer que les membres du gouvernement sont aux mains des gardes rouges. « C'est la seule manière, déclare Trotsky à Lénine, de convaincre le Comité Central et la Commission que le coup d'État n'a pas échoué. »

« Vous vous décidez un peu tard », déclare Lénine.

« Je ne pouvais attaquer le gouvernement avant d'avoir la certitude que les troupes de la garnison ne le défendraient pas, répond Trotsky : il fallait donner aux soldats le temps de passer de notre côté. Il n'y a que les junkers qui soient restés fidèles. »

Déguisé en ouvrier, coiffé d'une perruque et sans barbe, Lénine a quitté sa cachette et s'est rendu à l'institut Smolny afin de prendre part au Congrès des Soviets. C'est le moment le plus triste de sa vie : il ne croit pas encore au succès de l'insurrection. Lui aussi, comme le Comité Central, comme la Commission, comme la majeure partie des délégués au Congrès, il a besoin de savoir que le gouvernement est tombé et que les ministres de Kerenski sont aux mains des gardes rouges. Il se méfie de Trotsky, de son orgueil, de sa sûreté, de sa ruse téméraire. Trotsky n'appartient pas à la vieille garde, ce n'est pas un bolchévik sur lequel on puisse compter les yeux fermés ; c'est une recrue récente, qui n'est entrée dans le parti qu'après les journées de Juillet. « Je ne suis pas un des Douze Apôtres, dit Trotsky ; je suis plutôt saint Paul qui, le premier, prêcha aux Gentils. »

Lénine n'a jamais eu beaucoup de sympathie pour Trotsky. Trotsky porte ombrage à tous. Son éloquence est suspecte. Il a le dangereux pouvoir de remuer les masses, de déchaîner les émeutes. C'est un créateur de schismes, un inventeur d'hérésies, un homme redoutable et nécessaire. Lénine a remarqué

depuis longtemps que Trotsky a le goût des comparaisons historiques. Quand il parle au cours des meetings ou dans les assemblées, quand il discute dans les réunions du parti, il ne cesse de se reporter aux temps de la révolution puritaine de Cromwell, ou de la Révolution Française. Il faut se méfier d'un marxiste qui juge et qui mesure les hommes et les faits de la révolution bolchévique d'après les hommes et les faits de la Révolution Française. Lénine ne peut oublier que Trotsky, aussitôt délivré de la prison de Kresty où on l'avait enfermé après les journées de Juillet, s'est rendu au Soviet de Pétrograd ; dans un violent discours, il a proclamé la nécessité d'instaurer la terreur jacobine. « La guillotine mène à Napoléon », lui crient les menchéviks. « J'aime mieux Napoléon que Kerenski », répond Trotsky. Jamais Lénine n'oubliera cette réponse. « Il aime mieux Napoléon que Lénine », dira plus tard Dzerjinski.

Dans une pièce contiguë à la grande salle de l'institut Smolny, où se tient le second Congrès Panrusse des Soviets, Lénine est assis à côté de Trotsky, devant une table couverte de papiers et de journaux ; une boucle de sa perruque lui pend sur le front. Trotsky ne peut s'empêcher de sourire, en observant ce ridicule déguisement. Le moment lui semble venu où Lénine pourrait enlever sa perruque. Il n'y a plus de danger, l'insurrection a triomphé, Lénine est le maître de la Russie. C'est le moment de laisser repousser sa barbe, d'ôter ses faux cheveux, de se faire reconnaître. En passant devant Lénine pour se rendre dans la salle du Congrès Dan et Skobeleff, les deux chefs de la majorité menchévique, échangent un coup d'œil et pâlisent ; ils ont reconnu dans cet homme à perruque, dans ce petit cabotin de province, le destructeur terrible de la Sainte Russie. « C'est fini », murmure Dan à Skobeleff.

« Pourquoi restez-vous déguisé ? dit Trotsky à Lénine, les vainqueurs ne se cachent pas. » Lénine le fixe, les yeux mi-clos ; un sourire ironique effleure à peine ses lèvres. Qui est le vainqueur ? Voilà le problème. De temps en temps un grondement de canon, un crépitement de mitrailleuse, se font entendre au loin. Le croiseur *Aurore*, ancré dans la Néva, vient d'ouvrir le feu sur le Palais d'Hiver pour soutenir l'attaque des gardes rouges. Voici le matelot Dybenko, le gigantesque Dybenko aux yeux bleus, au visage encadré d'une soyeuse barbe blonde ; les matelots de Cronstadt et madame Kollontaï l'aiment pour ses yeux d'enfant et pour sa cruauté. Dybenko annonce la nouvelle : les gardes rouges d'Antonoff-Ovseienko ont forcé le Palais d'Hiver, les ministres de Kerenski sont prisonniers des bolchéviks, le gouvernement est tombé. – « Enfin ! » s'écrie Lénine. – « Vous êtes en retard de vingt-quatre heures », répond Trotsky. Lénine ôte sa perruque et se passe la main sur le front. Son crâne est conformé, dit

Wells, comme celui de Balfour. « Allons », dit-il, en se dirigeant vers la salle du Congrès. Trotsky le suit en silence. Il a l'air fatigué ; une sorte de sommeil éteint ses yeux d'acier. Pendant l'insurrection, écrit Lounatcharski, Trotsky était une bouteille de Leyde. Mais, maintenant, le gouvernement est tombé, Lénine a ôté sa perruque, comme on ôte un masque. Le coup d'État, c'était Trotsky. Mais l'État, c'est Lénine. Le chef, le dictateur, le triomphateur, c'est lui, Lénine.

Trotsky le suit en silence, avec ce sourire ambigu qui ne s'adoucirait qu'à la mort de Lénine.

II

HISTOIRE D'UN COUP D'ÉTAT MANQUÉ : TROTSKY CONTRE STALINE

Staline est le seul homme d'État européen qui ait su profiter de la leçon d'Octobre 1917. Si les communistes de tous les pays d'Europe doivent apprendre de Trotsky l'art de s'emparer du pouvoir, c'est de Staline que les gouvernements libéraux et démocratiques doivent apprendre l'art d'assurer la défense de l'État contre la tactique insurrectionnelle communiste, c'est-à-dire contre la tactique de Trotsky.

La lutte entre Staline et Trotsky est l'épisode le plus riche en enseignements qu'offre l'histoire politique de l'Europe au cours de ces dix dernières années. Les précédents officiels de cette lutte remontent à une période très antérieure à la révolution d'Octobre 1917. C'est à la suite du Congrès de Londres de 1903, où se produisit la scission entre Lénine et Martoff, entre bolchéviks et menchéviks, que Trotsky s'écarta ouvertement des idées de Lénine : quoiqu'il ne se déclarât pas partisan de Martoff, il se trouvait beaucoup plus près de la thèse menchévique que de la bolchévique. Mais, en réalité, les précédents personnels et doctrinaires, la nécessité de combattre dans l'interprétation de la pensée de Lénine, le danger du trotskysme, c'est-à-dire le danger des déviations, des déformations et des hérésies, ne furent que les prétextes et justifications officiels d'une hostilité qui avait ses racines et ses raisons profondes dans la mentalité des chefs bolchéviques, dans le sentiment et dans les intérêts des masses ouvrières et paysannes, dans la situation politique, économique et sociale de la Russie des Soviets après la mort de Lénine.

L'histoire de la lutte entre Staline et Trotsky est l'histoire de la tentative faite par Trotsky pour s'emparer du pouvoir, et de la défense de l'État qu'assument contre lui Staline et la vieille garde bolchévique ; c'est l'histoire d'un coup d'État manqué. A la théorie de la « révolution permanente » de Trotsky, Staline oppose les thèses de Lénine sur la dictature du prolétariat. On voit les deux factions se battre, au nom de Lénine, avec toutes les armes de Byzance. Mais les intrigues, les discussions et les sophismes cachent des événements beaucoup plus graves qu'une diatribe sur l'interprétation du léninisme.

Ce qui est en jeu, c'est le pouvoir. Le problème de la succession de Lénine qui

s'était posé bien avant sa mort, dès les premiers symptômes de sa maladie, est autre chose qu'un problème d'idées. Les ambitions personnelles s'y cachent derrière les problèmes doctrinaires ; il ne faut pas se laisser tromper par les prétextes officiels des discussions. La préoccupation polémique de Trotsky, c'est de paraître le défenseur désintéressé de l'héritage moral et intellectuel de Lénine, le gardien des principes de la révolution d'Octobre, le communiste intransigeant qui lutte contre la dégénérescence bureaucratique du parti, l'embourgeoisement de l'État soviétique. La préoccupation polémique de Staline, c'est de cacher aux communistes des autres pays, à l'Europe capitaliste, démocratique et libérale, les véritables raisons de la lutte que se livrent, au sein du parti, les disciples de Lénine, les hommes les plus représentatifs de la Russie des Soviets. En réalité, Trotsky se bat pour s'emparer de l'État, Staline pour le défendre.

Staline n'a rien de l'apathie des Russes, de leur résignation paresseuse au bien et au mal, de leur vague, séditieux et pervers altruisme, de leur bonté ingénue et cruelle. Staline n'est pas Russe, il est Géorgien. Sa ruse est faite de patience, de volonté et de bon sens. Il est optimiste et têtu. Ses adversaires l'accusent d'ignorance et de manque d'intelligence : ils ont tort. On ne peut dire que ce soit un homme cultivé, un Européen malade de sophismes et d'illuminations psychologiques. Staline est un barbare, au sens léniniste du mot, c'est-à-dire un ennemi de la culture, de la psychologie, de la morale de l'Occident. Son intelligence est tout instinctive et physique, c'est une intelligence à l'état de nature, sans préjugés de culture ou de moralité. Les hommes, dit-on, se trahissent par leur démarche. Au Congrès Panrusse des Soviets, en mai 1929, au Grand Théâtre de Moscou, j'ai vu marcher Staline, je l'ai vu monter sur l'estrade. Je me trouvais juste au-dessous de la rampe, aux fauteuils d'orchestre, quand il apparut derrière une double rangée de Commissaires du Peuple, de députés du Tzic et de membres du Comité Central du Parti alignés sur la scène. Il était vêtu, tout à fait simplement, d'une jaquette grise de coupe militaire et d'un pantalon de drap sombre serré dans de grosses bottes. Carré d'épaules, petit, trapu, tête massive aux cheveux noirs crépus, yeux longs agrandis par des sourcils très noirs, face alourdie par des moustaches hérissées, couleur de poix, il marchait lentement, lourdement, en tapant des talons. Avec sa tête penchée en avant, ses bras ballants, il avait l'air d'un paysan, mais d'un paysan des montagnes, dur, patient obstiné. Au tonnerre d'applaudissements qui le salua, il ne se retourna point ; il continua de marcher lentement, prit place derrière Rykoff et Kalinine, leva la tête, regarda l'énorme foule qui l'acclamait et resta immobile et courbé, ses yeux ternes fixés droit devant lui. Seuls, une vingtaine de députés tartares, représentant des Républiques Soviétiques autonomes des Bachkirs, des

Bouriates-Mongols, du Daghestan et des Iakoutes, étaient restés immobiles et muets dans leur loge d'avant-scène. Vêtus de leur kaftan de soie jaune et vert, la calotte tartare, brodée d'argent, posée sur leurs cheveux longs, noirs et luisants, ils regardaient Staline de leurs petits yeux obliques, Staline le dictateur, le poing de fer de la Révolution, l'ennemi mortel de l'Occident, de l'Europe bourgeoise, grasse et civilisée. Dès que le délire de la foule commença à s'apaiser, Staline tourna lentement la tête du côté des députés tartares : le regard des Mongols et celui du dictateur se rencontrèrent. Un hurlement immense jaillit dans le théâtre : salut de la Russie prolétarienne à l'Asie rouge, aux peuples des prairies, des déserts, des grands fleuves asiatiques. De nouveau, Staline tourna vers la foule son visage impassible. Il demeura immobile et courbé, ses yeux ternes fixés droit devant lui.

La force de Staline, c'est l'impassibilité et la patience. Il surveille les gestes de Trotsky, étudie ses mouvements, suit ses pas rapides indécis et nerveux, de son pas lourd et lent de paysan. Staline est fermé, froid, têtue ; Trotsky est orgueilleux, violent, égoïste, impatient, dominé par son ambition et par son imagination. C'est une nature ardente, audacieuse, agressive. « Un misérable Juif », dit Staline en parlant de lui. « Un malheureux chrétien », dit Trotsky de Staline.

Pendant l'insurrection d'Octobre, lorsque Trotsky, sans avertir le Comité Central, ni la Commission, lança brusquement ses gardes rouges à la conquête de l'État, Staline se tint à l'écart. Il était le seul qui discernât les côtés faibles et les erreurs de Trotsky, qui en prévît les conséquences lointaines. A la mort de Lénine, quand Trotsky posa brutalement sur le terrain politique, économique et doctrinaire, le problème de la succession, déjà Staline s'était emparé de la machine du parti, et avait en mains les leviers de commande. Quand Trotsky accuse Staline de s'être efforcé de résoudre à son profit le problème de la succession de Lénine bien avant sa mort, il formule une accusation que personne ne saurait réfuter.

Toutefois, c'est Lénine lui-même qui, pendant sa maladie, a donné à Staline une situation privilégiée dans le parti. Et Staline a beau jeu en présence des accusations de son adversaire, quand il affirme qu'il était de son devoir de se prémunir à temps contre les dangers que la mort de Lénine ferait inévitablement surgir. « Vous avez profité de sa maladie, accuse Trotsky. – Pour vous empêcher de profiter de sa mort », répond Staline.

C'est avec beaucoup d'habileté que Trotsky raconte sa lutte contre Staline. Dans ses pages, rien ne transparait de la vraie nature de cette lutte. Sa préoccupation dominante, constante, c'est de prouver au prolétariat international, et plus encore au prolétariat russe, qu'il n'est pas l'homme qu'on l'accuse d'être, l'homme dont on voudrait lui prêter la figure, un Catilina bolchévique prêt à toutes les aventures. Ce qu'on a appelé son hérésie, ce ne serait, d'après lui, qu'une tentative d'interprétation léniniste de la doctrine de Lénine. Sa théorie de la « révolution permanente » ne saurait présenter un danger ni pour l'unité doctrinaire du parti, ni pour la sûreté de l'État. Il ne veut être ni un Luther, ni un Bonaparte.

Sa préoccupation d'historien est d'ordre purement polémique. Comme liés par un accord tacite, Trotsky et Staline s'efforcent de donner l'aspect d'un combat d'idées à ce qui est en réalité une lutte pour le pouvoir. Officiellement, d'ailleurs, l'accusation de bonapartisme n'a jamais été formulée contre Trotsky. Une telle accusation eût trop clairement montré au prolétariat internationaliste la révolution russe se trouvait engagé sur la pente de cette dégénérescence bourgeoise, dont le bonapartisme est un des signes les plus évidents. « La théorie de la révolution permanente, écrit Staline dans sa préface à la brochure intitulée *Vers Octobre*, c'est une variété du menchévisme. » Telle est l'accusation officielle : Trotsky est coupable d'être tombé dans l'hérésie menchévique. Mais s'il était facile de tromper le prolétariat international sur la véritable nature de la lutte de Staline et de Trotsky, la situation réelle ne pouvait rester cachée au peuple russe. Tout le monde comprenait que Staline ne combattait pas chez Trotsky une sorte de menchévik doctrinaire égaré dans le labyrinthe des interprétations de Lénine, mais un Bonaparte rouge, le seul homme capable de transformer la mort de Lénine en un coup d'État, et de poser le problème de sa succession sur le terrain insurrectionnel.

Du début de 1924 à la fin de 1926, la lutte garda le caractère d'une polémique entre les partisans de la théorie de la « révolution permanente » et les conservateurs officiels du léninisme, ceux que Trotsky appelle les conservateurs de la momie de Lénine. Trotsky, commissaire à la guerre, a pour lui l'armée et les organisations syndicales, à la tête desquelles est Tomski, hostile au programme de Staline qui asservit les syndicats au parti ; Tomski défend l'autonomie de l'action syndicale dans ses rapports avec l'État. La possibilité d'une alliance entre l'armée rouge et les organisations syndicales préoccupait Lénine dès 1920. Après sa mort, l'accord personnel de Trotsky et de Tomski produisit ses effets, et on vit se former un front unique des soldats et des ouvriers

contre la dégénérescence petit-bourgeoise et paysanne de la Révolution, contre ce que Trotsky appelait le Thermidor de Staline. Dans ce front unique, Staline, qui avait pour lui le *Guépéou* et la double bureaucratie du parti et de l'État, vit se dessiner le danger d'un 18 Brumaire. L'immense popularité qui entoure le nom de Trotsky, la gloire que lui ont valu ses victorieuses campagnes contre Youdenitch, Koltchak, Denikine, Wrangel, son orgueil cynique et téméraire, en faisaient une manière de Bonaparte rouge, soutenu par l'armée, par les masses ouvrières, et par l'esprit de révolte des jeunes communistes contre la vieille garde du léninisme et le haut clergé du parti.

La fameuse *troïka*¹, Staline, Zinovieff et Kameneff, met en œuvre les artifices les plus subtils que puissent fournir la simulation, l'intrigue et l'embûche, pour compromettre Trotsky aux yeux des masses, provoquer la discorde parmi ses alliés, répandre le doute et le mécontentement dans les rangs de ses partisans, jeter le discrédit et le soupçon sur ses paroles, sur ses gestes, sur ses intentions. Le chef du Guépéou, le fanatique Dzerjinski, enveloppe Trotsky dans un réseau d'espions et d'agents provocateurs. La mystérieuse et terrible machine du Guépéou est mise en branle pour couper un à un tous les tendons de l'adversaire. Dzerjinski travaille dans le noir, alors que Trotsky agit en plein jour. En effet, tandis que la « troïka » mine son prestige, souille sa popularité, s'efforce de le présenter comme un ambitieux déçu, un profiteur de la révolution, traître à la mémoire de Lénine, Trotsky fonce sur Staline, Zinovieff et Kameneff, sur le Comité Central, sur la vieille garde du léninisme, sur la bureaucratie du parti ; il dénonce le danger d'un thermidor petit-bourgeois et paysan ; il appelle à l'aide la jeunesse communiste contre la tyrannie du haut clergé de la Révolution. La « troïka » riposte par une campagne de calomnies féroces. Toute la presse officielle obéit au mot d'ordre de Staline. Peu à peu, le vide se fait autour de Trotsky. Les faibles hésitent, se retirent à l'écart, se cachent la tête sous l'aile. Les plus têtus, les plus violents, les plus courageux, se battent la tête haute, mais chacun pour son compte et perdant tout contact entre eux. Ils se jettent contre la coalition, les yeux fermés, se prennent dans le réseau des intrigues, des embûches, des traîtrises, et commencent à se méfier les uns des autres. Les soldats et les ouvriers voient en Trotsky le créateur de l'armée rouge, le vainqueur de Koltchak et de Wrangel, le défenseur de la liberté syndicale et de la dictature ouvrière contre la réaction de la N. E. P. et des paysans ; ils restent fidèles à l'homme de l'insurrection d'Octobre et à ses idées. Mais leur fidélité est passive, s'immobilise dans l'attente, et devient un poids mort dans le jeu agressif et violent de Trotsky.

Pendant les premières phases de la lutte, Trotsky avait eu l'illusion qu'il pourrait provoquer une scission dans le parti. Avec l'appui de l'armée et des syndicats, il comptait renverser la « troïka », prévenir le Thermidor de Staline par le 18 Brumaire de la « révolution permanente », s'emparer du Parti et de l'État pour réaliser son programme de communisme intégral. Mais les discours, les pamphlets, les polémiques sur l'interprétation de la pensée de Lénine, ne pouvaient suffire à déterminer une scission dans le parti. Il fallait agir : Trotsky n'avait qu'à choisir son moment. Les circonstances favorisaient ses desseins. Des désaccords commençaient déjà à s'élever entre Staline, Zinovieff et Kameneff. Pourquoi donc Trotsky n'agit-il pas ?

Au lieu d'agir, d'abandonner la polémique pour descendre sur le terrain de l'action insurrectionnelle, Trotsky perdait son temps à étudier la situation politique et sociale de l'Angleterre, à enseigner aux communistes anglais les règles à suivre pour s'emparer de l'État, à chercher des analogies entre l'armée puritaine de Cromwell et l'armée rouge, à faire des rapprochements entre Lénine, Cromwell, Robespierre, Napoléon et Mussolini. « Lénine, écrivait Trotsky, ne peut être comparé ni à Bonaparte ni à Mussolini, mais à Cromwell et à Robespierre. Lénine est le Cromwell prolétarien du XX^e siècle. Cette définition est la plus haute apologie qu'on puisse faire du Cromwell petit-bourgeois du XVII^e siècle. » Au lieu d'appliquer, sans retard, contre Staline, sa tactique d'Octobre 1917, Trotsky s'occupait à donner des conseils aux équipages de la flotte britannique, aux matelots, chauffeurs, mécaniciens, électriciens, sur ce qu'ils devaient faire pour aider les ouvriers à s'emparer de l'État. Il analysait la psychologie des soldats et des marins anglais afin d'en induire leur conduite quand il leur serait donné ordre de faire feu sur les ouvriers ; il décomposait le mécanisme d'une mutinerie pour présenter *au ralenti* les gestes du soldat qui refuse de tirer, de celui qui hésite, de celui qui est prêt à tirer sur le camarade qui refuse de faire feu. Ce sont là les trois mouvements essentiels du mécanisme : lequel des trois décidera de la mutinerie ? Il ne pensait alors qu'à l'Angleterre ; il s'occupait davantage de Mac Donald que de Staline. « Cromwell n'avait pas constitué une armée, mais un parti : son armée était un parti en armes ; c'est là ce qui faisait sa force. » Sur les champs de bataille, on avait donné aux soldats de Cromwell le nom de *côtes de fer*. « Il est toujours utile à une révolution, remarque Trotsky, d'avoir des *côtes de fer*. Là-dessus, les ouvriers anglais ont beaucoup à apprendre de Cromwell. » Alors, pourquoi ne se décidait-il pas à agir ? pourquoi ne lançait-il pas ses « côtes de fer », les soldats de l'armée rouge, contre les partisans de Staline ?

Il s'attarde, ses adversaires en profitent : ils lui ôtent sa charge de Commissaire du Peuple à la Guerre, ils lui enlèvent le contrôle de l'armée rouge. Peu après, Tomski est éloigné de la direction des organisations syndicales. Le grand hérétique, le redoutable catilinaire, se trouve désarmé : les deux instruments sur lesquels ce Bonaparte bolchévique bâtissait le plan de son 18 Brumaire, l'armée et les syndicats, sont tournés contre lui. Le Guépéou désagrège peu à peu sa popularité, et la foule de ses partisans, déçue par sa conduite ambiguë et ses faiblesses inexplicables, se disperse prudemment. Trotsky tombe malade, abandonne Moscou. En mai 1926 il est à Berlin dans une clinique : la nouvelle de la grève générale en Angleterre et du coup d'État de Pilsudski lui donnent la fièvre. Il faut qu'il retourne en Russie ; il ne doit pas renoncer à la lutte.

« Tant que tout n'est pas perdu, rien n'est perdu. » Le créateur du Guépéou, le cruel et fanatique Dzerjinski, meurt d'une attaque d'apoplexie en juillet 1926, au cours d'une réunion du Comité Central, en prononçant un violent discours contre Trotsky. L'alliance de Kameneff et de Zinovieff contre Staline révèle brusquement le désaccord qui mûrissait depuis longtemps déjà entre les compagnons d'attelage de la troïka. Voilà la lutte engagée entre les trois conservateurs officiels de la momie de Lénine. Staline appelle à son aide Menjinski, le successeur de Dzerjinski à la direction du Guépéou : Kameneff et Zinovieff prennent parti pour Trotsky. Le moment d'agir est venu. La marée de la sédition monte autour du Kremlin.

Au début de sa lutte contre Staline, Trotsky remarquait, à propos de l'Angleterre, que les révolutions ne se font pas arbitrairement : « Si on pouvait, disait-il, leur fixer un itinéraire rationnel, il serait probablement possible de les éviter. » Or, c'est précisément Trotsky qui a fixé un itinéraire rationnel aux tentatives révolutionnaires, et qui a donné les principes et les règles de la tactique insurrectionnelle moderne. Profitant, en 1927, de la leçon ainsi donnée, c'est Staline qui a montré aux gouvernements d'Europe la possibilité d'assurer la défense de l'État bourgeois contre le danger d'une insurrection communiste.

La Suisse et la Hollande, c'est-à-dire deux des États les plus policés et les mieux organisés d'Europe, chez lesquels l'ordre n'est pas seulement un produit du mécanisme politique et bureaucratique de l'État, mais une caractéristique naturelle du peuple, n'offrent pas, à l'application de la tactique insurrectionnelle communiste, des difficultés plus grandes que la Russie de Kerenski. Quelle considération peut dicter une affirmation aussi paradoxale ? Celle-ci, que le problème du coup d'État moderne est un problème d'ordre technique.

L'insurrection est une machine, dit Trotsky : il faut des techniciens pour la mettre en mouvement, et seuls des techniciens peuvent l'arrêter. La mise en mouvement de cette machine ne dépend pas des conditions politiques, sociales, économiques du pays. L'insurrection ne se fait pas avec les masses, mais avec une poignée d'hommes prêts à tout, entraînés à la tactique insurrectionnelle, exercés à frapper rapidement, durement, les centres vitaux de l'organisation technique de l'État. Cette troupe d'assaut doit être formée d'équipes d'ouvriers spécialisés, mécaniciens, électriciens, télégraphistes, radio-télégraphistes, aux ordres d'ingénieurs, de *techniciens* connaissant le fonctionnement *technique* de l'État.

En 1923, au cours d'une séance du Komintern, Radek proposa d'organiser, dans tous les pays d'Europe, un corps spécial pour la conquête de l'État. Son point de vue était que mille hommes bien entraînés et bien exercés pourraient s'emparer du pouvoir dans n'importe quel pays d'Europe, en France comme en Angleterre, en Allemagne comme en Suisse ou en Espagne. Radek n'avait aucune confiance dans les qualités révolutionnaires des communistes des autres pays. Ses critiques des hommes et des méthodes de la Troisième Internationale n'épargnaient même pas la mémoire de Rosa Luxembourg et de Liebknecht. En 1920, lors de l'offensive de Trotsky contre la Pologne, quand l'armée rouge approchait de la Vistule et qu'au Kremlin on attendait, d'un moment à l'autre, l'annonce de la chute de Varsovie, Radek était seul à lutter contre l'optimisme général. La victoire de Trotsky dépendait en grande partie de l'aide des communistes polonais. Lénine croyait, avec une confiance aveugle, que l'insurrection prolétarienne éclaterait à Varsovie dès que les soldats rouges atteindraient la Vistule : « Il ne faut pas compter sur les communistes polonais, affirmait Radek : ce sont des communistes, mais non des révolutionnaires. » Quelque temps après, Lénine déclarait à Clara Zetkin : « Radek avait prévu ce qui devait arriver. Il nous avait prévenus. Je me suis sérieusement fâché contre lui : je l'ai traité de défaitiste. Mais c'est lui qui avait raison. Il connaît mieux que nous la situation en dehors de la Russie, particulièrement dans les pays occidentaux. » Mais la proposition de Radek souleva l'opposition de Lénine et de tous les membres du Komintern. « Si nous voulons aider les communistes des autres pays à s'emparer du pouvoir, affirmait Lénine, nous devons travailler à créer en Europe des conditions analogues à celles dans lesquelles se trouvait la Russie en 1917. » Fidèle à sa conception stratégique, Lénine oubliait la leçon des événements de Pologne. Le seul Trotsky se prononça en faveur de la proposition de Radek. Il alla même jusqu'à soutenir la nécessité d'instituer à Moscou une école pour l'instruction technique des communistes destinés à encadrer, dans chaque pays,

un corps spécial organisé pour la conquête du pouvoir. Cette idée a été reprise récemment par Hitler, qui est en train d'organiser une école de ce genre à Munich pour l'instruction de ses troupes d'assaut. « Avec un corps spécial d'un millier d'hommes, recrutés parmi les ouvriers berlinois et encadrés de communistes russes, affirmait Trotsky je m'engage à m'emparer de Berlin en vingt-quatre heures. » Il ne se fiait pas à l'élan populaire, à la participation des masses prolétariennes à l'action insurrectionnelle. « L'intervention des masses armées peut être utile, mais au second temps, pour repousser un retour offensif des contre-révolutionnaires. » Il ajoutait aussi que les communistes allemands seraient toujours battus par les Schupos et par la Reichswehr, tant qu'ils ne se décideraient pas à appliquer la tactique d'octobre 1917. Trotsky et Radek avaient même arrêté le plan d'un coup d'État sur Berlin. Au mois de mai 1926, comme il se trouvait dans la capitale de l'Allemagne pour y subir une opération à la gorge, Trotsky fut accusé d'être venu à Berlin pour y organiser une insurrection communiste. Mais, en 1926, il ne s'occupait déjà plus de la révolution dans les autres pays d'Europe. L'annonce de la grève générale en Angleterre, et du coup d'État de Pilsudski en Pologne, lui donna la fièvre et lui fit hâter son retour à Moscou. C'était la fièvre des grandes journées d'octobre, celle qui transformait Trotsky en une bouteille de Leyde, comme disait Lounatcharski. Pâle et fiévreux, Trotsky revenait à Moscou organiser la troupe d'assaut destinée à renverser Staline et à s'emparer de l'État.

Mais Staline a su profiter de la leçon d'octobre 1917. Aidé de Menjinski, le nouveau chef du Guépéou, Staline organise un corps spécial pour la défense de l'État. La direction de ce corps spécial s'installe au palais de la Loubianka, siège du Guépéou. Menjinski surveille personnellement le choix des communistes destinés à en faire partie, et qui sont recrutés parmi les ouvriers des services techniques de l'État, cheminots, mécaniciens, électriciens, télégraphistes. Leur armement personnel ne consiste qu'en grenades et en revolvers, pour qu'ils ne soient pas gênés dans leurs mouvements. Ce corps spécial est formé de cent équipes de dix hommes, appuyées par vingt autos blindées. Chaque escouade dispose d'une section de mitrailleuses légères. Des motocyclistes assurent la liaison des différentes équipes avec la Loubianka. Menjinski qui a pris le commandement direct de la nouvelle organisation, partage Moscou en dix secteurs : un réseau de lignes téléphoniques secrètes, aboutissant à la Loubianka, relie un secteur à l'autre. En dehors de Menjinski, il n'y a que les ouvriers ayant travaillé à l'établissement des lignes téléphoniques, qui en connaissent l'existence et les parcours. C'est ainsi que tous les centres vitaux de l'organisation technique de Moscou sont reliés téléphoniquement à la

Loubianka. De nombreuses cellules sont réparties dans les maisons situées aux points stratégiques de chaque secteur : elles constituent des noyaux d'observation, de contrôle et de résistance ; elles sont les anneaux de la chaîne qui forme le système nerveux de l'organisation.

L'unité de combat de ce corps spécial est l'équipe. Chaque équipe doit s'exercer en vue d'agir sur le terrain qu'on lui a assigné, indépendamment des autres. Chaque homme doit connaître exactement la tâche de son équipe, et celle des neuf autres équipes de son secteur. L'organisation, d'après la formule de Menjinski, est « secrète et invisible ». Ses membres ne portent pas d'uniforme, aucun signe extérieur ne permet de les reconnaître : leur adhésion même à l'organisation est secrète. Outre une instruction technique et militaire, ils reçoivent une instruction politique : on excite leur haine contre les adversaires, connus ou secrets, de la révolution, contre les Juifs, contre les partisans de Trotsky. Les Juifs ne sont pas admis dans l'organisation. C'est une véritable école d'antisémitisme, que celle où les membres du corps spécial apprennent l'art de défendre l'État contre la tactique insurrectionnelle de Trotsky. On a beaucoup discuté, aussi bien en Russie qu'en Europe, sur la nature et l'origine de l'antisémitisme de Staline. D'aucuns l'expliquent comme une concession, dictée par des raisons d'opportunité politique, aux préjugés des masses paysannes. D'autres le considèrent comme un épisode de la lutte de Staline contre Trotsky, Zinovieff et Kameneff, tous les trois Juifs. Ceux qui accusent Staline d'avoir violé la loi (l'antisémitisme est déclaré crime contre-révolutionnaire et sévèrement puni par la loi) ne tiennent pas compte de ce fait que l'antisémitisme de Staline doit être jugé par rapport aux nécessités de la défense de l'État, et qu'on doit le considérer comme un des éléments de la tactique employée par Staline contre la tentative insurrectionnelle de Trotsky.

La haine de Staline contre les trois Juifs, Trotsky, Zinovieff et Kameneff, ne suffit pas à justifier, dix ans après la Révolution d'Octobre 1917, un retour à l'*antisémitisme d'État* du temps de Stolypine. Ce n'est pas, évidemment, dans le fanatisme religieux et dans les préjugés traditionnels qu'il faut chercher les causes de la lutte entreprise par Staline contre les Juifs : c'est dans la nécessité de combattre les éléments les plus dangereux des partisans de Trotsky. Menjinski a remarqué que les plus en vue d'entre les partisans de Trotsky, de Zinovieff et de Kameneff étaient presque tous israélites. Dans l'armée rouge, dans les syndicats, dans les usines, les Juifs sont pour Trotsky ; au Soviet de Moscou, où Kameneff a la majorité, au Soviet de Léninegrad, tout entier pour Zinovieff, le système nerveux de l'opposition à Staline est constitué par les Juifs.

Pour détacher de Trotsky, de Kameneff et de Zinovieff l'armée, les syndicats et les masses ouvrières de Moscou et de Leningrad, il suffit de réveiller les vieux préjugés antisémites, la haine instinctive du peuple russe envers les Juifs. Staline, dans sa lutte contre « la révolution permanente », s'appuie sur l'égoïsme petit-bourgeois des « koullaki » et sur l'ignorance des masses paysannes, qui n'ont pas abdiqué leur haine atavique des Juifs. Il se propose de former, au moyen de l'antisémitisme, un front unique des soldats, des ouvriers et des paysans, contre le danger du Trotskysme. Menjinski a beau jeu dans sa lutte contre le parti de Trotsky, dans sa chasse aux membres de l'organisation secrète que Trotsky est en train de former pour s'emparer du pouvoir. Dans tout Juif, Menjinski soupçonne et persécute un catilinaire. La lutte contre le parti de Trotsky prend ainsi le caractère d'un véritable antisémitisme d'État. Les Juifs sont méthodiquement écartés de l'armée, des syndicats, de la bureaucratie de l'État et du parti, de l'administration des trusts industriels et commerciaux. Peu à peu, le parti de Trotsky, qui avait jeté ses tentacules sur tous les organes de la machine politique, économique, administrative de l'État, se désagrège. Parmi les Juifs persécutés par le Guépéou, privés de leurs emplois, de leurs fonctions, de leurs salaires, emprisonnés, exilés, dispersés, ou bien réduits à vivre en marge de la société soviétique, il y en a beaucoup qui sont étrangers à la conjuration de Trotsky : « Ils paient pour les autres ; les autres paient pour tous », dit Menjinski. Contre la tactique de Staline, Trotsky ne peut rien : il est impuissant à se défendre de la haine instinctive du peuple. Tous les préjugés de l'ancienne Russie se retournent contre ce Catilina « courageux et lâche comme un Tartare ».

Que peut faire Trotsky contre cette résurrection inattendue des instincts et des préjugés du peuple russe ? Ses partisans les plus humbles, les plus fidèles, les ouvriers qui l'ont suivi en octobre 1917, les soldats qu'il a conduits à la victoire contre les cosaques de Koltchak et de Wrangel, s'éloignent de lui. Aux yeux des masses, Trotsky n'est plus qu'un Juif.

Zinovieff et Kameneff commencent à redouter le courage violent de Trotsky, sa volonté, son orgueil, sa haine de qui le trahit, son mépris pour qui le combat. Kameneff, plus faible, plus indécis, plus lâche que Zinovieff, ne trahit pas Trotsky : il l'abandonne. La veille de l'insurrection contre Staline, il agit envers Trotsky comme il avait agi envers Lénine, la veille de l'insurrection d'Octobre 1917. « Je ne me fiait pas à l'action insurrectionnelle », dira-t-il plus tard pour se justifier. « Il ne se fiait même pas à la trahison », dira Trotsky, qui ne lui pardonnera jamais de ne pas avoir eu le courage de le trahir ouvertement. Mais Zinovieff n'abandonne pas Trotsky, il ne le trahira qu'au dernier moment, après

l'échec du coup de force contre Staline : « Zinovieff n'est pas un lâche ; il ne se sauve que devant le danger. » Pour ne pas l'avoir près de lui au moment du danger, Trotsky le charge d'organiser à Léninegrad des équipes d'ouvriers destinées à s'emparer de la ville à l'annonce du succès de l'insurrection de Moscou. Mais Zinovieff n'est plus l'idole des masses ouvrières de Léninegrad. Au mois d'octobre 1927, tandis que le Comité Central du parti se trouve réuni dans l'ancienne capitale, la manifestation organisée en l'honneur du Comité prend brusquement le caractère d'une manifestation en faveur de Trotsky. Si Zinovieff avait encore eu de l'influence parmi les ouvriers de Léninegrad, cet épisode aurait été le début d'une révolte. Plus tard, il s'est attribué le mérite de cette manifestation séditeuse. En réalité, ni Zinovieff ni Menjinski ne l'avaient prévue. Trotsky lui-même en fut surpris : il eut le bon sens de ne pas essayer d'en tirer parti. Les masses ouvrières de Léninegrad n'étaient plus ce qu'elles étaient dix ans avant. Qu'étaient devenus les gardes rouges d'octobre 1917 ?

Ce cortège d'ouvriers et de soldats qui défilent en sifflant devant le Palais de Tauride, sous les tribunes des membres du Comité Central, et qui se pressent autour de la tribune de Trotsky pour acclamer le héros de l'insurrection d'Octobre, le créateur de l'armée rouge, le défenseur de la liberté syndicale, révèle à Staline la faiblesse de l'organisation secrète de Trotsky. Une poignée d'hommes résolu eût pu, ce jour-là, s'emparer de la ville sans coup férir. Mais ce n'est plus Antonoff-Ovseienko qui commande les équipes d'ouvriers, les troupes d'assaut de l'insurrection : les gardes rouges de Zinovieff ont peur d'être trahis par leur chef. Si la faction de Trotsky, pense Menjinski, est aussi forte à Moscou qu'à Léninegrad, la partie est gagnée. Mais le terrain s'effondre sous les pieds de Trotsky ; il assiste depuis trop longtemps, réduit à l'impuissance, aux persécutions, aux arrestations, à l'exil de ses partisans ; depuis trop longtemps il se voit, chaque jour, abandonné, trahi par ceux-là mêmes qui avaient toujours prouvé leur courage et leur fermeté. Il se jette dans la lutte à corps perdu, il retrouve dans son sang cet indomptable orgueil du Juif persécuté, cette volonté cruelle et vindicative qui donne à sa voix des accents bibliques de désespoir et de révolte.

Cet homme pâle aux yeux myopes, dilatés par la fièvre et par l'insomnie, qui se dresse au milieu des meetings, dans les cours des usines et des casernes, devant des foules d'ouvriers et de soldats méfiants, apeurés, ce n'est plus le Trotsky de 1922, de 1923, de 1924, élégant, ironique et souriant. C'est le Trotsky de 1917, de 1918, de 1919, de 1920 et de 1921, de l'insurrection d'Octobre et de la guerre civile, le Catilina bolchévique, le Trotsky du Smolny et des champs de bataille,

le grand séditieux. Les masses ouvrières de Moscou ont reconnu, dans cet homme pâle et violent, le Trotsky des rouges saisons de Lénine. Déjà le vent de la révolte souffle dans les usines et dans les casernes. Mais Trotsky reste fidèle à sa tactique, ce n'est pas la foule qu'il veut lancer à la conquête de l'État ; c'est cette troupe d'assaut organisée dans le secret. Il ne vise pas à s'emparer du pouvoir par une insurrection, par une révolte des masses ouvrières, mais par l'organisation scientifique d'un coup d'État. On va célébrer dans quelques semaines le dixième anniversaire de la Révolution d'Octobre. De tous les pays d'Europe les représentants des différentes sections de la Troisième Internationale viendront à Moscou. C'est par une victoire sur Staline que Trotsky se prépare à célébrer le dixième anniversaire de sa victoire sur Kerenski. Les délégations ouvrières de tous les pays d'Europe assisteront à une violente reprise de la révolution prolétarienne contre le Thermidor des petits bourgeois du Kremlin. « Trotsky triche au jeu », dit Staline en souriant. Il suit de près tous les mouvements de l'adversaire.

Un millier d'ouvriers et de soldats, anciens partisans de Trotsky restés fidèles à la conception révolutionnaire du bolchevisme, sont prêts pour le grand jour : il y a longtemps que les équipes de techniciens et d'ouvriers spécialisés s'entraînent aux « manœuvres invisibles ». Les hommes du corps spécial, organisé par Menjinski pour défendre l'État, sentent en branle autour d'eux la machine insurrectionnelle de Trotsky : mille petits signes les avertissent de l'approche du danger. Menjinski s'efforce, par tous les moyens, d'entraver les mouvements de l'adversaire, mais les sabotages dans les chemins de fer, dans les centrales électriques, les téléphones et les télégraphes, augmentent tous les jours. Les agents de Trotsky s'infiltrèrent partout, tâtent les rouages de l'organisation technique, provoquent de temps en temps la paralysie partielle des organes les plus délicats. Ce sont les escarmouches préliminaires de l'insurrection. Les techniciens du corps spécial de Menjinski, mobilisés en permanence, surveillent le fonctionnement du système nerveux de l'État, éprouvent la sensibilité de sa machine, en mesurent le degré de résistance et les réactions. Menjinski voudrait arrêter sans plus tarder Trotsky et les plus dangereux d'entre ses partisans ; Staline s'y oppose. A la veille de la célébration du dixième anniversaire de la Révolution d'Octobre, l'arrestation de Trotsky produirait une impression défavorable sur les masses et sur les délégations ouvrières de tous les pays d'Europe, qui se rendent à Moscou pour assister aux cérémonies officielles. L'occasion choisie par Trotsky pour essayer de s'emparer de l'État ne saurait être meilleure. En bon tacticien, il s'est mis à couvert. Pour ne pas avoir l'air d'un tyran, Staline n'osera jamais l'arrêter. Lorsqu'il courra oser, il sera trop

tard, pense Trotsky : les feux de joie du dixième anniversaire de la révolution seront éteints, et Staline ne sera plus au pouvoir.

L'action insurrectionnelle doit débiter par l'occupation des organes techniques de la machine de l'État et par l'arrestation des Commissaires du Peuple, des membres du Comité Central, et de la Commission pour l'épuration du parti. Mais Menjinski a paré le coup ; les gardes rouges de Trotsky trouvent les maisons vides. Tous les chefs du parti de Staline se sont réfugiés au Kremlin, où Staline attend, froid et patient, l'issue de la lutte engagée entre les troupes d'assaut de l'insurrection et le corps spécial de Menjinski. C'est le 7 novembre 1927. Moscou est toute pavoisée de rouge ; les cortèges des représentants des républiques fédérées de l'U.R.S.S., venus de tous les côtés de la Russie et du fond de l'Asie, défilent devant l'Hôtel

Savoy et l'Hôtel Métropole, où logent les délégations ouvrières des différents pays d'Europe. Sur la Place Rouge, devant les murailles du Kremlin, des milliers et des milliers de drapeaux pourpres entourent le mausolée de Lénine. Au fond de la place, vers l'église Wassili Blajenni, on voit alignés les cavaliers de Budyonni, l'infanterie de Toukhatchevski, les vétérans de 1918, de 1919, de 1920, de 1921, ces soldats que Trotsky a conduits à la victoire sur tous les fronts de la guerre civile. Tandis que le Commissaire du Peuple à la Guerre, Worochiloff, passe en revue les forces militaires de l'U.R.S.S., Trotsky, le créateur de l'armée rouge, entreprend avec mille hommes de conquérir l'État.

Menjinski a pris ses mesures. Sa tactique défensive ne consiste pas à défendre de l'extérieur, par un grand déploiement de forces, les édifices menacés, mais à les défendre de l'intérieur, avec une poignée d'hommes. A l'attaque invisible de Trotsky, il oppose une défense invisible. Il ne tombe pas dans l'erreur de disperser ses forces pour protéger le Kremlin, les Commissariats du Peuple, les sièges des trusts industriels et commerciaux, des syndicats et des administrations publiques. Pendant que les détachements de police du Guépéou pourvoient à la sécurité de l'organisation politique et administrative de l'État, il concentre les forces du corps spécial sur la défense de l'organisation technique. Trotsky n'avait pas prévu la tactique de Menjinski : il ne s'aperçoit que trop tard que ses adversaires ont su mettre à profit la leçon d'octobre 1917. Quand on lui annonce que ses coups de main contre les centraux téléphoniques et télégraphiques et les gares de chemins de fer ont échoué, et que les événements se déroulent d'une manière inattendue, inexplicable, Trotsky s'aperçoit tout de suite que l'action insurrectionnelle s'est heurtée à une organisation défensive, qui ne saurait être ce

qu'on appelle une organisation de police, mais il n'arrive pas à se rendre compte de la situation réelle. Enfin, lorsqu'il apprend l'échec du coup de main tenté contre la centrale électrique, il renverse brusquement son plan et veut s'emparer de l'organisation politique et administrative de l'État. Ne pouvant plus compter sur ses troupes d'assaut, battues et dispersées par l'action imprévue et violente de l'adversaire, il abandonne sa tactique et concentre tous ses efforts dans la suprême tentative d'une insurrection générale.

L'appel qu'il lance, ce jour-là, aux masses prolétariennes de Moscou, n'est entendu que de quelques milliers d'étudiants et d'ouvriers. Tandis que, sur la Place Rouge, devant le mausolée de Lénine, une foule énorme est massée autour de Staline, des chefs du gouvernement et du parti, et des représentants étrangers de la Troisième Internationale, les partisans de Trotsky envahissent l'amphithéâtre de l'Université, repoussent l'attaque d'un détachement de police, et se dirigent vers la Place Rouge, à la tête d'un cortège d'étudiants et d'ouvriers. On a beaucoup critiqué la conduite de Trotsky. Cet appel au peuple, cette descente dans la rue, cette sorte d'émeute désarmée n'étaient qu'une folle aventure. Après l'échec de l'insurrection, Trotsky ne se laisse plus conduire par cette froide intelligence qui, toujours, aux heures décisives de sa vie, avait dominé par le calcul l'ardeur de son imagination, et la violence de ses passions par le cynisme : ivre de désespoir, il perd le contrôle de la situation et s'abandonne à sa nature passionnée, qui l'entraîne à cette tentative absurde de renverser Staline par une émeute. Il sent peut-être la partie perdue, les masses qui n'ont plus confiance en lui, le peu d'amis qui lui restent fidèles ; il sent qu'il ne peut plus compter que sur lui-même, mais que « rien n'est perdu quand tout n'est pas perdu ». On a été jusqu'à lui attribuer le téméraire dessein de s'emparer de la momie de Lénine, couchée dans le cercueil de verre du triste mausolée, au pied des murailles du Kremlin, d'en appeler au peuple autour du fétiche de la Révolution, de transformer la momie du Dictateur rouge en un bélier pour abattre la tyrannie de Staline. Sombre légende qui n'est pas sans grandeur. Peut-être bien l'idée de s'emparer de la momie de Lénine a-t-elle traversé un instant l'imagination exaltée de Trotsky, pendant que s'élevaient, autour de lui, les clameurs de la foule, et qu'au chant de l'internationale sa petite armée d'étudiants et d'ouvriers marchait vers la Place Rouge, comble de soldats et de peuple, hérissée de baïonnettes et flamboyante de drapeaux.

Au premier choc, le cortège de ses partisans recule et se disperse. Trotsky regarde autour de lui. Où sont ses fidèles, les chefs de sa faction, les généraux de cette petite armée qui doit conquérir l'État ? Les Juifs ne sont pas faits pour la

lutte armée, le corps à corps, l'action insurrectionnelle. Le seul Juif resté à son poste dans la mêlée, c'est Trotsky, le grand séditieux, le Catilina de la révolution bolchévique. « Un soldat, raconte Trotsky, tira sur mon auto, en manière d'avertissement. Quelqu'un guidait sa main. Ceux qui avaient les yeux pour voir virent, ce 7 novembre, dans les rues de Moscou, un essai de Thermidor. »

Dans la tristesse de son exil, Trotsky pense que l'Europe prolétarienne saura tirer la leçon de ces événements. Il oublie que c'est l'Europe bourgeoise qui pourrait en profiter.

III

1920 : L'EXPÉRIENCE POLONAISE L'ORDRE RÈGNE A VARSOVIE

Après avoir passé quelques mois au Conseil Supérieur de Guerre de Versailles, j'avais été nommé, au mois d'octobre 1919, attaché diplomatique à la Légation d'Italie à Varsovie. C'est ainsi que j'eus, à différentes reprises, l'occasion d'approcher Pilsudski. Je finis par me rendre compte qu'il était dirigé beaucoup plus par son imagination et par ses passions que par la logique, qu'il était plus présomptueux qu'ambitieux, et, dans le fond, plus riche de volonté que d'intelligence. Lui-même ne craignait pas de se déclarer fou et têtu, comme tous les Polonais de Lituanie.

Ce n'est pas l'histoire de sa vie qui eût pu lui concilier la sympathie de Plutarque ou de Machiavel. Sa personnalité de révolutionnaire me semblait infiniment moins intéressante que celle des grands conservateurs, tels que Wilson, Clemenceau, Lloyd George ou Foch, que j'avais pu approcher et observer à la Conférence de la Paix. En tant que révolutionnaire, Pilsudski me paraissait inférieur, et de beaucoup, à Stambolijski lui-même, qui m'avait donné l'impression d'un homme complètement dépourvu de sens moral, et aussi du plus ardent, du plus cynique catilinaire, osant parler de paix et de justice entre les peuples dans l'Europe de 1919.

Lorsque je me trouvai, pour la première fois, en présence de Pilsudski, dans sa résidence du Belvédère, à Varsovie, son aspect et ses façons m'étonnèrent. On sentait bien en lui le catilinaire bourgeois, préoccupé de concevoir et d'exécuter les desseins les plus audacieux dans les limites de la morale historique et civilisée de son temps et de son peuple, et respectueux d'une légalité qu'il avait l'intention de violer, sans, toutefois, se mettre hors la loi. En effet, dans toute sa conduite avant et après le coup d'État de 1926, Pilsudski ne s'est jamais éloigné de la maxime que suivait Marie-Thérèse dans sa politique polonaise : « Agir à la prussienne, mais en sauvant toujours les apparences de l'honnêteté. »

Il ne faut point s'étonner que Pilsudski ait fait sienne la maxime de Marie-Thérèse, et qu'il se soit toujours préoccupé de sauvegarder les apparences de la légalité. Cette préoccupation constante, commune à nombre de révolutionnaires, suffisait à le révéler incapable (on l'a bien vu en 1926) de concevoir et

d'exécuter un coup d'État d'après les règles d'un art qui n'est pas uniquement politique. Tout art a sa technique. Ce ne sont pas tous les grands révolutionnaires qui connaissent la technique du coup d'État. Catilina, Cromwell, Robespierre et Napoléon pour ne citer que certains des plus grands. Lénine lui-même, ont montré qu'ils connaissaient tout du coup d'État, sauf la technique. Entre le Bonaparte du 18 Brumaire et le général Boulanger, il n'y a que Lucien Bonaparte.

A la fin de l'automne de 1919, aux yeux de tout le peuple polonais, Pilsudski était le seul homme capable de tenir en mains le destin de la République. Il était alors le Chef de l'État, mais le pouvoir qui lui avait été conféré n'était que provisoire, dans l'attente de la Constitution qu'établirait la Diète élue en janvier. En fait, le jeu des partis politiques et des ambitions personnelles limitait gravement l'autorité du Chef de l'État. En face de la Diète Constituante, Pilsudski se trouvait dans la même situation que Cromwell en face du Parlement du 3 septembre 1654.

En vain l'opinion publique espérait de lui qu'il osât dissoudre la Diète et assumer toute la responsabilité du pouvoir. Cette sorte de dictateur, à la fois brutal et bourgeois, factieux mais plein d'égards pour la légalité et préoccupé de paraître impartial aux yeux du peuple, cette manière de général socialiste, révolutionnaire jusqu'à la ceinture et réactionnaire au-dessus, qui n'arrivait pas à se décider entre la guerre civile et la guerre contre la Russie des Soviets, qui menaçait toutes les semaines d'un coup d'État et manifestait le plus grand désir de se faire consacrer par une Constitution encore à naître, – cet homme ne manquait pas de susciter dans l'opinion publique quelque stupéfaction et quelque inquiétude. Non seulement les socialistes, mais les hommes de droite aussi, se demandaient non sans étonnement ce que pouvait bien attendre ce Thésée qui tortillait le fil d'Ariane entre ses doigts depuis plus d'un an sans se résoudre à s'en servir, soit pour sortir du Labyrinthe politique et financier dans lequel s'égarait l'État, soit pour étrangler la République, et qui préférait perdre son temps à rivaliser d'intrigues et d'astuce avec le président du conseil Paderewski, dans ces loisirs qu'il se ménageait au Belvédère, résidence estivale des rois de Pologne. Cependant Paderewski, installé au cœur de Varsovie, au Palais Royal, dans la résidence hivernale des rois, répondait par des airs de clavecin au clairon des uhlands de Pilsudski.

Aux yeux du peuple, le prestige du Chef de l'État, usé par les polémiques parlementaires et par les cabales des partis, diminuait de jour en jour.

L'inexplicable attitude passive de Pilsudski devant les dangers de la situation extérieure et intérieure mettait à dure épreuve la confiance des socialistes en leur vieux compagnon de complots et d'exil. Après la vaine tentative du prince Sapieha, héros du coup d'État manqué de janvier 1919 contre Pilsudski, la noblesse avait abandonné l'idée d'une conquête violente du pouvoir ; mais bientôt, revenant à ses illusions ambitieuses, elle se persuada que Pilsudski n'était plus en mesure de protéger la liberté publique contre quelque tentative de droite, et qu'il ne constituait plus, dorénavant, un danger pour la liberté.

Pilsudski n'avait pas gardé rancune au prince Sapieha, Lituanien comme lui, mais grand seigneur, de manières persuasives et courtoises, et poussant l'élégance jusqu'à l'optimisme hypocrite : cette élégance anglaise désinvolte et négligente, que les étrangers élevés en Angleterre s'approprient comme une seconde nature. Le prince Sapieha n'était pas homme à susciter le soupçon ni la jalousie de Pilsudski ; sa tentative révolutionnaire avait été si évidemment celle d'un dilettante et d'un empirique qu'elle ne pouvait l'inquiéter. Prudent autant que factieux, et poussant son mépris pour l'aristocratie polonaise jusqu'à l'insouciance, Pilsudski se vengea de Sapieha en le nommant ambassadeur à Londres : ce Sylla élevé à Cambridge retournait en Angleterre pour y achever ses études.

Mais ce n'était pas seulement parmi les réactionnaires, soucieux du danger auquel le désordre parlementaire exposait la Pologne, qu'on formait et mûrissait le projet de s'emparer du pouvoir par la violence. Rentré en Pologne à la fin de la guerre après s'être courageusement battu sur le front français, le général Joseph Haller, à la tête de son armée de volontaires fidèles à lui seul, se tenait dans l'ombre ; adversaire de Pilsudski, il se préparait à recueillir sa succession. Le chef de la Mission militaire anglaise, le général Carton de Wiart, dont les Polonais disaient qu'il ressemblait à Nelson, parce qu'il avait laissé à la bataille un œil et un bras, déclarait que Pilsudski ferait bien de se méfier de Haller, qui était boiteux comme Talleyrand.

Cependant, la situation intérieure empirait de jour en jour. Après la chute de Paderewski, la lutte des partis était devenue plus vive, et le nouveau Président du Conseil, Skulski, ne paraissait pas l'homme indiqué pour faire face au désordre administratif et politique, aux exigences des factions, aux événements qui se préparaient en secret. Vers la fin de mars, dans un conseil de guerre tenu à Varsovie, le général Haller s'opposa résolument aux plans militaires de Pilsudski. Lorsque la conquête de Kiev fut décidée, il se retira en province et se

tint à l'écart dans une attitude réservée qui semblait insuffisamment justifiée par les considérations stratégiques.

Le 26 avril 1920, l'armée polonaise passait la frontière de l'Ukraine et le 8 mai elle entra à Kiev. Les faciles victoires de Pilsudski suscitèrent dans toute la Pologne un immense enthousiasme. Le 18 mai, la population varsoivienne faisait un accueil triomphal au conquérant que les plus ingénus de ses fanatiques comparaient candidement au vainqueur de Marengo. Cependant, au début de juin, l'armée bolchévique, dirigée par Trotsky, prenait l'offensive, et, le 10, la cavalerie de Budyonni rentra dans Kiev. A cette nouvelle soudaine, la peur et le désordre excitèrent la fureur des partis, les prétentions des ambitieux. Le président du Conseil, Skulski, laissa le pouvoir à Grabski, et le ministre des Affaires Étrangères, Patek, fut remplacé par le prince Sapieha, ambassadeur à Londres, cet ancien Sylla qui revenait, apaisé par les leçons du libéralisme anglais. Tout le peuple se leva en armes contre l'invasion rouge ; Haller lui-même, l'adversaire de Pilsudski, accourut avec ses volontaires au secours de son rival humilié. Pourtant les factions faisaient rage ; étourdi par leur clameur, on entendait à peine le hennissement des chevaux de Budyonni.

Août commençant, l'armée de Trotsky était aux portes de Varsovie. Au milieu d'une foule inquiète et taciturne, se pressant dans les rues en quête de nouvelles, on voyait errer des bandes de fuyards, de réfugiés, de paysans en fuite ; on entendait se rapprocher, grandir le grondement de la bataille. Grabski, le nouveau président du Conseil, tomba, et ce fut vainement que Witos, son successeur, mal vu des gens de droite, s'efforça d'imposer une trêve aux partis et d'organiser la résistance civile. Dans les faubourgs ouvriers, dans le quartier de Nalewki, le ghetto de Varsovie, où 300.000 Juifs tendaient l'oreille au bruit de la bataille, la révolte fermentait déjà. Dans les couloirs de la Diète, dans les antichambres des Ministères, dans les bureaux des banques et des journaux, dans les cafés, dans les casernes, couraient les bruits les plus étranges. On parlait de l'intervention probable de troupes allemandes, sollicitée à Berlin par Witos, pour endiguer l'offensive bolchévique. On apprit plus tard, au cours d'une interpellation parlementaire, que les pourparlers avec l'Allemagne avaient été engagés, en effet, mais par Witos d'accord avec Pilsudski. On faisait un rapprochement entre ces pourparlers et l'arrivée du général Weygand, que l'on considérait à la fois comme un désaveu infligé à Witos et une diminution de Pilsudski. Les Droites, toujours attachées à la politique française, accusèrent Witos de duplicité et d'incapacité, et réclamèrent un gouvernement fort. Witos lui-même, impuissant à calmer les factions en tumulte, et rejetant la

responsabilité du désastre tant sur la droite que sur la gauche, aggravait involontairement le chaos.

L'ennemi était aux portes de la ville ; la faim et la sédition étaient déjà dans Varsovie. Des cortèges parcouraient les rues des faubourgs et, sur les trottoirs du Krakowskie Przedmiescie, devant les palaces, les banques et les demeures de la noblesse, rôdaient déjà des bandes de déserteurs montrant des yeux troubles dans leur visage hâve.

Le 6 août, Mgr Ratti, nonce apostolique, actuellement Pape sous le nom de Pie XI, agissant en sa qualité de doyen du corps diplomatique, et accompagné des ministres d'Angleterre, d'Italie et de Roumanie, se rendit chez le Président du Conseil Witos, pour lui demander de vouloir bien désigner, sans plus tarder, la ville où se transférerait le Gouvernement dans le cas d'une évacuation de la capitale. Cette démarche avait été décidée la veille, après une longue discussion, au cours d'une réunion du corps diplomatique au siège de la Nonciature. La majeure partie des représentants étrangers, suivant l'exemple du ministre d'Angleterre, sir Horace Rumbold, et du ministre d'Allemagne, le comte Oberndorff, s'était prononcée pour un transfert immédiat du corps diplomatique dans une ville plus sûre, Posen ou Czestochowa. Sir Horace Rumbold avait même été jusqu'à demander qu'on imposât au gouvernement polonais le choix de Posen comme capitale provisoire.

Les seuls à soutenir la nécessité de demeurer à Varsovie jusqu'à la dernière extrémité avaient été le Nonce, Mgr Ratti, et le ministre d'Italie, Tommasini. Leur attitude avait suscité, au sein de la réunion, de vives critiques, et le gouvernement polonais l'avait défavorablement jugée, car il soupçonnait que si le Nonce du Pape et le ministre d'Italie opinaient pour Varsovie, c'était dans le secret espoir de se trouver, au dernier moment, empêchés d'en sortir, obligés d'y rester pendant l'occupation bolchévique. Ainsi, disait-on, le Nonce du Pape se trouverait en mesure d'établir un contact entre le Vatican et le gouvernement des Soviets pour discuter les problèmes religieux intéressant l'Eglise ; car l'Eglise, toujours attentive aux événements russes, guettait l'occasion d'étendre son influence dans l'Europe orientale, ainsi que l'attestaient, non seulement la nomination du Père Genocchi comme Visiteur Apostolique en Ukraine, mais encore l'appui ouvertement accordé par le Nonce Mgr Ratti au Métropolitain uniate de Léopolis, Mgr André Szeptycki. En effet, l'Eglise Uniate de Galicie orientale a toujours été considérée par le Saint-Siège, comme un intermédiaire naturel pour la conquête catholique de la Russie. Quant au ministre d'Italie,

Tommasini, on le soupçonnait d'obéir à des instructions du ministre italien des Affaires étrangères, le comte Sforza, lequel, déterminé par des considérations de politique intérieure : les exigences des socialistes italiens, désirait lui aussi entrer en relation avec les Soviets. Si les bolchéviques occupaient la capitale de la Pologne, la présence du ministre Tommasini offrirait au comte Sforza une occasion commode d'entrer en rapports diplomatiques avec le gouvernement de Moscou.

La démarche de Mgr Ratti, doyen du corps diplomatique, fut accueillie par le Président du Conseil Witos avec beaucoup de froideur. Il fut toutefois décidé, qu'en cas de danger, le gouvernement polonais se transporterait à Posen et pourvoirait au déplacement du corps diplomatique. Le 8 août, c'est-à-dire deux jours après, une grande partie des fonctionnaires des Légations quittait Varsovie.

L'avant-garde de l'armée bolchévique était déjà aux portes de la ville. Dans les faubourgs ouvriers, les premiers coups de fusil crépitaient. Le moment était venu de tenter le coup d'État.

Varsovie, au cours de ces journées, présentait l'aspect d'une ville résignée au saccage. Une chaleur lourde étouffait les voix et les bruits ; un profond silence pesait sur la foule massée dans les rues. De temps en temps, des files interminables de tramways, chargés de blessés, fendaient lentement cette foule. Les blessés mettaient la tête aux fenêtres et montraient le poing en jurant. Un long murmure se propageait de trottoir en trottoir, de rue en rue. Au milieu d'une escorte de uhlands, parmi les sabots des chevaux, courbés, boiteux, vêtus de haillons, l'étoile rouge sur la poitrine, des prisonniers bolchéviques défilaient. Au passage des prisonniers, la foule s'ouvrait en silence, et se refermait pesamment derrière eux. Des tumultes éclataient par-ci par-là, immédiatement étouffés par la houle. Par-dessus cet océan de têtes, de hautes croix noires se dressaient parfois, portées en procession par des soldats maigres et fiévreux : le peuple avançait lentement, par vagues ; un courant se dessinait, au milieu de la rue, suivait les croix, stagnait, refluit, se perdait en bras tumultueux. A la tête du pont de la Vistule, une foule silencieuse tendait l'oreille à un tonnerre lointain. Des nuages denses, jaunes de soleil et de poussière, fermaient l'horizon qui vibrait en grondant comme sous le choc d'un bélier.

La gare centrale était assiégée jour et nuit par des bandes faméliques de déserteurs, de réfugiés, de fuyards de toutes races et de toutes conditions. Seuls les Juifs paraissaient se trouver dans leur élément au milieu du tumulte de ces

journées. Le quartier de Nalewki, le ghetto de Varsovie, était en joie. La haine des Polonais persécuteurs des enfants d'Israël, la satisfaction d'assister à la grande pitié de la Pologne catholique et intolérante, s'y manifestaient par des actes de courage et de violence, insolites chez les Juifs de Nalewki, muets et passifs par prudence et par tradition. Les Juifs devenaient séditieux : mauvais signe pour les Polonais.

Les nouvelles des régions envahies qu'apportaient les fuyards nourrissaient l'esprit de sédition : dans toute ville, dans tout village conquis, les bolchéviques ne se hâtaient-ils pas d'installer un Soviet, composé des Juifs de l'endroit ? Les Juifs, de persécutés, devenaient persécuteurs. La liberté, la vengeance, le pouvoir, c'étaient là fruits trop doux pour que la misérable plèbe de Nalewki ne désirât pas y mordre. L'armée rouge, maintenant à quelques milles de Varsovie, trouvait un allié naturel dans l'énorme population juive de la ville, dont le nombre et l'animation croissaient chaque jour. Aux premiers jours d'août, ils étaient au moins cinq cent mille dans Varsovie. Je me suis alors et souvent demandé ce qui pouvait retenir cette énorme masse séditieuse, brûlante de fanatisme haineux, affamée de liberté, ce qui pouvait l'empêcher de tenter une insurrection.

L'État en dissolution, le gouvernement à l'agonie, une grande partie du territoire national envahie, la capitale en proie au désordre et déjà assiégée : mille hommes résolus, prêts à tout, eussent suffi pour s'emparer de la ville sans coup férir. Mais l'expérience de ces journées m'a convaincu que, si Catilina peut être Juif, les catilinaires, c'est-à-dire les exécuteurs du coup d'État, ne sauraient être recrutés parmi les enfants d'Israël. Au mois d'octobre 1917, à Péetrograd, le Catilina de l'insurrection bolchévique fut le Juif Trotsky, et non pas le Russe Lénine ; mais les exécuteurs, les catilinaires : matelots, ouvriers, soldats, étaient en majorité russes. Dans sa lutte contre Staline, en 1927, Trotsky devait apprendre à ses dépens le danger de tenter un coup d'État en en confiant l'exécution à des éléments dont la majorité était juive.

Presque chaque jour, le corps diplomatique se réunissait à la Nonciature, pour discuter la situation. J'y accompagnais souvent le ministre d'Italie Tommasini, qui ne se montrait pas trop satisfait de l'attitude de ses collègues, tous favorables à la thèse de Sir Horace Rumbold et du comte Oberndorff. Seul, le ministre de France, M. de Panafieu, tout en jugeant la situation des plus critiques, ne se dissimulait pas que le départ du corps diplomatique pour Posen ferait l'effet d'une fuite et soulèverait l'indignation publique. Aussi considérait-il, d'accord

avec Mgr Ratti et avec le ministre d'Italie, qu'il fallait rester à Varsovie jusqu'à la dernière extrémité, et que le conseil de Sir Horace Rumbold et du comte Oberndorff, partisans d'un abandon immédiat de la ville, n'était à suivre qu'au cas où l'effondrement de la situation intérieure eût compromis la défense militaire de la ville.

En réalité, la thèse de M. de Panafieu se rapprochait beaucoup plus de celle des ministres d'Angleterre et d'Allemagne que de celle du Nonce du Pape et du ministre d'Italie. En effet, si Tommasini et Mgr Ratti – dont le projet de rester à Varsovie même dans l'éventualité d'une occupation bolchévique était chose évidente – manifestaient un franc optimisme tant au sujet de la situation militaire qu'au sujet de la crise intérieure, et déclaraient avec insistance que le corps diplomatique ne courait aucun risque à retarder jusqu'au dernier moment son départ pour Posen, M. de Panafieu ne considérait avec optimisme que la situation militaire. Il ne pouvait avoir l'air de manquer de confiance en Weygand. La défense de la ville se trouvant désormais confiée à un général français, le ministre de France affectait de donner son adhésion à la thèse de sir Horace Rumbold et du comte Oberndorff, non point en raison de préoccupations d'ordre militaire, mais uniquement en considération des dangers que faisait prévoir la situation intérieure. Les ministres d'Angleterre et d'Allemagne craignaient, par-dessus tout, la chute de Varsovie aux mains de l'armée bolchévique. Officiellement, M. de Panafieu ne pouvait redouter autre chose qu'une révolte des Juifs ou des communistes : « Ce que je crains, disait le ministre de France, c'est le coup de couteau dans le dos à Pilsudski et à Weygand. »

Le Nonce du Pape, à ce qu'affirmait Monseigneur Pellegrinetti, secrétaire de la Nonciature, ne croyait pas à la possibilité d'un coup d'État. « Le Nonce, disait en souriant le général Carton de Wiart, chef de la Mission militaire anglaise, ne saurait concevoir que la misérable racaille du ghetto et des faubourgs de Varsovie ose tenter de s'emparer du pouvoir. Mais la Pologne n'est pas l'Eglise, où il n'y a que les Papes et les Cardinaux qui fassent des coups d'État. » Bien qu'il n'eût pas l'impression que le gouvernement, les chefs militaires et la classe dirigeante, c'est-à-dire les responsables de la situation, fissent tout ce qu'ils pouvaient pour éviter de nouveaux et de plus graves dangers, Mgr Ratti était persuadé que toute tentative séditeuse échouerait. Toutefois, les arguments de M. de Panafieu étaient trop sérieux pour ne pas éveiller chez le Nonce quelque scrupule. Aussi ne m'étonnai-je pas de la visite que fit, un matin, Mgr Pellegrinetti au ministre Tommasini pour le presser de s'assurer que le

gouvernement avait pris toutes les mesures nécessaires pour faire face à une tentative éventuelle de révolte. Le ministre Tommasini fit tout de suite appeler le Consul général italien, M. Paulo Brenna, lui exposa les scrupules du Nonce et le pria, en présence de Mgr Pellegrinetti, d'aller se rendre compte des précautions prises par le gouvernement pour empêcher les désordres et réprimer toute sédition. Les nouvelles que le général Romei, chef de la Mission militaire italienne, venait de lui confirmer sur les progrès incessants de l'offensive bolchévique, ne lui laissaient pas le moindre doute sur le sort de Varsovie. C'était le 12 août. Dans la nuit, l'armée de Trotsky était arrivée à une vingtaine de milles de la ville. « Si les troupes polonaises tiennent encore quelques jours, lui dit le ministre, la manœuvre du général Weygand peut réussir. Mais il ne faut pas se faire beaucoup d'illusions. » Il lui dit d'aller dans les faubourgs ouvriers et dans le quartier de Nalewki, où l'on redoutait des désordres, afin de s'assurer par ses yeux, aux points les plus sensibles de la ville, si les mesures prises étaient suffisantes pour couvrir Weygand et Pilsudski, et garantir le gouvernement d'un coup de main éventuel. « Il serait mieux, dit-il, en achevant, que vous n'y alliez pas tout seul », et il lui conseilla de se faire accompagner par le capitaine Rollin, attaché à la Légation de France.

Le capitaine Rollin, officier de cavalerie, était avec le commandant Charles de Gaulle, un des collaborateurs les plus sérieux et les plus cultivés de M. de Panafieu et du général Henrys, chef de la Mission Militaire Française. Il fréquentait assidûment la Légation d'Italie et entretenait avec le ministre Tommasini des rapports de vive sympathie et de cordiale amitié. Je l'ai rencontré, par la suite, à Rome, en 1921 et 1922, pendant la révolution fasciste ; il était alors au Palais Farnèse, attaché à l'Ambassade de France, et montrait la plus grande admiration pour la tactique révolutionnaire de Mussolini. Depuis que l'armée bolchévique avait mis le siège à Varsovie, je me rendais presque tous les jours, avec lui, aux avant-postes polonais, pour suivre de plus près les péripéties de la bataille. Mais, en dehors des cosaques rouges, terribles cavaliers, dignes de drapeaux plus glorieux, les soldats bolchéviques n'avaient pas l'air bien dangereux. Ils allaient au feu lentement, d'un air pitoyable ; leur aspect était celui de gens affamés et déguenillés, talonnés uniquement par la peur et la faim. Ma longue expérience de la guerre sur le front français et sur le front italien m'empêchait de comprendre comment les Polonais pouvaient se retirer devant de tels soldats.

J'accompagnai donc le Consul d'Italie, M. Brenna, et le capitaine Rollin.

Le capitaine Rollin estimait que le gouvernement polonais ne connaissait pas les rudiments de l'art de défendre un État moderne. La même considération pouvait s'appliquer à Pilsudski, bien que dans un autre sens. Les soldats polonais ont la réputation d'être braves. Mais que sert la bravoure des soldats si les chefs ignorent que l'art de se défendre consiste à connaître ses points faibles ? Les mesures de précaution prises par le gouvernement, pour faire face à l'éventualité d'une tentative séditeuse, étaient la meilleure preuve qu'il ignorait ce que sont les points faibles d'un État moderne. Depuis Sylla, la technique du coup d'État a fait des progrès considérables ; il est donc clair que les mesures prises par Kerenski, pour empêcher Lénine de s'emparer du pouvoir, auraient dû être tout à fait différentes de celles qu'employa Cicéron pour défendre la République contre la sédition de Catilina. Ce qui, jadis était un problème de police, est devenu, aujourd'hui, un problème technique. On a bien vu en mars 1920, à Berlin, pendant le coup d'État de Kapp, la différence qu'il y a entre le critère policier et le critère technique.

Le gouvernement polonais agissait comme Kerenski : il s'en tenait à l'expérience de Cicéron. Or, l'art de conquérir et de défendre un État s'est modifié, au cours des siècles, au fur et à mesure que se modifiait la nature de l'État. Si quelques mesures de police suffirent à déconcerter le plan séditeux de Catilina, ces mêmes mesures ne pouvaient servir à rien contre Lénine. L'erreur de Kerenski a été de vouloir défendre les points vulnérables d'une ville moderne : ses banques, ses gares, ses centraux téléphoniques et télégraphiques, avec les méthodes de Cicéron pour défendre la Rome de son temps, dont les points les plus délicats étaient le Forum et Subure.

En mars 1920, Von Kapp avait oublié qu'à Berlin, outre le Reichstag et les Ministères de la Wilhelmstrasse, il y avait aussi des centrales électriques, des gares de chemin de fer, des antennes radiotélégraphiques, et des usines. Les communistes profitèrent de son erreur pour paralyser la vie de Berlin et forcer à capituler ce gouvernement provisoire, qui avait pris possession du pouvoir par un coup de force opéré avec des méthodes de police militaire. La nuit du 2 décembre, Louis Napoléon avait commencé son coup d'État par l'occupation des imprimeries et des clochers. Mais, en Pologne, personne ne tient compte de ses propres expériences ; à plus forte raison de celles d'autrui. L'histoire de la Pologne est remplie de faits dont les Polonais se considèrent comme les inventeurs. Ils ne croient pas qu'aucun événement de leur vie nationale se retrouve dans la vie des autres peuples ; c'est chez eux qu'il se produit pour la première fois ; on ne l'a jamais constaté ailleurs.

Les mesures de précaution prises par le gouvernement de Witos se bornaient aux mesures de police habituelles. Les ponts sur la Vistule, celui du chemin de fer et celui de Praha, n'étaient gardés, à chaque extrémité, que par quatre soldats. La centrale électrique n'était pas gardée : nous n'y trouvâmes pas trace du moindre service de surveillance ou de protection. Le directeur nous déclara que quelques heures avant, le commandement militaire de la ville lui avait téléphoné qu'il serait considéré comme personnellement responsable de tout acte de sabotage des machines et de toute interruption de courant. La Citadelle, qui est située au-delà du quartier de Nalewki, tout à fait à la limite de Varsovie, était remplie de uhlans et de chevaux ; nous pûmes entrer et sortir sans que les sentinelles nous demandassent de laissez-passer. Notons que, dans la Citadelle, il y avait également un dépôt d'armes et une poudrière. A la gare du chemin de fer, la confusion était indescriptible : des bandes de fuyards prenaient les trains d'assaut, une foule tumultueuse se pressait sur les quais et sur les voies, des groupes de soldats ivres dormaient profondément, étendus par terre : « *somno vinoque sepulti* », observa le capitaine Rollin qui savait le latin. Dix hommes armés de grenades auraient suffi.

Le siège de l'État-major de l'armée, sur la place principale de Varsovie, à l'ombre de l'église russe aujourd'hui démolie, était gardé par les quatre sentinelles habituelles. Un va-et-vient d'officiers et d'estafettes, couverts de poussière jusqu'aux cheveux, encombraient la porte et le vestibule de l'édifice. Nous profitâmes du désordre pour monter l'escalier, parcourir un corridor, traverser une salle tapissée de cartes topographiques, et où un officier, assis dans un coin devant une table, leva la tête et nous salua d'un air ennuyé. Après avoir parcouru un autre couloir et être entrés dans une sorte d'antichambre où quelques officiers gris de poussière attendaient debout près d'une porte entr'ouverte, nous redescendîmes dans le vestibule. En repassant devant les deux sentinelles pour sortir sur la place, le capitaine Rollin me regarda en souriant. L'Hôtel des Postes était gardé par un piquet de soldats commandé par un lieutenant. Cet officier nous déclara qu'il avait pour mission de barrer à la foule, en cas de tumulte, l'accès de l'Hôtel des Postes. Je lui fis remarquer qu'un piquet de soldats disposé en aussi bel ordre à l'entrée de l'édifice, arriverait assurément sans peine à repousser une foule en révolte, mais non point à empêcher le coup de main de dix hommes résolus. Le lieutenant sourit et, montrant le public qui entrait et sortait tranquillement, me répondit que ces dix hommes s'étaient peut-être introduits déjà séparément ou étaient juste en train de se faufiler sous nos yeux : « Je suis ici pour réprimer une émeute, conclut-il, et non pour empêcher un coup de main. »

Des groupes de soldats stationnaient devant les Ministères, observant curieusement les allées et venues du public et des employés. La Diète était entourée de gendarmes et de uhlans à cheval ; des députés entraient et sortaient, discutant entre eux à voix basse. Dans l'atrium, nous tombâmes juste sur le Maréchal de la Diète, Trompczinski, obèse et préoccupé, qui nous salua d'un air distrait. Il était entouré d'un petit groupe de députés de la Posnanie, attentifs et froids. Trompczinski, homme de droite et Posnanien, était ouvertement hostile à la politique de Pilsudski et on parlait beaucoup, ces jours-là, de ses manèges secrets pour renverser le gouvernement de Witos. Le même soir, au Cercle de la Chasse, le Maréchal de la Diète disait à Cavendish Bentinck, secrétaire de la Légation d'Angleterre : « Pilsudski ne sait pas défendre la Pologne, et Witos ne sait pas défendre la République. » La République, pour Trompczinski, c'était la Diète. Comme tous les hommes gras, Trompczinski ne se sentait pas suffisamment défendu.

Pendant toute la journée nous parcourûmes la ville dans tous les sens, poussant même jusqu'à la limite des faubourgs les plus reculés. Vers dix heures du soir, comme nous passions devant l'Hôtel Savoy, le capitaine Rollin s'entendit appeler par son nom. Du seuil de l'hôtel, le général Bulach Balachowitch nous faisait signe d'entrer. Partisan de Pilsudski, mais *partisan* au sens qu'on donne à ce mot-là en Russie et en Pologne, le général russe Balachowitch commandait les fameuses bandes de cosaques noirs qui combattaient, pour la Pologne, les cosaques rouges de Budyonni.

Général à tête de bandit, rompu à toutes les ruses des guérillas de partisans, audacieux, sans scrupules, Bulach Balachowitch était un gros atout dans le jeu de Pilsudski, qui se servait de lui et de l'hetman Petlioura pour entretenir en Russie Blanche et en Ukraine la révolte contre les bolchéviques et contre Denikine. Il avait établi son quartier général à l'Hôtel Savoy, où on le voyait faire, de temps en temps, une fugitive apparition pour surveiller, entre deux escarmouches, la situation politique. Une crise gouvernementale n'eût pas été sans conséquences pour lui : soit à son avantage, soit à ses dépens.

Plutôt que les mouvements des cosaques de Budyonni, c'était les événements intérieurs qu'il ne quittait pas des yeux. Les Polonais se méfiaient de lui, et Pilsudski lui-même ne s'en servait qu'avec une prudence extrême, comme d'un allié dangereux.

Balachowitch se mit tout de suite à parler de la situation, sans dissimuler qu'à

ses yeux, seul un coup d'État des partis de droite pourrait sauver Varsovie de l'ennemi, et la Pologne de la ruine. « Witos est incapable de faire face aux événements, conclut-il, et de protéger les derrières de l'armée de Pilsudski. Si personne ne se décide à s'emparer du pouvoir pour mettre fin au désordre, organiser la résistance civile et défendre la République contre les dangers qui la menacent, dans un jour ou deux nous allons assister à un coup d'État communiste. » Le capitaine Rollin pensait qu'il était trop tard pour prévenir une tentative des communistes, et que les partis de droite n'avaient pas d'hommes capables d'assumer une responsabilité aussi grave.

Dans les conditions où se trouvait la Pologne, la responsabilité d'un coup d'État ne paraissait pas à Balachowitch aussi grave qu'à Rollin puisqu'il s'agissait de sauver la République. Quant aux difficultés de l'entreprise, n'importe quel imbécile pourrait s'emparer du pouvoir. « Mais, ajouta-t-il, Haller est au front, Sapieha n'a pas d'amis sérieux, et Trompczinski a peur. » Ici, je fis remarquer que les partis de gauche devaient également manquer d'hommes à la hauteur de la situation : qu'est-ce qui empêchait les communistes de tenter un coup d'État ? « Vous avez raison, approuva Balachowitch ; à leur place, je n'aurais pas tant attendu. Si je n'étais pas Russe, si je n'étais pas un étranger dans ce pays qui me donne l'hospitalité et pour lequel je combats, à cette heure-ci j'aurais fait le coup. » Rollin sourit. « Si vous étiez Polonais, dit-il, vous n'auriez encore rien fait. En Pologne, tant qu'il n'est pas trop tard, il est toujours trop tôt. »

Balachowitch était véritablement l'homme capable de renverser Witos en quelques heures. Un millier de ses cosaques auraient suffi à occuper par surprise les centres nerveux de la ville, et à garantir l'ordre pendant un certain temps. Mais ensuite ? Balachowitch et ses hommes étaient Russes, et, de plus, cosaques. Le coup eût réussi, sans rencontrer de difficultés sérieuses : mais les difficultés seraient venues après, insurmontables. Une fois qu'il se serait emparé du pouvoir, Balachowitch l'aurait cédé sans retard à des hommes de droite, mais aucun patriote polonais n'aurait accepté le pouvoir des mains d'un cosaque. Les communistes auraient été les seuls à profiter de la situation ainsi créée. « Au fond, conclut Balachowitch, ce serait là une bonne leçon pour les partis de droite. » Nous trouvâmes réunis ce soir-là, au Cercle de la Chasse, à côté de Sapieha et de Trompczinski, quelques-uns des éléments les plus représentatifs de l'opposition des nobles et des grands propriétaires terriens à la politique de Pilsudski et de Witos. Il n'y avait en fait de diplomates étrangers que le comte Oberndorff, ministre d'Allemagne, le général anglais Carton de Wiart, et le Secrétaire de la Légation de France. Tous paraissaient tranquilles, sauf le prince

Sapieha et le comte Oberndorff. Sapieha faisait semblant de ne pas entendre les propos que l'on tenait autour de lui, et se penchait de temps en temps vers le général Carton de Wiart, qui discutait avec le comte Potocki la situation militaire, pour échanger quelques mots avec lui. Les troupes bolchéviques, au cours de la journée, avaient sensiblement progressé dans le secteur de Radzymin, village situé à une vingtaine de kilomètres de Varsovie.

« Nous nous battons jusqu'au bout », disait le comte Potocki.

« Vous voulez dire jusqu'à demain », répliquait en souriant le général anglais.

Le comte Potocki n'était revenu de Paris que depuis quelques jours, mais il projetait déjà d'y retourner au plus vite, dès que la fortune sourirait à la Pologne. « Vous autres, observait Carton de Wiart, vous êtes tous comme votre fameux Dombrowski qui commandait les légions polonaises en Italie, à l'époque de Napoléon : *Je suis toujours disposé à mourir pour mon pays*, disait Dombrowski, *mais pas à y vivre.* »

Tels étaient les hommes, tels les propos. On entendait au loin le grondement du canon. Avant de nous quitter, le matin, le ministre Tommasini nous avait priés de l'attendre le soir au Cercle de la Chasse. Il était déjà tard ; j'étais sur le point de m'en aller, quand le ministre d'Italie fit son entrée. Nos considérations sur l'imprévoyance du gouvernement de Witos, tout en lui semblant graves, n'étaient pas une nouveauté pour lui. Witos lui-même, quelques heures avant, lui avait avoué qu'il ne se sentait pas maître de la situation. Tommasini n'en était pas moins persuadé que, parmi les adversaires de Pilsudski et de Witos, il n'y avait pas d'homme capable de tenter un coup d'État. Les seuls susceptibles d'éveiller quelque inquiétude étaient les communistes. Mais la crainte de compromettre la situation par une imprudence les empêchait de se risquer dans une aventure, sinon périlleuse, du moins inutile. Il était clair qu'ils jugeaient la partie gagnée, et qu'ils attendaient tranquillement l'arrivée de Trotsky. « Même Mgr Ratti, ajouta le ministre, en se tournant vers moi, a décidé de ne pas se départir de l'attitude que nous avons gardée jusqu'à présent d'un commun accord. Le Nonce du Pape et moi, nous resterons à Varsovie jusqu'à la fin, quoi qu'il arrive, »

— Quel dommage, commentait, quelques instants plus tard, non sans ironie, le capitaine Rollin, quel dommage s'il n'arrive rien !

Le lendemain soir, à la nouvelle que l'armée bolchévique s'était emparée du village de Radzymin et attaquait la tête de pont de Varsovie, le corps diplomatique quitta la capitale en toute hâte, pour se réfugier à Posen. Il ne restait plus à Varsovie que le Nonce du Pape, le ministre d'Italie, et les chargés d'affaires des États-Unis et du Danemark.

Toute la nuit, la ville fut en proie à la terreur. Le jour suivant, qui était le 15 août, jour de la Sainte-Marie, tout le peuple défila en procession derrière la statue de la Vierge, en la suppliant à haute voix de sauver la Pologne de l'invasion. Au moment où tout semblait perdu, où l'énorme cortège psalmodiant ses litanies s'attendait à voir, d'un moment à l'autre, une patrouille de cosaques rouges déboucher au coin de la rue, la nouvelle des premières victoires du général Weygand se répandit comme la foudre. L'armée de Trotsky battait en retraite sur toute la ligne.

Un indispensable allié avait fait défaut à Trotsky : Catilina.

IV

KAPP, OU MARS CONTRE MARX

« "Nous avions compté sur la révolution en Pologne, et la révolution n'est pas venue », déclarait Lénine à Clara Zetkin, au cours de l'automne 1920. Pour ceux qui pensent, comme Sir Horace Rumbold, que le désordre est, de toutes les circonstances favorables aux coups d'État, la plus nécessaire, quelles raisons pourront bien justifier les catilinaires polonais ? La présence de l'armée de Trotsky aux portes de Varsovie, l'extrême faiblesse du gouvernement de Witos, l'esprit séditieux du peuple, ne constituaient-ils pas autant de circonstances favorables à une tentative révolutionnaire ? « N'importe quel imbécile, disait Balachowitch, pourrait s'emparer du pouvoir. » Or, en 1920, non seulement la Pologne, mais l'Europe entière était pleine de ces imbéciles. Comment se fait-il donc que, dans ces circonstances, il ne se soit pas produit une seule tentative de coup d'État à Varsovie, même de la part des communistes ?

Le seul qui ne se fît pas d'illusions sur la possibilité d'une révolution en Pologne, était Radek. Lénine lui-même en a fait l'aveu à Clara Zetkin. Radek, qui connaissait l'insuffisance des catilinaires polonais, soutenait qu'en Pologne la révolution devait être créée artificiellement, du dehors. On sait que Radek ne se faisait pas plus d'illusions sur les catilinaires des autres pays. La chronique des événements qui se sont déroulés en Pologne au cours de l'été de 1920 ne met pas seulement en lumière l'insuffisance des catilinaires polonais, mais encore celle des catilinaires de toute l'Europe.

Quiconque observe sans idée préconçue la situation européenne au cours des années 1919 et 1920, ne peut s'empêcher de se demander par quel miracle l'Europe a pu sortir d'une crise révolutionnaire aussi grave. Dans presque tous les pays, la bourgeoisie libérale se montrait incapable de défendre l'État. Sa méthode défensive consistait, et consiste encore, dans l'application pure et simple des systèmes de police auxquels de tous temps, jusqu'à nos jours, on a vu se confier les gouvernements absolus comme les gouvernements libéraux. Mais l'incapacité de la bourgeoisie à défendre l'État était compensée par l'incapacité des partis révolutionnaires à opposer une tactique offensive moderne à la méthode défensive désuète des gouvernements, à opposer aux mesures de police une technique révolutionnaire.

On remarque avec étonnement qu'en 1919 et en 1920, pendant la période la plus grave de la crise révolutionnaire en Europe, ni les catilinaires de droite ni les catilinaires de gauche n'ont su mettre l'expérience de la révolution bolchévique à profit. Il leur manquait la connaissance de la méthode, de la tactique, de la technique moderne du coup d'État, dont Trotsky a donné le premier exemple classique. La conception qu'ils avaient de la conquête du pouvoir était une conception surannée, qui les amenait fatalement à se porter sur le terrain choisi par l'adversaire, à user de systèmes et d'instruments auxquels même des gouvernements faibles et imprévoyants peuvent opposer avec succès les systèmes et les instruments d'un usage classique pour la défense de l'État.

L'Europe était mûre pour la révolution, mais les partis révolutionnaires montrèrent qu'ils ne savaient profiter ni des circonstances favorables, ni de l'expérience de Trotsky. Le succès de l'insurrection bolchévique d'octobre 1917 ne se justifiait à leurs yeux que par les conditions exceptionnelles dans lesquelles se trouvait la Russie, et par les erreurs de Kerenski. Ils ne s'aperçurent pas que Kerenski était au pouvoir dans presque tous les pays d'Europe ; ils ne comprirent pas que, dans la conception et l'exécution de son coup d'État, Trotsky n'avait pas tenu le moindre compte des conditions exceptionnelles dans lesquelles se trouvait la Russie ; la nouveauté introduite par Trotsky dans la tactique insurrectionnelle, c'était de négliger absolument la situation générale du pays. Les erreurs de Kerenski ont, seules, influé sur la conception et sur l'exécution du coup d'État bolchévique. Quand bien même la situation de la Russie eût été différente, la tactique de Trotsky serait restée la même.

Les erreurs de Kerenski étaient alors, et sont encore aujourd'hui, caractéristiques de toute la bourgeoisie libérale d'Europe. La faiblesse des gouvernements était extrême : le problème de leur existence n'était qu'un problème de police. Mais les gouvernements libéraux avaient cette chance que les catilinaires aussi considéraient la révolution comme un problème de police.

Le coup d'État de Kapp est une leçon pour tous ceux qui conçoivent la tactique révolutionnaire comme un problème d'ordre politique et non pas d'ordre technique.

Dans la nuit du 12 au 13 mars 1920, quelques divisions des troupes de la Baltique, concentrées près de Berlin sous les ordres du général von Luttwitz, envoyaient un ultimatum au gouvernement de Bauer, le menaçant d'occuper la capitale si le gouvernement ne remettait pas le pouvoir entre les mains de Kapp.

Bien que Kapp se flattât de faire un coup d'État parlementaire et d'être le Siéyès de von Luttwitz, sa tentative révolutionnaire prenait, dès le début, l'aspect classique d'un coup d'État nettement militaire, aussi bien dans la conception que dans l'exécution. A cette injonction, le gouvernement de Bauer répondit par un refus et prit les mesures de police nécessaires pour la défense de l'État et le maintien de l'ordre public. Comme il arrive toujours en tel cas, à une conception militaire le gouvernement opposait une conception policière ; les deux se ressemblent et c'est là ce qui ôte tout caractère révolutionnaire aux séditions militaires. La police défend l'État comme si c'était une ville ; les militaires attaquent l'État comme si c'était une forteresse.

Les mesures de police prises par Bauer consistaient à barricader les places et les rues principales, et à occuper les édifices publics. Pour von Luttwitz, l'exécution du coup d'État consistait à substituer ses propres troupes aux détachements de police postés aux carrefours des grandes rues, à l'entrée des places, devant le Reichstag et devant les Ministères de la Wilhelmstrasse. Quelques heures après son entrée dans la ville, von Luttwitz était maître de la situation. La prise de possession de la ville s'était effectuée sans effusion de sang, avec la régularité d'une relève de garde. Mais si von Luttwitz était un militaire, Kapp, ancien directeur général de l'Agriculture, était un haut fonctionnaire, un bureaucrate. Tandis que von Luttwitz croyait s'être emparé de l'État par le seul fait qu'il avait remplacé la police par ses propres soldats dans les services d'ordre public, le nouveau chancelier Kapp était convaincu que l'occupation des Ministères suffisait à garantir le fonctionnement normal de la machine de l'État et à consacrer la légalité du gouvernement révolutionnaire.

Homme médiocre, mais doué de bon sens, connaissant bien les généraux et les hauts fonctionnaires du Reich, Bauer avait compris dès le début qu'il serait inutile et dangereux d'opposer la force armée au coup d'État de von Luttwitz. L'occupation de Berlin par les troupes de la Baltique était inévitable. La police ne saurait se battre contre des soldats aguerris : c'est une arme valable contre des conjurations et des émeutes ; mais opposée à des vétérans, elle ne vaut rien. A l'apparition des casques d'acier, le détachement de police qui barrait l'entrée de la Wilhelmstrasse s'était rendu aux rebelles. Noske lui-même, homme énergique, partisan de la résistance à outrance, à la nouvelle des premières défections, avait décidé de se conformer à l'attitude de Bauer et des autres ministres. Le point faible du gouvernement révolutionnaire, pensait avec raison Bauer, c'est la machine de l'État. Quiconque arriverait à arrêter cette machine, ou simplement à en entraver le fonctionnement, frapperait au cœur le gouvernement de Kapp.

Pour interrompre la vie de l'État, il fallait provoquer la paralysie de toute la vie publique.

L'attitude de Bauer était celle d'un petit bourgeois élevé à l'école de Marx. Seul, un bourgeois des classes moyennes, un homme d'ordre pénétré d'idées socialistes, habitué à juger les hommes et les faits les plus étrangers à sa mentalité, à son éducation et à ses intérêts, avec l'objectivité et le scepticisme d'un fonctionnaire de l'État, pouvait concevoir l'audacieux dessein de bouleverser profondément et violemment la vie publique, pour empêcher Kapp d'affermir son pouvoir en se servant de l'ordre constitué.

Le gouvernement de Bauer, avant de quitter Berlin et de se réfugier à Dresde, avait adressé un appel au prolétariat, pour inviter les ouvriers à proclamer la grève générale. La décision de Bauer créait à Kapp une situation dangereuse. Un retour offensif des forces, restées fidèles au gouvernement légal de Bauer, eût été beaucoup moins dangereux pour Kapp qu'une grève générale, car les troupes de von Luttwitz l'auraient facilement emporté. Mais comment obliger une masse énorme d'ouvriers à reprendre le travail ? Pas par les armes, à coup sûr. Dans la soirée même du 13 mars, Kapp, qui se croyait, à midi, maître de la situation, se trouva prisonnier d'un ennemi imprévu. En quelques heures, la vie de Berlin fut paralysée. La grève se répandait dans la Prusse entière. La capitale était plongée dans l'obscurité ; les rues du centre étaient désertes ; un calme absolu régnait dans les faubourgs ouvriers. La paralysie avait foudroyé les services publics : même les infirmiers avaient quitté les hôpitaux. Le trafic avec la Prusse et avec le reste de l'Allemagne avait été interrompu dès les premières heures de l'après-midi ; au bout de quelques heures, Berlin allait se trouver affamé. De la part du prolétariat, pas un geste de violence, pas un geste de révolte. Les ouvriers avaient quitté les usines avec la plus grande tranquillité. Le désordre était parfait.

Dans la nuit du 13 au 14 mars, Berlin parut plongé dans un sommeil profond. Cependant, à l'Hôtel Adlon, résidence des Missions Alliées, tout le monde resta sur pied jusqu'à l'aube, dans l'attente d'événements graves. L'aube trouva la capitale sans pain, sans eau, sans journaux, mais tranquille. Dans les quartiers populaires, les marchés étaient déserts ; l'interruption du trafic ferroviaire avait coupé les vivres à la ville. Et la grève, faisant tache d'huile, s'étendait à tous les emplois, publics et privés. Les téléphonistes, les télégraphistes ne se présentaient plus à leur bureau. Les banques, les magasins et les cafés restaient fermés. Nombre de fonctionnaires, dans les ministères même, se refusaient à reconnaître le gouvernement révolutionnaire. Bauer avait prévu cette contagion. Impuissant

à réagir contre la résistance passive des travailleurs, Kapp recourut à l'aide de techniciens et de fonctionnaires de confiance pour tâcher de remettre en marche les rouages les plus délicats des services publics ; mais il était trop tard. La paralysie avait déjà gagné la machine même de l'État.

La population ouvrière des faubourgs ne montrait plus le calme des premiers jours : des signes d'impatience, d'inquiétude et de révolte se manifestaient un peu partout. Les nouvelles affluant des différents États du Sud mettaient Kapp dans l'alternative ou de céder à l'Allemagne, qui assiégeait Berlin, ou de céder à Berlin, qui retenait prisonnier le gouvernement illégal. Fallait-il résigner le pouvoir entre les mains de Bauer, ou le remettre aux Conseils Ouvriers, déjà maîtres des faubourgs ? Son coup d'État n'avait donné à Kapp que le Reichstag et les Ministères. Sa situation empirait d'heure en heure : elle ne laissait au gouvernement révolutionnaire ni les éléments, ni les occasions d'un jeu politique. Entrer en contact avec les partis de gauche, voire même avec les partis de droite, semblait impossible. Un acte de force aurait eu des conséquences imprévisibles. Quelques tentatives des troupes de von Luttwitz, pour obliger les ouvriers à reprendre le travail, n'avaient abouti qu'à d'inutiles effusions de sang. Par-ci, par-là, sur l'asphalte, on apercevait les premiers mots : erreur fatale d'un gouvernement révolutionnaire qui avait oublié d'occuper les centrales électriques et les gares de chemin de fer.

Ce premier sang mettait une rouille indélébile sur les rouages de l'État. L'arrestation de quelques hauts fonctionnaires du Ministère des Affaires Étrangères, au soir du troisième jour, révélait à quel point l'indiscipline avait désagrégé la bureaucratie. Le 15 mars, à Stuttgart, où l'Assemblée Nationale avait été convoquée, Bauer déclarait au Président Ebert en lui communiquant la nouvelle des sanglants incidents de Berlin : « L'erreur de Kapp, c'est d'avoir troublé le désordre. »

Le maître de la situation, c'était Bauer, le médiocre Bauer, homme d'ordre, qui seul avait compris que pour combattre la tentative révolutionnaire de Kapp, l'arme décisive était le désordre. Un conservateur imbu du principe d'autorité, un libéral respectueux de la légalité, un démocrate fidèle à la conception parlementaire de la lutte politique, n'aurait jamais osé susciter l'intervention illégale des masses prolétariennes et confier la défense de l'État à une grève générale.

Le *Prince* de Machiavel aurait fort bien osé appeler le peuple à l'aide pour

réprimer une attaque brusquée, une conjuration de palais. Le *Prince* de Machiavel était pourtant plus conservateur, assurément, qu'un *Tory* du temps de la reine Victoria, bien que l'État ne fût partie, ni de ses préjugés moraux, ni de son éducation politique. Mais il était instruit par les exemples, dont abonde l'histoire, des tyrannies asiatiques et grecques et des seigneuries italiennes de la Renaissance. Au contraire, dans la tradition des gouvernements conservateurs ou libéraux de l'Europe moderne, l'idée de l'État exclut tout recours à l'action illégale des masses prolétariennes quel que puisse être le péril à conjurer. On se demanda plus tard, en Allemagne, quelle eût été l'attitude de Stresemann s'il s'était trouvé dans la situation de Bauer. Soyons sûr que Stresemann eût considéré comme un procédé très incorrect l'appel de Bauer au prolétariat de Berlin.

Il faut se rendre compte, ici, que son éducation marxiste amenait logiquement Bauer à ne point avoir de scrupules sur le choix des moyens pour combattre une tentative révolutionnaire. L'idée d'employer la grève générale comme une arme légale des gouvernements démocratiques, pour défendre l'État contre un coup de main militariste ou communiste, ne pouvait être étrangère à un homme élevé à l'école de Marx. Bauer a été le premier à appliquer un des principes fondamentaux du marxisme à la défense d'un État bourgeois. Son exemple a une grande importance dans l'histoire des révolutions de notre temps.

Le 17 mars, lorsque Kapp annonça qu'il abandonnait le pouvoir parce que « la situation extrêmement grave, dans laquelle se trouvait l'Allemagne, imposait l'union de tous les partis et de tous les citoyens pour faire front au danger d'une révolution communiste », la confiance que le peuple allemand avait eue en Bauer pendant ces cinq journées de gouvernement illégal fût place à l'inquiétude et à la crainte. Le Parti Socialiste avait perdu le contrôle de la grève générale ; et les vrais maîtres de la situation, c'étaient les communistes. Dans quelques faubourgs de Berlin, on avait proclamé la République rouge. Des Conseils Ouvriers se formaient un peu partout, dans toute l'Allemagne. En axe et dans la Ruhr, la grève générale n'avait été que le prélude de la révolte. La Reichswehr rencontrait une véritable armée communiste, pourvue de mitrailleuses et de canons. Qu'allait faire Bauer ? La grève générale avait renversé Kapp, la guerre civile allait-elle emporter Bauer ?

Devant la nécessité de réprimer par la force une révolte ouvrière, l'éducation marxiste devenait le point faible de Bauer. « L'insurrection est un art », affirmait Karl Marx. Mais c'est l'art de s'emparer du pouvoir, et non de le défendre.

L'objectif de la stratégie révolutionnaire de Marx est la conquête de l'État ; son instrument, la lutte de classe. Pour rester au pouvoir, Lénine a dû bouleverser quelques-uns des principes fondamentaux du marxisme. C'est là ce que constate Zinovieff quand il écrit : « Maintenant, le véritable Marx est impossible sans Lénine. » Entre les mains de Bauer la grève générale avait été une arme pour défendre le Reich contre Kapp ; pour défendre le Reich contre l'insurrection prolétarienne, il fallait la Reichswehr. Les troupes de von Luttwitz, qui s'étaient montrées impuissantes devant la grève générale, auraient eu facilement raison de la révolte communiste : mais Kapp avait quitté le pouvoir juste au moment où le prolétariat lui offrait l'occasion d'affronter la lutte sur son propre terrain. Une telle faute, de la part d'un réactionnaire comme Kapp, est incompréhensible et injustifiable. De la part d'un marxiste comme Bauer, l'erreur de ne pas comprendre que la Reichswehr, à ce moment-là, était la seule arme efficace contre l'insurrection prolétarienne, est justifiable à tous égards. Après de vaines tentatives en vue d'un accord avec les chefs de la révolte communiste, Bauer remit le pouvoir à Müller. Triste fin, pour un homme d'une honnêteté et d'une médiocrité aussi audacieuses.

L'Europe libérale et catilinaire avait encore beaucoup à apprendre de Lénine et de Bauer.

V

BONAPARTE, OU LE PREMIER COUP D'ÉTAT MODERNE

Que serait-il arrivé le 18 Brumaire, si Bonaparte avait trouvé en face de lui un homme comme Bauer ? Ce rapprochement entre Bonaparte et l'honnête chancelier du Reich ouvre des perspectives. Bauer, assurément, n'a rien d'un héros de Plutarque : c'est un bon Allemand de la classe moyenne, chez qui l'éducation marxiste a étouffé tout sentimentalisme. Les ressources de sa médiocrité sont inépuisables. Quel triste destin, pour un homme de vertus aussi ordinaires, d'avoir rencontré Kapp, héros commun et malheureux ! Bauer est le rival que méritait Bonaparte, l'homme qu'il eût fallu, le 18 Brumaire, pour affronter le vainqueur d'Arcole. Bonaparte eût enfin trouvé un adversaire indigne de lui.

Mais Bauer, dira-t-on, est un homme moderne, un Allemand de Versailles et de Weimar, un Européen de notre temps, et Bonaparte un Européen du XVIII^e siècle, un Français qui avait vingt ans en 1789 : comment concevoir ce qu'aurait fait Bauer le 18 Brumaire, pour empêcher le coup d'État ? Bonaparte n'était pas Kapp, et la situation de Paris en 1789 était extrêmement différente de celle de Berlin en 1920. Bauer n'aurait pu employer contre Bonaparte la tactique de la grève générale. Étant donnée l'organisation sociale et technique de l'époque, les conditions indispensables, pour qu'une grève pût empêcher le coup d'État, faisaient défaut. La question de savoir quelle eût été la tactique de Bauer le 18 Brumaire et quel rapport il peut y avoir entre Bonaparte et le chancelier du Reich est toutefois beaucoup plus intéressante qu'on ne pourrait le croire.

Bonaparte n'est pas seulement un Français du XVIII^e siècle, c'est surtout un homme moderne, beaucoup plus moderne, assurément, que Kapp. Le rapport entre sa mentalité et celle de Bauer, c'est le rapport qu'il y a entre la conception de la légalité d'un Primo de Rivera ou d'un Pilsudski, c'est-à-dire de n'importe quel général moderne, disposé à s'emparer du pouvoir, et la conception de la légalité de n'importe quel ministre petit-bourgeois de notre époque, prêt à défendre l'État par tous les moyens. Pour qu'un rapport de la sorte ne paraisse pas arbitraire, il faut considérer que l'opposition entre la conception classique et la conception moderne de l'art de saisir le pouvoir se révèle pour la première fois chez Bonaparte, et que le 18 Brumaire est le premier coup d'État où l'on voit se poser les problèmes de la tactique révolutionnaire moderne. Les erreurs, les

entêtements, les hésitations de Bonaparte, sont ceux d'un homme du XVIII^e siècle, obligé de résoudre des problèmes nouveaux et délicats, qui se présentent sous cette forme-là pour la première fois, et dans une circonstance extraordinaire, c'est-à-dire les problèmes relatifs à la nature complexe de l'État moderne. La plus grave de ses erreurs, celle d'avoir fondé le plan du 18 Brumaire sur le respect de la légalité et sur le mécanisme de la procédure parlementaire, révèle chez Bonaparte une perception si fine de quelques-uns des problèmes actuels de l'État, une inquiétude si intelligente en face du danger de la multiplicité et de la fragilité des rapports entre l'État et le citoyen, qu'elles font de lui un homme absolument moderne, un Européen de notre temps. En dépit de ses erreurs de conception et d'exécution, le 18 Brumaire reste le modèle du coup d'État parlementaire. Son caractère actuel consiste précisément en ceci que, dans l'Europe moderne, nul coup d'État parlementaire ne saurait avoir lieu qu'avec les mêmes erreurs de conception et d'exécution. C'est là ce qui nous ramène à Bauer, à Primo de Rivera et à Pilsudski.

Dans les plaines de Lombardie, Bonaparte se préparait à s'emparer du pouvoir en étudiant dans les classiques l'exemple de Sylla, de Catilina et de César. Exemples illustres, mais inutiles. La conjuration de Catilina ne pouvait avoir, pour Bonaparte, un intérêt particulier. Au fond, Catilina est un héros manqué, un politicien séditieux, ayant trop de scrupules et pas assez d'audace. Mais quel extraordinaire Préfet de Police, ce Cicéron ! Avec quelle habileté il était parvenu à faire tomber dans le filet Catilina et ses complices ! Avec quel cynisme violent il avait mené contre les conjurés ce qu'on appellerait aujourd'hui une campagne de presse ! Comme il avait su mettre à profit toutes les erreurs de l'adversaire, toutes les entraves de la procédure, tous les guets-apens, toutes les lâchetés, toutes les ambitions, tous les bas instincts des nobles et de la plèbe ! Bonaparte affichait alors assez volontiers un grand mépris des méthodes de police. A ses yeux, ce pauvre Catilina n'était qu'un séditieux plein d'imprudence, un entêté sans volonté, rempli de bonnes résolutions et de mauvaises intentions, un révolutionnaire perpétuellement indécis quant à l'heure, au lieu et aux moyens, incapable de descendre dans la rue au bon moment, un communard hésitant entre la barricade et la conjuration, perdant un temps précieux à écouter le *quousque tandem* de Cicéron et à organiser la campagne électorale contre le *bloc national*, une manière d'Hamlet calomnié, victime des intrigues d'un avocat célèbre et des embûches de la police. Mais ce Cicéron, quel homme inutile et nécessaire ! On pourrait dire de lui ce que Voltaire disait des Jésuites : « Pour que les Jésuites soient utiles, il faut les empêcher d'être nécessaires. » Bien que Bonaparte méprise les méthodes de police, bien que l'idée d'un coup de main organisé par

la police lui répugne autant qu'une brutale révolution de caserne, l'habileté de Cicéron le préoccupe. Peut-être bien qu'un homme semblable pourrait lui être utile un jour : sait-on jamais ? Le Dieu du Hasard a deux faces comme Janus : il a la face de Cicéron et la face de Catilina.

Bonaparte, comme tous ceux qui se préparent à s'emparer du pouvoir par la violence, craint de paraître, aux yeux des Français, une manière de Catilina, un homme acceptant tout pour réussir dans ses projets séditieux, l'âme noire d'une conjuration sombre, un téméraire ambitieux capable de tous les excès, un criminel prêt au saccage, au massacre et à l'incendie, décidé à vaincre à tout prix, dût-il périr, avec ses ennemis, sous les ruines de sa patrie. Il sait bien que la figure de Catilina n'est pas telle que la légende et la calomnie l'ont créée, il sait bien que les accusations de Cicéron ne sont pas fondées, que les *Catilinaires* ne sont qu'un tissu de mensonges, que, juridiquement, le procès intenté à Catilina est un crime, qu'en réalité ce criminel, ce sombre trameur de complots n'était qu'un politicien médiocre, un homme inhabile à la manœuvre, un entêté irrésolu dont la police n'eut pas de peine à se débarrasser avec quelques espions et quelques agents provocateurs. Bonaparte sait bien que le plus grand tort de Catilina, c'est d'avoir perdu la partie, d'avoir fait savoir à tout le monde qu'il préparait, dans le plus grand secret, un coup d'État, sans avoir réussi à conduire l'entreprise à terme. Au moins, s'il avait eu le courage d'essayer le coup ! On ne saurait dire que les occasions lui aient manqué : la situation intérieure était telle que le gouvernement eût été impuissant à briser une tentative révolutionnaire. Ce n'est pas tout à fait la faute de Cicéron si quelques discours et quelques mesures de police ont suffi à sauver la République d'un aussi grave danger. Au fond, Catilina a fini aussi bien que possible, puisqu'il est mort sur un champ de bataille, en patricien de grand nom et en soldat courageux qu'il était. Mais Bonaparte n'a pas tort non plus s'il pense qu'il n'était pas nécessaire de faire tant de tapage, de se compromettre à tel point et d'amener tant de malheurs, pour se sauver au bon moment dans les montagnes, afin d'y trouver une mort digne d'un Romain. A son avis Catilina aurait pu mieux finir.

Les entreprises de Sylla et de Jules César étaient celles qui offraient le plus à Bonaparte matière à réflexion sur son propre destin : c'étaient les plus proches de son génie, et aussi de l'esprit de son temps. La pensée qui le conduira dans la préparation et dans l'exécution du coup d'État du 18 Brumaire n'était pas encore mûre en lui. L'art de conquérir le pouvoir lui paraissait un art essentiellement militaire : la stratégie et la tactique de la guerre appliquées à la lutte politique, l'art de manœuvrer les armées sur le terrain des compétitions civiles.

Dans leur plan stratégique pour la conquête de Rome, ce n'est pas le génie politique de Sylla et de Jules César qui se révèle, c'est leur génie militaire. Les difficultés qu'ils doivent vaincre pour s'emparer de Rome sont des difficultés d'un ordre exclusivement militaire. Ils ont à combattre des armées, non des assemblées. C'est une erreur que de considérer le débarquement de Brindes et le passage du Rubicon comme les actes initiaux d'un coup d'État : ce sont des actes d'un caractère stratégique, non point d'un caractère politique. Qu'ils s'appellent Sylla ou César, Hannibal ou Bélisaire, l'objectif de leurs armées est la conquête d'une ville : c'est un objectif stratégique. Leur conduite est celle de grands capitaines pour qui l'art de la guerre n'a pas de secrets. Chez Sylla comme chez César, il est clair que le génie militaire est très supérieur au génie politique. On pourra observer que, dans leurs campagnes, qu'elles commencent par le débarquement de Brindes ou par le passage du Rubicon, ils n'obéissent pas seulement à une conception stratégique : qu'il y a un sous-entendu politique dans chacun des mouvements de leurs légions. Mais l'art de la guerre est un art plein de sous-entendus et d'intentions lointaines. Tout capitaine, Turenne, Charles XII ou Foch, est l'instrument de la politique de l'État : c'est aux intérêts politiques de l'État qu'obéit sa stratégie. La guerre a toujours des fins politiques : elle n'est qu'un aspect de la politique de l'État. L'histoire ne présente pas d'exemple d'un capitaine ayant fait de l'art pour l'art, la guerre pour la guerre. Il n'y a pas de dilettantes parmi les capitaines grands ou petits, pas même parmi les condottieres. Le mot de Giovanni Acuto, condottiere anglais au service de la République de Florence, « on fait la guerre pour vivre et non pas pour mourir », n'est ni la boutade d'un dilettante, ni la devise d'un mercenaire. Il exprime la plus haute justification de la guerre, et sa morale. Il pourrait être la devise de César, de Frédéric, de Nelson, de Bonaparte.

Il est naturel qu'en poussant leurs armées à la conquête de Rome, Sylla et César aient eu un objectif politique. Mais il faut rendre à César ce qui est à César, et à Sylla ce qui est à Sylla. Ils n'ont pas fait un coup d'État. Une conjuration de palais ressemble beaucoup plus à un coup d'État que les fameuses campagnes grâce auxquelles les deux grands capitaines se sont emparés de la République. Sylla a mis un an à s'ouvrir par les armes la route de Brindes à Rome, c'est-à-dire à conduire à bon terme la tentative révolutionnaire commencée à Brindes. C'est trop de temps pour un coup d'État. Mais l'art de la guerre, on le sait, a ses règles et ses exceptions ; c'est à elles qu'obéissait Sylla et à elles seules. Pour les règles et les exceptions de la politique, Sylla et César n'ont commencé à leur obéir qu'après leur entrée à Rome, et plus aux exceptions qu'aux règles, comme il est dans la nature et dans les mœurs des capitaines, quand ils se mettent à

donner de nouvelles lois et un nouvel ordre aux villes conquises.

Dans les plaines de Lombardie, pendant cette année 1797 si riche de possibilités pour tout général sans scrupules et plus audacieux qu'ambitieux, Bonaparte doit avoir commencé de penser que l'exemple de Sylla et de César pouvait lui être fatal. Au fond, entre l'erreur de Hoche, qui avait imprudemment accepté de se mettre au service du Directoire pour tenter un coup d'État, et l'exemple de Sylla et de César, c'était l'erreur de Hoche qui lui paraissait la moins dangereuse. Dans sa proclamation du 14 juillet aux soldats d'Italie, Bonaparte avisait le Club de Clichy que l'armée était prête à passer les Alpes et à marcher sur Paris pour protéger la Constitution, défendre la liberté, le gouvernement et les républicains. Dans ses paroles, on sent plutôt la préoccupation de ne pas se laisser prévenir par l'impatience de Hoche que la fièvre secrète d'égaliser César. Garder l'amitié du Directoire sans se jeter trop ouvertement de son côté, voilà le problème de l'année 1797. Deux ans plus tard, la veille du 18 Brumaire, le problème sera de garder l'amitié du Directoire, et de ne pas se ranger trop ouvertement au nombre de ses adversaires.

Dès l'année 1797, l'idée commence à se faire jour dans son esprit que l'instrument du coup d'État doit être l'armée, mais que cet instrument doit paraître obéir aux lois, que son action doit garder toutes les apparences de la légalité. C'est cette préoccupation de la légalité qui révèle chez Bonaparte la formation d'une conception du coup d'État différente des exemples classiques, illustres et dangereux exemples.

Parmi les nombreux personnages du 18 Brumaire, celui qui est le moins à sa place c'est Bonaparte. Depuis son retour d'Égypte, il ne fait que s'agiter, s'exposer à l'admiration, à la haine, au ridicule et au soupçon : il ne fait que se compromettre inutilement. Ses gaffes commencent à préoccuper Siéyès et Talleyrand. Que veut Bonaparte ? Qu'il laisse les autres agir ! Siéyès et Lucien Bonaparte s'occupent de tout, pourvoient à tout : l'affaire est réglée dans ses plus minutieux détails. Siéyès, pointilleux et méticuleux, pense qu'un coup d'État ne s'improvise pas en un jour : le danger qu'il faut éviter, c'est l'impatience de Bonaparte (et son goût pour la rhétorique, ajoute Talleyrand). Il ne s'agit plus ni de César ni de Cromwell, il s'agit simplement de Bonaparte. Si l'on veut que les apparences de la légalité soient sauvées, si l'on veut que le coup d'État n'ait l'air ni d'une révolution de caserne, ni d'un complot organisé par la police, mais d'une révolution parlementaire faite avec la complicité des Anciens et des Cinq Cents, réglée par une procédure délicate et tortueuse, il est nécessaire

que Bonaparte ne persiste pas dans certaines attitudes. Un général victorieux, qui se prépare à s'emparer du pouvoir, ne doit ni quêter les applaudissements, ni perdre de temps en intrigues. Siéyès a tout prévu et tout organisé : il a même appris à monter à cheval, dans l'éventualité d'un triomphe ou d'une fuite. En attendant, Lucien Bonaparte, élu Président du Conseil des Cinq Cents, propose la nomination de quatre inspecteurs de la salle du Conseil, dont il s'est assuré la complicité. Lors d'une révolution parlementaire, les huissiers même ont beaucoup d'importance. Les inspecteurs de la salle du Conseil des Anciens sont dans les mains de Siéyès. Pour justifier la convocation des Conseils en dehors de Paris, à Saint-Cloud, il faut un prétexte : un complot, une conjuration jacobine, un danger public. Le président Siéyès met en jeu la machine policière et le prétexte est créé : la police ourdit la terrible conjuration jacobine qui met officiellement la République en danger. Les Conseils vont pouvoir tranquillement se réunir à Saint-Cloud. Tout est conforme au plan tracé d'avance.

Bonaparte s'est mis au pas des autres : ses attitudes sont plus réservées, sa diplomatie moins naïve, son optimisme plus prudent. Il se persuade petit à petit qu'il est devenu le *deus ex machina* de toute l'intrigue, et cette conviction suffit à lui donner l'absolue certitude que tout ira comme il le veut. Ce sont pourtant les autres qui le guident à travers les intrigues : c'est Siéyès qui le conduit par la main dans le labyrinthe. Bonaparte est encore un soldat, rien qu'un soldat ; son génie politique ne se révélera qu'après le 18 Brumaire. Tous ces grands capitaines, qu'ils s'appellent Sylla, César ou Bonaparte, pendant la préparation et l'exécution de leur coup d'État, ne sont que de purs militaires : plus ils s'efforcent de rester dans la légalité, de manifester un respect loyal de la « res publica », plus leurs actes sont illégaux, plus leur profond mépris de la « res publica » se révèle. Chaque fois qu'ils descendent de cheval pour s'engager sur le terrain politique, ils oublient d'ôter leurs éperons. Lucien Bonaparte, qui observe son frère, surveille ses gestes épié ses plus secrètes pensées, avec un sourire où il y a déjà comme un avant-goût de rancune, se sent dorénavant plus sûr de son frère que de lui-même. Tout est prêt. Qui pourrait faire dévier le cours des événements, quelle force pourrait s'opposer au coup d'État ?

Le plan de Bonaparte s'appuie sur une erreur fondamentale : le respect de la légalité. Siéyès, au début, s'était montré opposé au maintien de l'action dans les limites de la légalité : il fallait laisser de la marge aux cas imprévus, dans lesquels la violence révolutionnaire a beau jeu. Les passages obligatoires sont toujours dangereux. Un coup d'État légal paraissait une absurdité à ce théoricien

de la légalité. Mais Bonaparte est inébranlable : il sacrifie même la prudence au respect de la légalité. Dans la nuit du 17 au 18 Brumaire, quand Siéyès l'avertit que les faubourgs s'agitent et que ce serait une bonne précaution que d'arrêter une vingtaine de députés, Bonaparte se refuse à commettre un acte illégal. C'est une révolte parlementaire qu'il veut : il entend s'emparer du pouvoir civil sans illégalité et sans violence. Fouché lui offrant ses services, il lui répond qu'il n'a pas besoin de la police. *Sancta simplicitas !* Il lui suffit du prestige, de la gloire de son nom.

Mais, sur le terrain de la légalité à tout prix, ce général impétueux, cet homme de guerre épris de rhétorique, ne sait pas évoluer. A peine se trouve-t-il devant le Conseil des Anciens, le matin du 18 Brumaire, qu'il oublie son rôle, celui de général victorieux venant mettre son épée au service des représentants de la nation. Il oublie qu'aux yeux des Anciens il ne doit pas se présenter comme un nouveau César, mais comme un défenseur de la Constitution menacée par le complot jacobin. Il ne doit pas être autre chose qu'un général chargé par le Conseil des Anciens d'assurer le transfert pacifique du Corps Législatif à Saint-Cloud. Il doit avoir la prudence de paraître jouer un rôle secondaire dans une comédie parlementaire, dont le personnage principal est le Corps Législatif.

Les paroles qu'il prononce, au milieu d'une escorte d'officiers chamarrés d'or et d'argent, devant cette assemblée de petits bourgeois à lunettes, tout intimidés, semblent inspirées par un Dieu jaloux de sa fortune. Tout le fond de rhétorique que la lecture mal digérée des entreprises d'Alexandre et de César a laissé en lui, monte à ses lèvres et lie sa langue : « Nous voulons la République, fondée sur la vraie liberté, sur la liberté civile, sur la représentation nationale : nous l'aurons, je le jure ! » Les officiers qui l'entourent répètent en chœur le serment. Les Anciens assistent à la scène, muets, pétrifiés. D'un moment à l'autre, de cette Assemblée domestiquée, un homme quelconque, un petit homme quelconque, peut se dresser contre Bonaparte au nom de la Liberté, de la République, de la Constitution, formules de rhétorique, grands mots devenus vides de sens, mais encore dangereux. Siéyès a prévu le danger, et, au cours de la nuit, les inspecteurs de la salle ont fait disparaître les avis de convocation destinés aux députés suspects. Mais Bonaparte doit se garder plus particulièrement des petits hommes insignifiants, dont Siéyès lui-même ne se méfie pas. Voici qu'un député, Garat, se lève et demande la parole : « Aucun de ces guerriers ne s'est engagé sur l'article de la Constitution. » Bonaparte pâlit, se retourne interdit. Mais le Président intervient à temps, interrompt Garat, et la séance est levée au cri de « Vive la République ! »

Au cours de la revue, devant les troupes alignées dans le jardin des Tuileries, Bonaparte se démasque. Après les fameuses paroles qu'il a adressées à Bottot à haute voix, en sortant de la salle du Conseil des Anciens, son discours aux soldats sonne comme un défi et comme une menace. Maintenant il est sûr de lui. Mais Fouché insiste sur la nécessité d'arrêter les députés les plus turbulents. Bonaparte se refuse à donner cet ordre : ce serait une erreur inutile, maintenant que tout est en bonne voie. Encore quelques formalités, et le coup est fait. Son optimisme révèle à quel point il est mal à sa place dans ce jeu dangereux. Le jour suivant, le 19 Brumaire, à Saint-Cloud, quand Siéyès lui-même s'aperçoit des erreurs commises et commence à avoir peur, Bonaparte continue à montrer un tel optimisme, une telle confiance en son prestige, un tel mépris pour les « avocats » du Corps Législatif, que Talleyrand ne sait s'il doit le juger naïf ou inconscient.

En concevant son plan, fondé sur les apparences de la légalité et sur le mécanisme de la procédure parlementaire, Siéyès n'a pas tenu compte des petits faits. Pour quelle raison les Conseils n'ont-ils pas été convoqués à Saint-Cloud le 18 au lieu du 19 Brumaire ? C'était une erreur de laisser à l'ennemi vingt-quatre heures pour étudier la situation et pour organiser la résistance. Pour quelle raison, le 19 à Saint-Cloud, les Anciens et les Cinq Cents n'ont-ils pas été réunis tout de suite à midi, mais à deux heures de l'après-midi seulement ? Pendant ces deux heures, les députés avaient la possibilité d'échanger des impressions, des idées, des projets, de se mettre d'accord sur l'action en commun qu'ils allaient opposer à toute tentative de fraude ou de violence. Les Cinq Cents se déclarent prêts à tout : la vue des soldats qui les entourent de toutes parts les exaspère. Ils s'agitent furieusement dans les allées et dans les cours, ils s'interrogent à haute voix : pourquoi ne sommes-nous pas restés à Paris ? qui a inventé l'histoire de la conjuration ? les noms ! les preuves ! Siéyès a oublié de fabriquer les preuves de la conjuration jacobine ; il regarde autour de lui, s'aperçoit que beaucoup sourient, que beaucoup pâlisent, et commence à comprendre que la situation n'est pas claire, que tout peut dépendre d'un mot, d'un geste. Ah ! s'il avait écouté Fouché ! Mais il est trop tard maintenant, il faut s'en remettre au hasard : il n'y a pas autre chose à faire. Comme tactique révolutionnaire, c'est une tactique originale.

A deux heures, réunion du Conseil des Anciens. Le plan de Siéyès est compromis dès le début. Ces petits bourgeois habituellement si calmes semblent en proie à une fureur sacrée : heureusement qu'aucun d'eux ne saurait prendre la parole au milieu du tumulte. Mais à l'Orangerie, où sont réunis les Cinq Cents,

c'est par une tempête d'invectives, d'accusations et de menaces qu'est accueilli le président Lucien Bonaparte. Tout est perdu, pense Siéyès, qui pâlit et se rapproche de la porte à cette clameur imprévue. En prévision d'une fuite, une voiture l'attend à la lisière du parc. Une voiture est plus commode et plus sûre qu'un cheval. Dans la préparation de son coup d'État, un homme aussi prévoyant ne pouvait négliger ce détail. Siéyès, du reste, n'est pas le seul à se sentir mal à l'aise, dans ces salons du premier étage où Bonaparte et ses complices attendent impatiemment l'heure du vote. Si les Anciens n'approuvent pas le décret dissolvant les Conseils, s'ils nomment trois consuls provisoires et décident la réforme de la Constitution, que va faire Bonaparte ? Que prévoit, dans ce cas, le plan révolutionnaire réglé par Siéyès dans ses plus minutieux détails ? Siéyès n'a prévu que la fuite en voiture.

Jusque-là, la conduite de Bonaparte, préoccupé par-dessus tout de sauver l'apparence de la légalité pour rester sur le terrain de la procédure parlementaire, a été, peut-on dire, pour employer une expression moderne, celle d'un libéral. De ce point de vue, Bonaparte est un chef d'école. Tous les militaires qui ont essayé après lui de s'emparer du pouvoir civil ont été fidèles à cette règle de libéralisme jusqu'au dernier moment, c'est-à-dire jusqu'au moment où il faut en venir à la violence. Il faut toujours se méfier, et particulièrement aujourd'hui, du libéralisme des militaires.

Dès qu'il s'aperçoit que l'opposition des Anciens et des Cinq Cents a définitivement compromis le plan de Siéyès, Bonaparte se décide à forcer par sa présence l'opposition parlementaire. Il s'agit encore là d'une forme de libéralisme (un libéralisme de militaire, cela se conçoit), d'une manière de violence libérale. A la vue de Bonaparte, le tumulte s'apaise dans la salle des Anciens. Mais ce César, ce Cromwell, la rhétorique le trahit encore une fois. Son discours, qu'accueille tout d'abord un respectueux silence, suscite peu à peu un murmure de désapprobation. A ces mots « si je suis un perfide, soyez tous des Brutus », quelques éclats de rire se font entendre au fond de la salle. L'orateur s'embrouille, s'interrompt, balbutie, reprend d'une voix stridente : « Souvenez-vous que je marche accompagné du Dieu de la guerre et du Dieu de la fortune. » Les députés s'agitent, s'attroupent autour de la tribune. Tout le monde rit. « Général, vous ne savez plus ce que vous dites », murmure à l'oreille de Bonaparte son fidèle Bourienne, et il l'empoigne par le bras. Bonaparte le suit : il abandonne la salle.

Quelques instants plus tard, quand il franchit le seuil de l'Orangerie, escorté par

quatre grenadiers et quelques officiers, les Cinq Cents l'accueillent par une clameur furieuse : « Hors-la-loi ! A bas le tyran ! », se jettent sur lui, l'accablent d'insultes et le frappent. Les quatre grenadiers se serrent autour de lui pour le protéger des coups, les officiers s'efforcent de le soustraire au tumulte ; enfin, Gardanne le prend à bras tendus et réussit à l'emporter dehors. Il ne reste plus que la fuite, pense Siéyès, ou la violence, dit Bonaparte aux siens. Dans la salle des Cinq Cents, le décret de proscription est mis aux voix. Dans quelques minutes, ce César, ce Cromwell, sera « hors la loi ». C'est la fin. Bonaparte saute à cheval et se présente aux troupes. « Aux armes ! » crie-t-il. Les soldats l'acclament, mais ne bougent pas. C'est la scène la plus typique de ces deux fameuses journées. Le visage défait, tremblant de colère, Bonaparte regarde autour de lui. Le héros d'Arcole n'arrive pas à mettre en branle un bataillon. Si Lucien n'était pas arrivé à ce moment, tout était perdu. C'est Lucien qui secoue les soldats, emporte la situation. C'est Murât qui dégaine son sabre, fait battre la charge, entraîne les grenadiers contre les Cinq Cents.

« Général Bonaparte, cela n'est pas correct », dira plus tard Montrou, se rappelant la pâleur de ce César, de ce Cromwell. Montrou, que Rœderer appelle un Talleyrand à cheval, gardera toute sa vie la conviction que ce héros de Plutarque, à Saint-Cloud, a connu un moment de peur, et que l'homme le plus obscur de France, un des « avocats » du Corps Législatif, un petit homme quelconque, aurait pu sans danger, pendant ces deux fameuses journées, d'un seul geste, d'un seul mot, balayer le destin de Bonaparte, et sauver la République.

Un historien a dit : « Jamais coup d'État plus mal conçu ne fut plus mal conduit. » Fondé sur le respect de la légalité et sur le mécanisme de la procédure parlementaire, le plan du 18 Brumaire aurait échoué sans aucun doute, si les Anciens et les Cinq Cents avaient su profiter de l'erreur de Siéyès. Une tactique offensive, qui s'appuie sur les lenteurs de la procédure parlementaire, ne peut conduire qu'à un échec. Si les Conseils, avec leur menace du décret de proscription, n'avaient pas mis Bonaparte dans la nécessité de couper court, d'abandonner le terrain de la légalité et de recourir à la violence, le coup d'État se serait enlisé dans la procédure parlementaire. La tactique offensive des Conseils devait consister à gagner du temps, à faire traîner les choses en longueur. L'après-midi du 19 Brumaire, à Saint-Cloud, Siéyès avait enfin compris son erreur. Le temps travaillait pour le Corps Législatif. Sur quel terrain manœuvrait Bonaparte ? Sur le terrain de la procédure. Quelle était la force du Corps Législatif ? La procédure. Quelle est la force de la procédure

parlementaire ? La lenteur. Deux heures de plus et les séances des Conseils seraient remises au lendemain. Le coup d'État, qui venait déjà de perdre vingt-quatre heures, subirait un nouveau retard. Le jour suivant, le 20 Brumaire, à la réouverture des séances du Corps Législatif, la situation de Bonaparte serait bien différente.

Siéyès s'en rendait compte. Dans son plan révolutionnaire, les Conseils étaient les instruments du coup d'État. Bonaparte ne pouvait s'en passer : ils lui étaient indispensables. Il fallait faire vite, empêcher la remise des séances, conjurer le danger d'une lutte ouverte entre le Corps Législatif et Bonaparte, entre la Constitution et le coup d'État : mais par quels moyens ? Le plan de Siéyès et la logique de Bonaparte excluaient la violence. Pourtant, il fallait couper court. Il était donc nécessaire d'avoir recours à la persuasion, d'entrer dans la salle des Conseils, de parler aux députés, d'essayer de forcer, par de bonnes manières, la procédure parlementaire. L'origine de l'étrange conduite de Bonaparte se trouve dans ce qu'on a appelé son libéralisme.

Heureusement pour lui, son attitude provoque l'erreur irréparable des Conseils, les violences contre sa personne, le décret de proscription. Les Anciens et les Cinq Cents n'ont pas compris que le secret de leur force, vis-à-vis de Bonaparte, c'est de faire traîner les choses en longueur, de ne pas relever les provocations, de se fier aux lenteurs de la procédure. Dans tous les coups d'État, la tactique des catilinaires est de brusquer les choses, celle des défenseurs de l'État de gagner du temps. L'erreur des Conseils a mis Bonaparte au pied du mur : la fuite ou la violence. Les « avocats » du Corps Législatif lui ont donné, sans le vouloir, une leçon de tactique révolutionnaire.

VI

PRIMO DE RIVERA ET PILSUDSKI : UN COURTISAN ET UN GÉNÉRAL SOCIALISTE

L'exemple de Bonaparte, qui se sert de l'armée comme d'un instrument légal pour résoudre, sur le terrain de la procédure parlementaire, le problème de la conquête de l'État, exerce encore une grande suggestion sur tous ceux qui prétendent, comme Kapp, Primo de Rivera et Pilsudski, concilier l'emploi de la violence et le respect de la légalité, et veulent accomplir par la force des armes une révolution parlementaire. La tactique du 18 Brumaire n'est pas celle d'une sédition militaire. Ce qui la caractérise, c'est la préoccupation de rester dans la légalité, et cette préoccupation constitue l'élément nouveau apporté par Bonaparte dans la technique du coup d'État. Cette préoccupation toute moderne, on la reconnaît dans les entreprises de Kapp, de Primo de Rivera et de Pilsudski. C'est ce qui rend actuel le 18 Brumaire, et fait de la tactique bonapartiste une des menaces les plus immédiates pour les États parlementaires. Quelle est l'illusion de Kapp ? L'illusion d'être le Siéyès de von Luttwitz, et de réaliser un coup d'État parlementaire. A quoi pense Ludendorff, en 1923, quand il s'allie avec Hitler et Kahr pour marcher sur Berlin ? Au 18 Brumaire. Quel est son but stratégique ? Le même que celui de Kapp : le Reichstag, la Constitution de Weimar. Primo de Rivera et Pilsudski, de même : l'un vise les Cortès, l'autre la Diète. Et il n'est pas jusqu'à Lénine lui-même, qui dans une première période, au cours de l'été 1917, n'ait commencé de glisser sur la pente de la tactique bonapartiste. Parmi les raisons qui expliquent l'échec de la tactique insurrectionnelle de Juillet 1917, la plus grave est que le Comité Central du Parti bolchévique et Lénine lui-même étaient opposés à une insurrection après les premiers Congrès des Soviets. Ils n'avaient d'autre but qu'un objectif parlementaire : conquérir la majorité au sein des Soviets. Jusqu'à la veille du coup d'État, la seule préoccupation de Lénine, réfugié en Finlande après les journées de Juillet, est de s'assurer la majorité au second Congrès des Soviets, qui doit se réunir en octobre. Tacticien médiocre, il prétend à la sécurité du côté parlementaire avant de donner le signal de l'insurrection. « Comme Danton et comme Cromwell, observe Lounatcharski, Lénine est un opportuniste de génie. »

La règle fondamentale de la tactique bonapartiste, dominée par l'opportunisme

le plus formel, c'est le choix du terrain parlementaire comme le plus propre à concilier l'emploi de la violence et le respect de la légalité. Telle est la caractéristique du 18 brumaire. Kapp, Primo de Rivera, Pilsudski et, sous certains rapports, Hitler lui-même, sont des hommes d'ordre, des réactionnaires, qui se proposent de s'emparer du pouvoir afin d'accroître leur prestige, leur force et leur autorité, et qui se préoccupent de justifier leur attitude séditionnaire en se proclamant non pas des ennemis, mais des serviteurs de l'État. Ce qu'ils redoutent le plus, c'est d'être déclarés hors la loi. L'exemple de Bonaparte, qui pâlit à la nouvelle qu'il a été mis hors la loi, est pour quelque chose dans les préoccupations qui hantent leur conduite. Leur but tactique est le Parlement ; c'est à travers le Parlement qu'ils veulent conquérir l'État. Seul, le pouvoir législatif, si favorable au jeu des compromis et des complicités, peut les aider à insérer le fait accompli dans l'ordre constitué par une greffe de la violence révolutionnaire sur la légalité constitutionnelle.

Où le Parlement accepte le fait accompli et le légalise formellement, en transformant le coup d'État en un changement de ministère, ou les catilinaires dissolvent le Parlement et chargent une nouvelle Assemblée de légaliser la violence révolutionnaire. Mais le Parlement qui accepte de légaliser le coup d'État ne fait que décréter sa propre fin. Il n'y a pas d'exemple, dans l'histoire des révolutions, d'une Assemblée qui n'ait pas été la première victime de la violence révolutionnaire légalisée par elle. Pour accroître le prestige, la force et l'autorité de l'État, la logique bonapartiste ne conçoit que la réforme de la Constitution et la limitation des prérogatives parlementaires. La seule garantie de légalité, pour le coup d'État bonapartiste, consiste en une réforme constitutionnelle limitant les libertés publiques et les droits du Parlement. La liberté : voilà l'ennemi.

La tactique bonapartiste est obligée de rester, à tout prix, sur le terrain de la légalité. Elle ne prévoit l'emploi de la violence que pour se maintenir sur ce terrain ou pour y faire retour si on l'a forcée à s'en éloigner. Que fait Bonaparte, le Bonaparte légal du 18 Brumaire, quand il apprend que les Cinq Cents l'ont déclaré « hors-la-loi » ? Il a recours à la violence : il ordonne aux soldats de faire évacuer l'Orangerie ; il chasse et disperse les représentants de la Nation. Mais quelques heures plus tard, Lucien Bonaparte, Président du Conseil des Cinq Cents, se hâte de rattraper quelques dizaines de députés, réunit à nouveau le Conseil et s'emploie à faire légaliser le coup d'État par ce simulacre d'Assemblée. La tactique du 18 Brumaire ne peut être appliquée que sur le terrain parlementaire. L'existence du Parlement est la condition indispensable du

coup d'État bonapartiste. Dans une Monarchie absolue, on ne saurait concevoir que les conjurations de palais ou les séditions militaires.

Primo de Rivera et Pilsudski, bien que leurs partisans aient fait d'eux (c'est le sort de tous les dictateurs), une manière de héros de Plutarque, auraient sans doute rencontré des difficultés bien plus graves si les Cortès et la Diète avaient été la Chambre des Communes ou le Palais-Bourbon. Mais le succès de leur coup de force ne provient pas du fait que les Cortès et la Diète n'étaient pas la Chambre des Communes ou le Palais-Bourbon et qu'il n'y avait pas, dans l'Espagne de 1923 et dans la Pologne de 1926, une démocratie parlementaire capable de défendre les libertés publiques. Parmi les dangers auxquels est exposé l'État moderne, un des plus graves est la vulnérabilité des Parlements. Tous les Parlements, sans exception, sont plus ou moins vulnérables. L'erreur des démocraties parlementaires, c'est leur excessive confiance dans les conquêtes de la liberté, alors que rien n'est plus fragile dans l'Europe moderne. C'est une dangereuse illusion que de croire que le Parlement soit la meilleure défense de l'État contre une tentative bonapartiste, et qu'on puisse défendre la liberté par l'exercice de la liberté même, et par des mesures de police. C'est ce que pensaient les députés des Cortès et de la Diète jusqu'à la veille des coups d'État de Primo de Rivera et de Pilsudski.

Parmi les héros dont Plutarque nous raconte les vies exemplaires, les gentilshommes sont assez rares. Telle est peut-être la raison qui s'oppose à ce que Primo de Rivera, gentilhomme et général, prenne dans l'histoire l'allure d'un héros de Plutarque. Dans la malheureuse aventure de cette sorte de dictateur, rien de plus triste que sa loyauté et que sa bonne foi. On a tort de lui reprocher de n'avoir mis au service de son pays qu'une intelligence médiocre. On devrait bien plutôt lui reprocher d'avoir mis sa noblesse d'âme au service du Roi. Les dictateurs doivent se méfier, tout comme Metternich, des rois constitutionnels.

La complicité du Roi est l'élément le plus intéressant – peut-être même le seul élément intéressant – de la dictature espagnole. Sans la complicité séditeuse d'Alphonse XIII, Primo de Rivera n'eût pu s'emparer du pouvoir, dissoudre les Cortès, supprimer les libertés publiques, gouverner en marge de la Constitution. Le vrai *deus ex machina* du coup d'État, le seul responsable de la dictature, ce ne fut pas Primo de Rivera, ce fut le Roi. On a dit que de Rivera avait été le « Bonaparte malgré lui » de cette parodie du 18 Brumaire ; mais, dans cette triste comédie du coup d'État et de la dictature « au nom du Roi », Primo de Rivera

n'a joué qu'un rôle de « Mussolini malgré lui », au service de la politique personnelle d'un Roi séditieux. Dans une Monarchie constitutionnelle, il n'y a pas de place pour un dictateur ; il n'y a que les courtisans qui puissent se prêter à faire un coup d'État par esprit de cour-tisanerie. La complicité du Roi et de Primo de Rivera était moins un compromis entre la Constitution et la Dictature qu'un pacte équivoque entre un courtisan et son Roi. Primo de Rivera ne fut point un dictateur ; il ne fut qu'un courtisan. Cette complicité, dont les gages étaient les garanties constitutionnelles, les droits du Parlement, les libertés publiques, ne pouvait s'achever que par une trahison. Médiocre histoire que celle d'un Roi qui mêle la trahison à une complicité dans la conduite d'une entreprise dont u est seul responsable devant la Constitution et le peuple.

La leçon qui se dégage des événements Espagne n'est pas favorable aux dictatures « par ordre du Roi ». Pour justifier l'attitude d'Alphonse XIII envers son complice et pour expliquer l'avènement de la République, on a dit qu'au lieu de donner à l'Espagne un État fondé sur une « démocratie autoritaire », il ne lui avait donné qu'une dictature. Faut-il croire que Primo de Rivera n'a pas bien servi son Roi ? Sa dictature ne visait-elle donc pas à frapper les droits du Parlement et les libertés constitutionnelles, à créer un État fondé sur une « démocratie autoritaire » ? La suite des événements a prouvé que Primo de Rivera n'avait fait qu'obéir à la volonté du Roi, en bon serviteur de la Couronne. On ne saurait lui reprocher cette logique de la dictature, qu'un Roi constitutionnel ne devrait jamais oublier. C'est de cette logique qu'est née l'Espagne républicaine.

Parmi les coups d'État qui rappellent le 18 Brumaire, celui de Pilsudski, en mai 1926, est peut-être le plus intéressant. Pilsudski, que Lloyd George appelait, en 1920, un Bonaparte socialiste (Lloyd George n'a jamais eu de sympathie pour les généraux socialistes), a montré qu'il savait mettre Karl Marx au service de la dictature bourgeoise. C'est la complicité des masses de travailleurs qui constitue l'élément original du coup d'État de Pilsudski. Les exécuteurs de sa tactique insurrectionnelle, ce ne sont pas les ouvriers, mais les soldats des régiments mutinés. Ce sont les soldats qui occupent les ponts, les centrales électriques, la Citadelle, les casernes, les dépôts de vivres et de munitions, les carrefours, les gares de chemins de fer, les centraux téléphoniques et télégraphiques, les banques. Les masses ne prennent pas part à l'attaque des points stratégiques de Varsovie, défendus par les troupes fidèles au gouvernement de Witos, non plus qu'au siège du Belvédère, où le Président de la République et les Ministres se sont réfugiés. Les soldats constituent cette fois encore l'élément classique de la

tactique bonapartiste. Mais la grève générale, proclamée par le Parti Socialiste pour aider Pilsudski dans sa lutte contre la coalition de droite sur laquelle s'appuie Witos, est l'élément moderne de l'insurrection, celui qui donne une justification sociale à ce coup de force, à cette brutale sédition militaire. La complicité des ouvriers prête aux soldats de Pilsudski l'aspect de défenseurs de la liberté prolétarienne. C'est sur le terrain de la grève générale, grâce à la participation des masses de travailleurs à la tactique révolutionnaire, qu'on constate la transformation de cette révolte militaire en une insurrection populaire appuyée par une partie de l'armée. Pilsudski, simple général rebelle au commencement du coup d'État, devient ainsi une sorte de capitaine du peuple, de héros prolétarien, de Bonaparte socialiste, suivant l'expression de Lloyd George.

Mais la grève générale ne suffit pas à faire rentrer Pilsudski dans la légalité. Il a peur, lui aussi, d'être mis hors la loi. Au fond, ce général socialiste n'est qu'un catilinaire bourgeois préoccupé de concevoir et de réaliser les desseins les plus audacieux dans les limites de la morale civique et historique de son temps et de son peuple. C'est un factieux qui prétend bouleverser l'État sans être déclaré hors-la-loi. Dans sa haine de Witos, il ne lui reconnaît même pas le droit de défendre l'État. La résistance des troupes restées fidèles au gouvernement réveille en lui le Polonais de Lituanie, « fou et têtu ». Aux mitrailleuses, il oppose des mitrailleuses. C'est le Polonais de Lituanie qui empêche le général socialiste de rentrer dans la légalité, de profiter des circonstances pour réparer l'erreur commise au début. Car on ne commence pas un coup d'État parlementaire par une brutale expédition militaire. « Cela n'est pas correct », dirait Montron.

Pilsudski trouve un complice dans le parti socialiste, une force tactique dans la grève générale ; mais il lui faut s'assurer un allié en la personne du Maréchal de la Diète. C'est par l'intermédiaire de la Constitution que Pilsudski s'emparera de l'État. Tandis que la lutte se poursuit dans les faubourgs de Varsovie, pendant que le général Haller se dispose à venir de Posnanie au secours du gouvernement, dans le Belvédère assiégé, le Président de la République Wojtciekowski, et le Président du Conseil Witos, décident de remettre le pouvoir, conformément à la Constitution, entre les mains du Maréchal de la Diète. A partir de ce moment, le garant de la Constitution n'est plus le Président de la République : c'est le Maréchal de la Diète. Le coup d'État parlementaire ne fait que commencer : jusqu'à présent ce n'était encore qu'une révolte militaire aidée par une grève générale. Pilsudski dira, plus tard, que si Wojtciekowski et

Witos avaient attendu l'arrivée des troupes restées fidèles au gouvernement, sa tentative révolutionnaire aurait probablement échoué. C'est la décision hâtive du Président de la République et de Witos qui transforme l'insurrection en coup d'État parlementaire. Maintenant, c'est au Maréchal de la Diète de faire rentrer Pilsudski dans la légalité : « Je ne veux pas établir la dictature, déclare Pilsudski aussitôt qu'il sent sous ses pieds le terrain parlementaire : je me propose seulement d'agir selon la Constitution pour augmenter le prestige, la force et l'autorité de l'État. » Lui aussi, comme tous les catilinaires de droite qui s'emparent du pouvoir par la violence, n'a d'autre ambition que paraître un fidèle serviteur de l'État.

Et c'est en bon serviteur de l'État que Pilsudski fait son entrée à Varsovie, dans une voiture à quatre chevaux escortée d'un escadron de uhlands souriants. La foule qui fait la haie le long des trottoirs du Krakowskie Przedmiescie l'accueille aux cris de « Vive Pilsudski ! Vive la République ! » Le Maréchal de la Diète ne trouvera pas beaucoup de difficultés à s'accorder avec lui au sujet de la Constitution. « Maintenant que la Révolution est finie, pense ce personnage, on va pouvoir s'entendre. »

Mais le coup d'État parlementaire ne faisait que commencer. Aujourd'hui encore, après tous les événements qui ont fait de la Constitution l'instrument de la dictature, et de la Pologne démocratique et prolétarienne, complice généreuse de l'insurrection, l'ennemie du général socialiste, après tant de complicités, tant d'illusions perdues, Pilsudski n'a pas encore trouvé le moyen de concilier la violence et la légalité.

En 1920, le coup d'État parlementaire de Pilsudski n'en était qu'à ses débuts. Aujourd'hui, c'est un coup d'État qui n'a pas encore réussi.

VI

MUSSOLINI ET LE COUP D'ÉTAT FASCISTE

Pendant le coup d'État fasciste d'Octobre 1922, un heureux hasard m'a fait connaître Israël Zangwill, l'écrivain anglais qui n'a jamais voulu oublier, ni dans ses œuvres, ni dans sa vie, ses idées libérales et ses préjugés démocratiques. A son arrivée à Florence, il avait été arrêté, en sortant de la gare, par quelques chemises noires, à qui il avait refusé de montrer ses papiers d'identité. Israël Zangwill, ennemi juré de la violence et de l'illégalité, appartenait, en Angleterre, à l'*Union of democratic control*. Or les hommes armés qui occupaient la gare n'étaient ni des carabinieri, ni des soldats, ni des agents de police ; c'étaient des chemises noires, c'est-à-dire des individus qui n'avaient aucunement, d'après lui, le droit d'occuper la gare, et de lui demander ses papiers d'identité. Conduit au Fascio, place Mentana, près de l'Arno, dans le bâtiment où se trouvait auparavant le siège de la F. I. O. M. (Fédération italienne des ouvriers métallurgistes), organisation syndicale socialiste que les fascistes avaient dissoute par la violence, l'écrivain anglais avait été mis en présence du consul Tamburini, alors commandant général des chemises noires de Florence. Le consul Tamburini me fit appeler pour lui servir d'interprète, et quelle ne fut pas ma surprise de me trouver en présence d'Israël Zangwill, qui jouait à la perfection son rôle de membre de l'*Union of démocratie control*, victime d'une révolution qui n'était ni anglaise, ni libérale, ni démocratique.

Il était furieux. Il exprimait dans un anglais des plus corrects des opinions extrêmement peu correctes sur les révolutions en général, et le fascisme en particulier. Son visage était rouge de colère, et ses yeux foudroyaient sans pitié le pauvre commandant général Tamburini, qui ne savait pas l'anglais et qui n'eût pas compris un mot à ce langage libéral et démocratique, quand bien même l'inconnu se fût exprimé en italien. Je fis de mon mieux pour traduire en expressions courtoises un langage aussi dur pour des oreilles fascistes. Je crois avoir rendu service à Israël Zangwill parce que, au cours de ces journées-là, le consul Tamburini n'était ni un personnage de Théocrate ni un membre de la Fabian Society, d'autant plus qu'il ignorait l'existence d'Israël Zangwill et ne semblait pas croire qu'il s'agissait d'un écrivain anglais célèbre. « Je ne comprends pas un mot d'anglais, dit le commandant général, et je ne crois pas que tu aies traduit fidèlement ce qu'il a dit : l'anglais est une langue contre-révolutionnaire. On dirait que sa syntaxe même est libérale. Quoi qu'il en soit,

prends ce Monsieur avec toi, et tâche de lui faire oublier cet incident désagréable. » Je sortis donc avec Zangwill pour l'accompagner à son hôtel, et je passai quelques heures avec lui, discutant de Mussolini, de la situation politique, et de la lutte qui venait de s'engager pour la conquête de l'État.

C'était le premier jour de l'insurrection. Le cours des événements semblait obéir à une logique qui n'était pas celle du gouvernement. Israël Zangwill ne voulait pas croire qu'on fût déjà en pleine révolution. « A Paris, en 1789, disait-il, la révolution n'était pas seulement dans les esprits, elle était aussi dans la rue. » A vrai dire, l'aspect de Florence n'était pas celui de Paris en 1789. Dans la rue, les gens avaient l'air tranquille, indifférent, et tous les visages étaient éclairés de ce vieux sourire florentin, ironique et courtois. Je lui fis remarquer qu'à Pétrograd, en 1917, le jour où Trotsky donna le signal de l'insurrection, nul ne pouvait s'apercevoir de ce qui était en train de se passer, que les théâtres, les cinématographes, les restaurants, les cafés étaient ouverts, et que la technique du coup d'État avait fait de grands progrès dans les temps modernes.

« La révolution de Mussolini, s'écriait Zangwill, ce n'est pas une révolution, c'est une comédie. » Comme beaucoup de libéraux et de démocrates italiens, il croyait à un compromis entre le Roi et Mussolini : l'insurrection n'était qu'une mise en scène destinée à cacher le jeu de la Monarchie. L'opinion de Zangwill, bien que fausse, était hautement respectable, comme toutes les opinions anglaises. Toutefois elle reposait sur la conviction que les événements de ces journées étaient le résultat d'un jeu politique, dont les facteurs principaux n'étaient pas la violence et l'esprit révolutionnaire, mais la ruse et le calcul : Mussolini, aux yeux d'Israël Zangwill, était bien plutôt disciple de Machiavel que de Catilina. Au fond, cette opinion de l'écrivain anglais était alors, et est encore, extrêmement répandue en Europe. Depuis le début du siècle dernier, on a toujours eu, en Europe, l'habitude de considérer les hommes et les événements d'Italie comme les produits d'une logique et d'une esthétique anciennes. Cette manière de considérer l'histoire de l'Italie moderne doit être imputée, en grande partie, au penchant naturel des Italiens pour la rhétorique, l'éloquence et la littérature, défaut que tous les Italiens n'ont pas, mais dont beaucoup ne guériront jamais. Bien que l'on juge plutôt un peuple sur ses défauts que sur ses qualités, je crois que rien ne saurait justifier l'opinion des étrangers sur l'Italie moderne, même s'il arrive que rhétorique, éloquence et littérature faussent les événements à tel point que l'histoire a l'air d'une comédie, les héros de comédiens, le peuple d'une foule de comparses et de spectateurs.

Pour bien comprendre l'Italie de nos jours, il faut la considérer objectivement, c'est-à-dire oublier qu'il y a eu des Romains et des Italiens de la Renaissance. « Vous pourrez vous apercevoir ainsi, disais-je à Israël Zangwill, qu'il n'y a rien d'ancien chez Mussolini. Il est toujours – et malgré lui, parfois, – un homme moderne. Son jeu politique n'est pas celui de César Borgia, son machiavélisme n'est pas très différent de celui de Gladstone ou de Lloyd George, et sa conception du coup d'État n'a rien de commun avec celle de Sylla ou de Jules César. Ces jours-ci, vous entendrez beaucoup parler de César et du Rubicon ; mais c'est de la rhétorique de bonne foi, qui n'empêche pas Mussolini de concevoir et d'appliquer une tactique insurrectionnelle tout à fait moderne, à laquelle le gouvernement ne saurait opposer autre chose que des mesures de police. »

Israël Zangwill me faisait remarquer, non sans ironie, que le comte Oxenstiern, dans ses célèbres *Mémoires* à propos de l'étymologie du mot « César », retrouve l'origine de ce mot dans le mot punique « césar », qui signifiait éléphant : « J'espère bien, ajoutait-il, que, dans sa tactique révolutionnaire, Mussolini est plus agile qu'un éléphant et plus moderne que César. » Il était très curieux de voir de près ce que j'appelais la machine insurrectionnelle fasciste, parce qu'il n'arrivait pas à comprendre comment on peut faire une révolution sans barricades, sans combats dans les rues, sans cadavres sur les trottoirs. « Tout se déroule dans un ordre parfait, s'écriait-il : c'est une comédie, ce ne peut être qu'une comédie ! » De temps en temps, dans les rues du centre, des camions chargés de chemises noires se croisaient à toute vitesse : ces jeunes gens, coiffés de casques d'acier, étaient armés de fusils, de poignards, de grenades, et chantaient d'une voix fière en agitant des drapeaux noirs avec, brodées en argent, des têtes de mort. Israël Zangwill ne voulait pas croire que ces jeunes gens, presque des enfants, formaient les fameuses troupes d'assaut de Mussolini, si rapides et si violentes dans leurs méthodes de combat. « Ce qu'on ne peut pas pardonner au fascisme, disait-il, c'est l'emploi de la violence. » L'armée révolutionnaire de Mussolini n'était pas la Salvation Army ; les chemises noires n'étaient pas munies de poignards et de grenades pour de la philanthropie, mais pour la guerre civile. Ceux qui prétendent nier la violence fasciste et faire passer les chemises noires pour des disciples de Rousseau et de Tolstoï, sont les mêmes que ceux qui vivent de rhétorique, d'éloquence et de littérature et qui voudraient faire prendre Mussolini pour un ancien Romain, pour un condottiere du XV^e siècle, ou pour un seigneur de la Renaissance, aux blanches et douces mains d'empoisonneur et de platonicien. Avec des disciples de Rousseau ou de Tolstoï, on ne peut pas faire une révolution, mais, tout au plus, quelque chose qui se

rapproche d'une comédie : on ne peut même pas s'emparer d'un État défendu par un gouvernement libéral. « Vous n'êtes pas un hypocrite, me disait Israël Zangwill, mais seriez-vous capable de me montrer à quoi on peut bien reconnaître que cette révolution n'est pas une comédie ? »

Je lui proposai de l'emmener avec moi, le soir même, voir de près ce que j'appelais la machine insurrectionnelle fasciste. Les chemises noires avaient occupé par surprise tous les points stratégiques de la ville et de la province, c'est-à-dire les organes vitaux de l'organisation technique, les usines à gaz, les centrales électriques, la direction des postes, les centraux téléphoniques et télégraphiques, les ponts, les gares de chemin de fer. Les autorités politiques et militaires avaient été prises au dépourvu par cette brusque attaque. Après quelques vaines tentatives pour chasser les fascistes de la gare du chemin de fer, de la direction des postes et des centraux téléphoniques et télégraphiques, la police s'était réfugiée au Palais Riccardi, l'ancienne demeure de Laurent le Magnifique, siège de la Préfecture. Le Palais Riccardi était défendu par des détachements de carabiniers et de gardes royaux appuyés par deux autos blindées. Le préfet, M. Pericoli, assiégé dans la Préfecture, ne pouvait communiquer ni avec le gouvernement de Rome, ni avec les autorités de la ville et de la province : les lignes téléphoniques avaient été coupées, et des mitrailleuses postées dans les maisons d'alentour menaçaient toutes les voies d'accès au palais Riccardi. Les troupes de la garnison, les régiments d'infanterie, d'artillerie et de cavalerie, les carabiniers et les gardes royaux, étaient consignés dans les casernes. Pour le moment, les autorités militaires observaient une neutralité bienveillante. Mais il ne fallait pas trop se fier à cette neutralité-là : si la situation ne s'éclaircissait pas dans les vingt-quatre heures, il fallait s'attendre à voir le prince Gonzague, commandant du corps d'armée, prendre l'initiative de rétablir l'ordre par tous les moyens. Un conflit avec l'armée pouvait avoir, pour la révolution, des conséquences extrêmement graves. Florence, avec Pise et Bologne, est la clef des communications entre le Nord et le Sud de l'Italie. Pour assurer le transport des forces fascistes du Nord vers le Latium, il fallait conserver à tout prix la clef stratégique de l'Italie centrale, en attendant que l'armée fasciste, en marche sur la capitale, eût forcé le gouvernement à remettre le pouvoir aux mains de Mussolini. Pour tenir Florence, il n'y avait qu'un moyen : gagner du temps.

La violence n'exclut pas la ruse. Sur l'ordre du général Balbo, un détachement fasciste se rendit à la *Nazione*, le quotidien le plus important de Toscane. Introduit chez M. Borelli, directeur du journal, qui dirige actuellement le

Corriere délia Sera, le chef du détachement le pria de publier immédiatement une édition spéciale, pour annoncer que le général Cittadini, aide-de-camp du Roi, s'était rendu à Milan, afin d'entrer en pourparlers avec Mussolini, et qu'à la suite de cette démarche, Mussolini avait accepté de former un nouveau ministère. L'information était fautive ; mais elle avait une apparence de vérité : on savait que le Roi se trouvait dans sa résidence de San Rossore, près de Pise, mais le public ignorait qu'il était parti le soir même pour Rome, accompagné du général Cittadini. Deux heures après, des centaines de camions fascistes répandaient dans toute la Toscane les numéros de cette édition spéciale de la *Nazione*. Des cortèges se formèrent : les soldats, les carabinieri fraternisaient avec les chemises noires, dans leur joie d'une solution témoignant aussi bien de la prudence et du patriotisme du Roi que de la prudence et du patriotisme de Mussolini. Le prince Gonzague lui-même se rendit au Fascio pour se faire confirmer l'agréable nouvelle, qui mettait fin à sa crise de conscience et qui le délivrait d'une grave responsabilité. Il avait demandé à Rome, par radio, une confirmation de l'accord du Roi et de Mussolini, mais, disait-il, « le Ministère de la Guerre s'est refusé à des précisions ; il a répondu qu'il ne fallait pas mêler le nom du Roi à une querelle de partis, et que la nouvelle était probablement prématurée. Je sais par expérience, ajoutait en souriant le prince Gonzague, que, pour le Ministère de la Guerre, les nouvelles exactes sont toujours prématurées ».

Le général Balbo était parti dans la soirée pour Pérouse, quartier général de la révolution. Le consul Tamburini ayant pris le train avec sa Légion pour opérer, dans la campagne romaine, sa jonction avec l'armée des chemises noires, je me rendis vers deux heures du matin, à l'hôtel où Israël Zangwill m'attendait, pour lui montrer de près à quoi on pouvait reconnaître que la révolution fasciste n'était pas une comédie. Israël Zangwill m'accueillit avec un air de satisfaction. Il avait à la main un exemplaire de l'édition spéciale de la *Nazione* : « Êtes-vous convaincu maintenant, me dit-il, que le Roi était d'accord avec Mussolini ? Soyez certain qu'une révolution constitutionnelle ne saurait être qu'une mise en scène. » Je lui racontai l'histoire de la fautive nouvelle et il me parut très embarrassé. « Et la liberté de la presse ? » s'écria-t-il ? Évidemment, un Roi constitutionnel ne pourrait s'entendre avec les révolutionnaires pour supprimer la liberté de la presse : voilà une comédie qui devenait sérieuse. Mais la liberté de la presse n'a jamais empêché les journaux de publier des informations fausses. A cela il ne trouva rien à objecter, sinon que dans un pays libre comme l'Angleterre, ce ne sont pas les nouvelles fausses qui font la liberté de la presse.

La ville était déserte. Au coin des rues, des patrouilles de fascistes étaient postées, immobiles sous la pluie, leur fez noir sur l'oreille. Dans la Via dei Pecori un camion stationnait devant l'entrée du central téléphonique, un de ces camions armés de mitrailleuses et doublés d'acier que les fascistes appelaient tanks. Le central téléphonique était occupé par les troupes d'assaut de l'escouade « Lys Rouge », qui portaient un lys rouge sur la poitrine. Cette escouade était, avec la « Désespérée », une des plus violentes des Légions florentines. Près de la gare du Champ-de-Mars, nous rencontrâmes cinq camions chargés de fusils et de mitrailleuses que les cellules fascistes de la caserne San Giorgio avaient livrés au commandant général des Légions. (Partout : dans les usines, dans les régiments, dans les banques, dans les administrations publiques, il y avait des cellules fascistes qui constituaient le réseau secret de l'organisation révolutionnaire.) Ces fusils et ces mitrailleuses étaient destinés à un millier de chemises noires de Romagne, armées seulement de poignards et de revolvers : on attendait d'un moment à l'autre leur arrivée par la ligne de Faenza. « Il paraît, nous dit le commandant militaire de la gare, qu'à Bologne et à Crémone il y a eu des conflits avec les carabinieri et que les pertes des fascistes ont été sérieuses. » Les chemises noires avaient attaqué les casernes des carabinieri, qui s'étaient défendus avec une extrême énergie. A Pise, Lucques, Livourne, Sienne, Arezzo, Grosseto, les nouvelles étaient meilleures : toute l'organisation technique de ces villes et de leur province était aux mains des fascistes. « Combien de morts ? » demanda Israël Zangwill. Il fut très étonné d'apprendre que nulle part, en Toscane, il n'y avait eu de conflits sanglants. « A ce qu'il paraît, dit-il, à Bologne et à Crémone votre révolution est beaucoup plus sérieuse qu'ici. » C'est presque sans pertes que s'était faite, à Pétrograd, l'insurrection bolchévique d'octobre 1917 ; il n'y eut de morts que pendant la contre-révolution, quelques jours après la conquête de l'État, lorsque les gardes rouges de Trotsky durent étouffer le soulèvement des junkers, repousser l'offensive des cosaques de Kerenski et du général Krasnoff. « Les conflits sanglants de Bologne et de Crémone, dis-je, prouvent qu'il y avait quelque défaut dans l'organisation révolutionnaire fasciste. Lorsque le fonctionnement de la machine insurrectionnelle est parfait, comme en Toscane, les accidents sont très rares. » Israël Zangwill ne put cacher un sourire ironique : « Le Roi, dit-il, est un bien adroit mécanicien : c'est grâce au Roi que votre machine peut fonctionner sans pannes. »

Un train arrivait à l'instant même, au milieu d'un nuage de vapeur et d'un tonnerre de voix, de chansons, de roulements de tambour. « Ce sont les fascistes de Romagne », annonça un employé de chemin de fer qui passait, carabine à

l'épaule. Nous eûmes vite fait de nous trouver au milieu d'une foule de chemises noires, l'air pittoresque et inquiétant, leurs têtes de mort brodées sur la poitrine, leurs casques d'acier peints en rouge, et leurs poignards passés dans de larges ceintures de cuir. Leurs visages, brûlés par le soleil, avaient les traits durs des paysans romagnols, et leurs barbiches en pointe donnaient à ces visages un air picaresque, hardi, menaçant, dont Israël Zangwill ne se montrait guère satisfait. Il souriait gentiment et cherchait à s'ouvrir un passage au milieu de cette foule bruyante, avec des gestes courtois qui lui valaient les regards étonnés de ces hommes à poignard. « Ils n'ont pas l'air bien aimables », déplorait-il à voix basse. « Vous ne voudriez pas, j'espère, que ce soient des gens aimables qui fassent les révolutions. Ce n'est ni par la douceur ni par la ruse que Mussolini livre, depuis quatre ans, sa bataille politique, mais bien par la violence : la plus dure, la plus inexorable, la plus scientifique des violences. » C'était vraiment une aventure extraordinaire que celle d'Israël Zangwill, arrêté par une patrouille de jacobins en chemise noire, relâché, puis emmené en auto, au cœur de la nuit, pour se rendre compte de ce qui empêche la révolution fasciste d'être une comédie. « Je ne dois pas avoir l'air de Candide au milieu des Jésuites », disait-il en souriant. Il avait plutôt l'air de Candide au milieu des guerriers ; mais peut-il se faire qu'un Candide soit anglais et s'appelle Israël ? Ces sortes d'Hercules paysans, aux yeux sans pitié, aux mâchoires carrées, aux larges mains faites pour cogner, le toisaient de la tête aux pieds, avec des regards insistants et méprisants, étonnés et gênés qu'ils étaient de trouver fourré là un monsieur en faux-col aux gestes timides et polis, qui n'avait même pas l'allure d'un agent de police ou d'un député libéral.

Nous avons rejoint notre auto, et, tout en filant dans les rues désertes, je disais à Israël Zangwill : « Votre mépris pour la révolution fasciste, que vous jugez une comédie, est en contradiction avec votre haine des chemises noires, à qui la pensée libérale anglaise reproche chaque jour l'emploi de la violence. Comment se peut-il que les révolutionnaires soient des violents, et que la révolution soit une mise en scène ? Je vous dirai que les chemises noires ne sont pas seulement violents, mais impitoyables. Il est vrai que, parfois, dans leurs journaux, les fascistes protestent contre les affirmations de leurs adversaires, qui voudraient les faire passer pour des violents ! mais c'est là une hypocrisie à l'usage des petits bourgeois. Du reste Mussolini lui-même n'est ni végétarien, ni Christian scientist, ni social-démocrate. Son éducation marxiste ne lui permet pas certains scrupules tolstoïens : il n'a pas appris les bonnes manières politiques à Oxford, et Nietzsche l'a dégoûté pour toujours du romantisme et de la philanthropie. Si Mussolini était un petit bourgeois aux yeux clairs, à la voix blanche, sans doute

ses partisans s'éloigneraient-ils de lui pour suivre un autre chef. Cela s'est vu l'an dernier, quand il a voulu conclure une trêve avec ses adversaires : il y a eu jusqu'à des rébellions et des scissions dans le fascisme, les chemises noires se déclarant, en grande majorité, pour la continuation de la guerre civile. Il ne faut pas oublier que les chemises noires proviennent, en général, des partis d'extrême gauche, quand ce ne sont pas d'anciens combattants, dont quatre années de guerre ont endurci le cœur, ou des jeunes gens aux élans généreux. Il ne faut pas oublier non plus que le Dieu des hommes armés ne saurait être que le Dieu de la violence.

— Je ne l'oublierai jamais, dit simplement Israël Zangwill.

Quand nous rentrâmes à Florence, à l'aube, Israël Zangwill avait vu de près, en raccourci, ce qui se passait dans toute l'Italie au cours de ces journées : je l'avais conduit rapidement à travers la campagne florentine d'Empoli au Mugello, de Pistoïe à San Giovanni Valdarno. Les ponts, les gares, les croisements de routes, les viaducs, les écluses des canaux, les greniers, les dépôts de munitions, les usines à gaz, les centrales électriques, tous les points stratégiques étaient occupés par des détachements fascistes. Brusquement, des patrouilles surgissaient de l'obscurité : « Qui va là ? » Le long des voies ferrées, tous les deux cents mètres, une chemise noire était postée. Aux gares de Pistoïe, d'Empoli, de San Giovanni Valdarno, des équipes de cheminots, avec leurs outils, étaient prêtes à couper les voies en cas d'extrême nécessité. Toutes les mesures pour assurer ou pour interrompre le trafic avaient été prises. On ne redoutait qu'une descente de renforts de carabinieri et de soldats vers l'Ombrie et le Latium, pour attaquer dans le dos les légions de chemises noires qui marchaient sur la capitale. Un train de carabinieri, provenant de Bologne, avait été arrêté près de Pistoïe, à quelques centaines de mètres du fameux pont de Vaioni : il y avait eu échange de coups de fusil, après quoi le train avait fait machine arrière, n'osant pas se risquer sur le pont. Des escarmouches avaient eu lieu aussi à Serravalle, sur la route de Lucques : des camions chargés de gardes royaux avaient été pris sous le feu des mitrailleuses qui défendaient l'accès de la plaine de Pistoïe. — « Vous avez lu, sans doute, dans la *Vie de Castracane* de Machiavel, le récit de la bataille de Serravalle », dis-je à mon compagnon. « Je ne lis pas Machiavel », me répondit Israël Zangwill. Il faisait déjà clair, lorsque nous traversâmes Prato, petite ville des environs de Florence, qui est un gros centre d'industrie textile, occupant 25.000 ouvriers répartis dans 200 fabriques. On l'appelle le Manchester italien, et c'est là qu'est né Francesco dit Marco Datini, qui fut, paraît-il, l'inventeur de la lettre de change. Du point de vue politique, elle a

plutôt mauvaise réputation : c'est la ville des grèves, des émeutes ouvrières, et la patrie de Bresci, qui tua Humbert I^{er}, second roi d'Italie, en 1900. Ses habitants ont bon cœur, mais voient souvent rouge.

Toutes les rues étaient remplies d'ouvriers se rendant au travail. Ils avaient l'air indifférent, et marchaient en silence, sans même jeter les yeux sur la proclamation du Comité Révolutionnaire Militaire, placardée sur les murs pendant la nuit. – « Peut-être, dis-je, cela vous intéressera-t-il de savoir que c'est ici, au Collège Cicognini de Prato, que d'Annunzio a fait ses études classiques ? »

« En ce moment, me répondit Israël Zangwill, ce qui m'intéresse, c'est de savoir le rôle des ouvriers dans cette révolution. Le danger, pour vous, ce n'est pas le gouvernement, c'est la grève. »

Vers la fin de 1920, le problème que le fascisme avait à résoudre n'était pas la lutte contre le gouvernement libéral ou contre le parti socialiste qui, de plus en plus parlementaire, devenait un élément de trouble toujours plus grand dans la vie constitutionnelle du pays ; c'était la lutte contre les syndicats de travailleurs, seule force révolutionnaire capable de défendre l'État bourgeois contre le danger communiste ou fasciste.

Le rôle des organisations ouvrières dans la défense de l'État bourgeois, que Bauer avait exploité en mars 1920 contre le coup d'État de Kapp, avait été compris par Giolitti, bien qu'avec plus de réserves. Les partis politiques ne pouvaient rien contre le fascisme, dont la méthode de combat (justifiée par la violence des gardes rouges communistes) n'était pas ce qu'on appelle une méthode politique. Leur action parlementaire, consistant à mettre hors la loi toutes les forces révolutionnaires qui ne voulaient pas se soumettre à la nécessité de se « parlementariser » à leur tour ou, comme on disait alors, de « rentrer dans la légalité », n'était pas de nature à obliger les fascistes et les communistes à renoncer à leurs méthodes violentes. Que pouvait faire le gouvernement pour s'opposer à l'action révolutionnaire des chemises noires et des gardes rouges ? Les partis-masses, le parti socialiste et le parti catholique, que le parlementarisme avait réduits au rôle de partis constitutionnels, ne pouvaient servir qu'à appuyer, à légitimer, pour ainsi dire, sur le terrain constitutionnel, une répression éventuelle du gouvernement. Mais il fallait bien autre chose que des mesures de police pour mettre fin au désordre qui ensanglantait l'Italie.

Au lieu d'opposer la force armée à l'action révolutionnaire des fascistes et des communistes, Giolitti, prudemment, avait décidé de la neutraliser en lui opposant l'action syndicale des travailleurs organisés. C'était la méthode de Bauer, appliquée comme méthode préventive contre le danger révolutionnaire. Mais la méthode, que Bauer avait appliquée en marxiste, Giolitti l'appliquait en libéral. C'est ainsi que les organisations syndicales devenaient l'instrument dont le gouvernement pouvait disposer pour combattre, sur le terrain de l'illégalité, l'action illégale des chemises noires et des gardes rouges. Entre les mains de Giolitti, la grève devenait une arme aussi dangereuse pour les fascistes et pour les communistes, qu'elle l'avait été jusqu'alors pour le gouvernement. L'épidémie de grèves, caractéristique des années 1920 et 1921, qui se présentait aux yeux des bourgeois, et des ouvriers mêmes, comme une maladie de l'État, comme le signe précurseur de la révolution prolétarienne, comme une crise nécessaire dont la solution inévitable était la prise du pouvoir par les masses, n'était autre chose que le symptôme du profond changement survenu dans la situation. Ces grèves n'étaient plus dirigées, comme elles l'avaient été en 1919, contre l'État, mais contre toutes les forces révolutionnaires qui se proposaient de s'emparer du pouvoir en dehors des organisations syndicales du prolétariat, ou même contre elles. L'origine de la division, qui existait depuis longtemps entre les syndicats ouvriers et le parti socialiste, était la question de l'autonomie des organisations syndicales. Mais ce que le prolétariat avait à défendre contre les forces révolutionnaires qui se proposaient de s'emparer de l'État, ce n'était pas seulement l'autonomie, c'était l'existence même de ses organisations de classe. C'était leur liberté de classe que les travailleurs défendaient contre les fascistes. Quant à l'attitude des syndicats ouvriers à l'égard des communistes, c'était l'attitude des syndicats russes à l'égard des bolchéviks, à la veille du coup d'État d'octobre 1917.

Mais la conception libérale de Giolitti, dans son application de la méthode marxiste de Bauer, ne faisait qu'aggraver la situation. Le libéralisme de Giolitti n'était que de l'optimisme sans scrupules. Cynique et méfiant, sorte de dictateur parlementaire trop habile pour croire aux idées et trop plein de préjugés pour respecter les hommes, il était arrivé à concilier dans son esprit le cynisme et la méfiance avec l'optimisme, ce qui l'amenait à créer les situations en ayant l'air de s'en désintéresser, et à les compliquer par mille manèges secrets, en ayant l'air de les laisser mûrir d'elles-mêmes. Il ne faisait pas la moindre confiance à l'État ; c'est dans son mépris pour l'État qu'il faut chercher le secret de sa politique. Son interprétation libérale de la méthode marxiste de Bauer consistait à substituer à l'action répressive du gouvernement l'action révolutionnaire des

organisations syndicales, ce qui équivalait à leur confier la défense de l'État bourgeois pour en écarter le danger fasciste et communiste et à avoir ainsi les mains libres dans sa politique de « parlementarisation » – c'est-à-dire de corruption – du prolétariat.

Vers la fin de 1920, les événements avaient produit en Italie une situation sans exemple dans l'histoire des luttes politiques de l'Europe contemporaine. D'Annunzio, qui s'était emparé de Fiume, menaçait, à tout moment de pénétrer en Italie pour marcher à la conquête de l'État avec son armée de légionnaires. Il comptait quelques amitiés même dans le camp des travailleurs : on n'ignore pas les rapports qui existaient entre la Fédération des Travailleurs de la Mer et le gouvernement de Fiume. D'Annunzio était considéré, par les chefs des organisations syndicales, moins comme un ennemi, que comme un homme dangereux, capable d'entraîner le pays dans des complications internationales. Quoi qu'il en fût, on ne le considérait pas comme un allié pour lutter contre le fascisme, bien qu'on le sût jaloux de Mussolini et du rôle que son organisation révolutionnaire jouait dans la politique intérieure italienne. La rivalité qui existait entre D'Annunzio et Mussolini n'était pas une mauvaise carte dans le jeu de Giolitti, qui jouait correctement sur les mauvaises cartes mais trichait avec les bonnes. De leur côté, les communistes, pris entre les feux croisés du fascisme et du gouvernement, avaient perdu toute influence sur la masse des travailleurs. Leur terrorisme criminel et naïf, leur incompréhension absolue du problème révolutionnaire italien, l'incapacité où ils se trouvaient de rompre avec une tactique qui ne produisait que des attentats, des coups de main isolés, des révoltes de casernes et d'usines, qui s'épuisait dans une inutile guerre de rue menée çà et là dans les bourgs, les avaient réduits à ne plus jouer qu'un rôle tout à fait secondaire dans la lutte pour la conquête de l'État ; ils n'étaient plus que les héros hardis et cruels d'une sorte de bovarysme insurrectionnel. Que d'occasions perdues, que de coups manqués, au cours de cette année 1919, l'année rouge, pendant laquelle un petit Trotsky quelconque, un Catilina de province, avec un tant soit peu de bonne volonté, une poignée d'hommes et quelques coups de fusil, aurait pu s'emparer du pouvoir sans scandaliser ni le Roi, ni le gouvernement, ni l'histoire d'Italie. Au Kremlin, dans les moments de loisir, le bovarysme insurrectionnel des communistes italiens était le sujet de conversation favori. Ce Lénine si gai et si prudent riait aux larmes des nouvelles qui lui parvenaient d'Italie. « Les communistes italiens ? Ah ! Ah ! ah ! » Il s'amusait comme un enfant en lisant les messages que D'Annunzio lui adressait de Fiume.

Le problème de Fiume devenait de plus en plus un problème de politique étrangère. L'État créé par d'Annunzio en septembre 1919 avait parcouru à rebours, en quelques mois, le chemin des siècles. Cet État destiné à constituer, dans l'intention de d'Annunzio, le premier noyau d'une puissante organisation révolutionnaire, le point de départ de l'armée insurrectionnelle qui devait marcher à la conquête de Rome, n'était plus, vers la fin de 1920, qu'une Seigneurie italienne de la Renaissance, troublée par les luttes intestines, tarée par l'ambition, le faste et la rhétorique d'un Prince trop éloquent pour suivre les conseils de Machiavel. La faiblesse de cette principauté ne consistait pas seulement dans son anachronisme, mais dans le fait que son existence était plutôt un problème de politique extérieure que de politique intérieure. La conquête de Fiume n'avait pas été un coup d'État, elle n'avait pas modifié la situation politique intérieure de l'Italie : elle avait empêché l'application d'une décision internationale qui donnait à la question de Fiume une solution contraire au droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. C'était là le grand mérite de d'Annunzio, et, en même temps, sa grande faiblesse quant à la situation révolutionnaire italienne. Par la création de l'État de Fiume, il était devenu un élément fondamental de la politique étrangère de l'Italie ; mais il s'était éliminé du jeu de la politique intérieure, sur laquelle il n'avait plus qu'une influence indirecte. Le rôle assigné par d'Annunzio à son armée de légionnaires passait logiquement aux chemises noires. Pendant qu'il se trouvait retenu à Fiume, prince d'une Seigneurie indépendante, ayant son statut, son gouvernement, son armée, ses finances, ses ambassadeurs, Mussolini étendait toujours davantage son organisation révolutionnaire dans toute l'Italie. On disait alors que d'Annunzio était le Prince, et Mussolini son Machiavel ; en réalité, pour la jeunesse italienne, d'Annunzio n'était plus qu'un symbole, un Jupiter national, et la question de Fiume n'était plus qu'un argument dont Mussolini se servait pour combattre le gouvernement en matière de politique étrangère.

Mais l'existence de l'État de Fiume, tout en éliminant pour quelque temps du jeu révolutionnaire un dangereux concurrent, n'en était pas moins, pour Mussolini, une cause d'inquiétude : la rivalité qui existait entre d'Annunzio et lui n'était pas sans répercussion sur la masse de ses partisans. Ceux qui venaient des partis de droite n'avaient que trop de sympathie pour d'Annunzio ; ceux qui venaient des partis de gauche, républicains, socialistes, communistes, constituaient le noyau principal des troupes d'assaut fascistes et ne dissimulaient pas leur antipathie pour ce revenant du XV^e siècle. Cette rivalité, ce fut la carte dont Giolitti se servit vainement, à plusieurs reprises, pour essayer de tricher au jeu. Il se flattait de provoquer une lutte ouverte entre d'Annunzio et Mussolini, mais il ne tarda

pas à se rendre compte qu'il était dangereux de s'attarder à un jeu inutile. Pressé par la nécessité de régler au plus vite la question de Fiume, il décida de s'emparer par la force armée de l'État de d'Annunzio, et la veille de Noël 1920, il profita d'un concours de circonstances favorables pour lancer quelques régiments à l'assaut de Fiume.

Au cri de douleur des légionnaires de d'Annunzio répondit le cri de réprobation de l'Italie entière. Le fascisme n'était pas prêt pour une insurrection générale. La lutte s'annonçait très dure : les drapeaux noirs et les drapeaux rouges de la guerre civile flottaient déjà dans les campagnes et dans les faubourgs, au vent froid de cet hiver plein de présages obscurs. Mussolini n'avait pas seulement à venger les morts de Fiume ; il avait à se défendre contre les forces de la réaction qui menaçaient d'ensevelir le fascisme sous les ruines de l'État de d'Annunzio. La réaction du gouvernement et des organisations ouvrières se révélait déjà par des persécutions de police et des conflits sanglants dont l'initiative avait passé aux ouvriers. Giolitti voulait profiter de la crise intérieure qui travaillait le fascisme et du désordre provoqué dans ses rangs par le tragique Noël de Fiume, pour mettre Mussolini hors-la-loi. Les chefs des syndicats conduisaient la lutte à grands coups de grèves. Des villes, des provinces, des régions entières étaient brusquement paralysées par le conflit qui venait d'éclater dans une bourgade quelconque. Dès les premiers coups de fusil c'était la grève : au cri de détresse des sirènes, les usines se vidaient, les maisons fermaient portes et fenêtres, le trafic s'arrêtait, la rue déserte prenait l'aspect sinistre du pont d'un cuirassé se préparant au combat.

Les ouvriers, dans les usines, s'équipaient pour la lutte ; des armes surgissaient de toutes parts : il y en avait sous l'établi des tours, derrière les métiers à tisser, les dynamos ou les chaudières ; on voyait les tas de charbon vomir des fusils, des cartouches. Des hommes au visage huileux, aux gestes calmes, se faufilaient entre les machines mortes, les pistons, les marteaux-pilons, les enclumes, les grues, grimpaient le long des échelles de fer sur les tourelles, sur les ponts roulants, sur les toits pointus et vitrés ; ils allaient prendre position pour transformer chaque usine en forteresse. Des drapeaux rouges poussaient en haut des cheminées. Dans les cours, les ouvriers s'entassaient en foule : ils se divisaient en compagnies, sections, escouades. Des chefs d'équipe à brassard rouge donnaient des ordres, des patrouilles partaient en reconnaissance ; à leur retour, les ouvriers abandonnaient l'usine et marchaient en silence, en rasant les murs, vers les points stratégiques de la ville. De toutes parts affluaient vers les Bourses du Travail des équipes entraînées à la tactique de la guerre de rue, pour

défendre les sièges des syndicats contre une attaque éventuelle des chemises noires. Des mitrailleuses étaient postées à toutes les issues, au tournant des escaliers, au fond des couloirs et sur les toits. Des grenades étaient entassées dans les bureaux, près des fenêtres. Les mécaniciens détachaient leurs locomotives et, abandonnant les trains en rase campagne, à toute vitesse gagnaient les gares. Dans les villages, des chars étaient placés en travers des routes pour empêcher les renforts de chemises noires de se transporter d'une ville à l'autre. Embusqués derrière les haies, les gardes rouges paysans, armés de fusils de chasse, de fourches, de pioches, de faux, guettaient le passage des camions fascistes. Les coups de feu s'égrenaient le long des routes et des voies ferrées, de village en village, jusqu'aux faubourgs des villes pavoisés de rouge. Au cri d'alarme des sirènes annonçant la grève, les carabiniers, les gardes royaux, les agents de police se retiraient dans leurs casernes : Giolitti était trop libéral pour se mêler à une lutte que les travailleurs conduisaient si bien tout seuls, contre les ennemis de l'État.

Dans ce vide menaçant que la grève créait autour d'elles, les équipes fascistes spécialisées pour la guerre de rue se postaient aux carrefours, les sections entraînées à la défense et à l'attaque des maisons se tenaient prêtes à partir pour renforcer les points faibles, défendre les positions menacées, porter des coups rapides et violents au cœur de l'organisation ennemie. Les troupes d'assaut, formées de chemises noires exercées à la tactique de l'infiltration, des coups de main, de l'action individuelle, armées de poignards, de grenades et de matériel incendiaire, attendaient auprès des camions qui devaient les transporter sur le terrain de la lutte. C'étaient elles qu'on destinait aux représailles. Les représailles étaient un des éléments les plus importants de la tactique des chemises noires. A peine le meurtre de quelque fasciste était-il annoncé dans un faubourg ou dans un village, que les troupes d'assaut partaient en représailles. Les Bourses du Travail, les cercles ouvriers, les maisons des chefs d'organisations socialistes, étaient immédiatement attaqués, dévastés, incendiés. Au début, lorsque la tactique des représailles constituait encore une nouveauté, les gardes rouges recevaient les fascistes à coups de fusil, une lutte meurtrière s'engageait autour des Bourses du Travail et des cercles ouvriers, dans les rues des faubourgs et des villages. Mais cette terrible tactique ne tarda pas à porter ses fruits. La peur des représailles ébranla l'esprit combatif des gardes rouges, leur ôta le courage de se défendre, frappa au cœur la résistance des organisations de travailleurs. A l'approche des chemises noires, les gardes rouges, les chefs socialistes, les secrétaires de syndicats, les meneurs de grèves, se sauvaient dans la campagne, se réfugiaient dans les bois. Cette chasse à l'homme sans cors et sans hallali, se

poursuivait jusqu'à l'aube, féroce, implacable. Parfois c'était la population tout entière de quelque village où un fasciste avait été tué qui prenait la fuite. Les troupes d'assaut trouvaient les maisons vides, les rues désertes, un cadavre en chemise noire couché sur le pavé.

A la tactique fasciste, rapide, violente, inexorable, les chefs des organisations syndicales ouvrières n'opposaient pas seulement ce qu'ils appelaient une résistance désarmée. Quoiqu'ils ne prissent sur eux, officiellement, que la seule responsabilité des grèves, ils ne laissaient pas d'exciter par tous les moyens l'esprit combatif des ouvriers. Ils affectaient d'ignorer qu'il y avait, dans toutes les Bourses du Travail et dans tous les cercles ouvriers, des dépôts de fusils et de grenades : cependant, dans leur intention, la grève ne devait pas être une manifestation pacifique, mais un acte de guerre, condition indispensable à l'application de la tactique ouvrière de la guerre de rue. « La grève, disaient-ils, voilà nos représailles : c'est une résistance désarmée que nous opposons aux matraques et aux poignards des fascistes. » Mais ils savaient fort bien que c'était dans les Bourses du Travail que les ouvriers allaient chercher leurs armes. C'était le climat de la grève, ce climat lourd et chaud, qui poussait l'ouvrier à la lutte armée. Leur prétention de poser aux victimes innocentes, désarmées, de la violence fasciste, de se donner l'air d'agneaux rouges saignés par des loups noirs, était aussi ridicule que la préoccupation tolstoïenne de certains fascistes d'origine libérale, qui ne voulaient admettre que les partisans de Mussolini eussent jamais brûlé une seule cartouche, donné un seul coup de matraque, fait boire une seule goutte d'huile de ricin. L'hypocrisie des chefs d'organisations ouvrières n'empêchait pas qu'il y eût des morts dans les rangs des chemises noires. Il ne faut pas croire que les fascistes n'aient pas connu de graves revers. Des quartiers, des villages, des régions entières prenaient parfois les armes contre eux ; la grève générale donnait le signal de l'insurrection.

Les chemises noires étaient attaquées dans leur maison, des barricades s'élevaient dans les rues, des bandes d'ouvriers et de paysans armés de fusils et de grenades occupaient les villages, marchaient sur les villes, donnaient la chasse aux fascistes. Le massacre de Sarzana suffirait à montrer que les ouvriers n'étaient pas hypocrites comme leurs chefs. En juillet 1921, dans la ville de Sarzana, une cinquantaine de chemises noires furent massacrées, des blessés furent égorgés sur leur civière, au seuil de l'hôpital ; une centaine d'autres, qui avaient cherché leur salut dans la fuite et s'étaient dispersés dans la campagne, furent poursuivis à travers bois par des femmes armées de fourches et de faux. La chronique de la guerre civile en Italie, au cours des années 1920-1921, c'est-

à-dire la chronique de la préparation du coup d'État fasciste, est faite de tels épisodes de violence féroce.

Pour venir à bout des grèves révolutionnaires et des insurrections d'ouvriers et de paysans, qui devenaient de plus en plus fréquentes et prenaient une extension et une gravité croissantes, au point de paralyser des régions entières, les fascistes adoptèrent la tactique de l'occupation systématique des régions menacées. D'un jour à l'autre, des concentrations de chemises noires avaient lieu dans les centres indiqués d'après un plan de mobilisation. Des milliers et des milliers d'hommes armés, parfois quinze ou vingt mille, se déversaient sur une ville, sur des campagnes, sur des villages, rapidement portés par leurs camions d'une province à l'autre. En quelques heures, toute la région occupée était mise en état de siège. Tout ce qui restait de l'organisation socialiste et communiste : Bourses du Travail, Syndicats, cercles ouvriers, journaux, coopératives, était dissous ou brisé méthodiquement. Les gardes rouges qui n'avaient pas eu le temps de fuir étaient purgés, étrillés, remis à neuf ; pendant deux ou trois jours, les matraques travaillaient sur des centaines de kilomètres carrés. A la fin de 1921, cette tactique, appliquée d'une manière systématique sur une échelle de plus en plus vaste, avait cassé les reins à l'organisation politique et syndicale du prolétariat. Le danger d'une révolution rouge était éloigné pour toujours, le citoyen Mussolini avait bien mérité de la patrie. Leur mission accomplie, pensaient les bourgeois de tous genres, les chemises noires pouvaient aller se coucher. Ils ne devaient pas tarder à se rendre compte que la victoire du fascisme sur les travailleurs avait aussi cassé les reins à l'État.

La tactique suivie par Mussolini pour s'emparer de l'État ne pouvait être conçue que par un marxiste. Il ne faut jamais oublier que l'éducation de Mussolini est marxiste. Ce qui étonnait Lénine et Trotsky, dans la situation révolutionnaire italienne, c'était l'incapacité des communistes à profiter d'un concours exceptionnel de circonstances favorables. Les grèves générales insurrectionnelles de 1919 et de 1920, l'occupation des fabriques du Nord de l'Italie par les ouvriers, qui en avait marqué la phase décisive, n'avaient pas produit un seul chef capable d'entraîner une poignée d'hommes à la conquête de l'État. Avec l'appui de la grève générale, n'importe quel petit Trotsky de province aurait pu s'emparer du pouvoir sans demander de permission au Roi.

Mussolini, qui jugeait la situation en marxiste, ne croyait pas aux chances de succès d'une insurrection qui eût dû combattre à la fois les forces du gouvernement et les forces du prolétariat. Son mépris pour les chefs socialistes

et communistes ne l'empêchait pas de mépriser tous ceux qui se proposaient, comme d'Annunzio, de renverser le gouvernement sans s'être assurés au moins, préalablement, l'alliance ou la neutralité des organisations ouvrières. Mussolini n'était pas homme à se faire casser les reins par une grève générale. Il ne sous-estimait pas, comme le Jupiter national, le rôle du prolétariat dans le jeu révolutionnaire. Sa sensibilité moderne, sa compréhension marxiste des problèmes politiques et sociaux de notre temps, ne lui laissaient pas d'illusions sur la possibilité de faire du blanquisme nationaliste en 1920.

Il ne faut pas voir, dans la tactique du coup d'État fasciste, une tactique de réactionnaire. Mussolini n'avait rien d'un d'Annunzio, d'un Kapp, d'un Primo de Rivera ou d'un Hitler. C'est en marxiste qu'il évaluait les forces du prolétariat et qu'il appréciait leur rôle dans la situation révolutionnaire de 1920 ; c'est en marxiste qu'il en arrivait à la conclusion qu'il fallait, avant tout, briser les syndicats ouvriers, sur lesquels le gouvernement s'appuierait, sans doute, pour défendre l'État. Il avait peur de la grève générale : la leçon de Kapp et de Bauer n'avait pas été perdue pour lui. Les historiens officiels du fascisme, quand ils veulent prouver que Mussolini n'était pas un réactionnaire, rappellent son programme de 1919. En réalité, le programme de 1919, auquel la grande majorité des chemises noires croyait sincèrement – et la vieille garde fasciste est demeurée fidèle à l'esprit de 1919 –, était un programme républicain et démocratique. Mais ce n'est pas le programme de 1919 qui révèle l'éducation marxiste de Mussolini ; c'est la conception de la tactique du coup d'État fasciste, la logique, la méthode, l'esprit de suite avec lesquels il l'applique. On verra plus tard, à propos de Hitler, comment peut dégénérer dans l'esprit d'un réactionnaire un plan tactique conçu par un marxiste.

Ceux qui se plaisaient à ne voir dans le fascisme qu'une défense de l'État contre le danger communiste, qu'une réaction pure et simple contre les conquêtes politiques et sociales du prolétariat, estimaient que Mussolini, vers le milieu de l'année 1921, s'était acquitté de sa tâche, que son rôle était achevé. Par des considérations tout à fait différentes, Giolitti en était arrivé à la même conclusion dès le mois de mars 1921, après ces grèves générales qui révélèrent la dangereuse puissance du fascisme. La guerre civile avait atteint un degré de violence terrible, les pertes avaient été lourdes des deux côtés ; mais ces luttes sanglantes, marquées d'épisodes sans exemple dans la chronique de ces années rouges, avaient fini par la défaite des forces prolétariennes. Giolitti, qui avait joué contre le fascisme la carte « syndicalisme », avait été pris au dépourvu par le brusque effondrement des organisations ouvrières : le fascisme sortait de la

bataille, animé d'un esprit agressif qui ne laissait pas le moindre doute sur ses intentions, et formidablement armé pour la lutte contre l'État. Quelle force Giolitti pouvait-il opposer au fascisme ? Le rôle que jouaient dans la défense de l'État les syndicats ouvriers était fini. Les partis politiques constituant la majorité parlementaire étaient impuissants contre une formidable organisation armée, opérant sur le terrain de la violence et de la légalité. Il ne lui restait plus d'autre ressource que de tenter une « parlementarisation » du fascisme. Vieille tactique de ce libéral qui avait donné à l'Italie, au cours des trente années précédentes, l'exemple d'une dictature parlementaire au service d'une monarchie sans préjugés constitutionnels. Mussolini, dont le programme politique n'entravait pas la tactique révolutionnaire, ne se laissa guère prendre au jeu qu'un doigt de la main gauche. Lors des élections politiques de mai 1921, le fascisme accepta de faire partie de cette sorte de Bloc National imaginé par Giolitti pour compromettre et pour corrompre, à l'aide du suffrage universel, l'armée des chemises noires.

Ce n'était pas sans grandes difficultés que ce Bloc National avait été formé. Les partis constitutionnels n'acceptaient pas d'être mis sur le même pied qu'une organisation armée, qui ne dissimulait pas son programme républicain. Mais ce qui préoccupait Giolitti, ce n'était pas le programme plus ou moins républicain et démocratique de 1919, c'était le but de la tactique fasciste. La conquête de l'État, voilà quel était le but de Mussolini. Il fallait accepter son programme sur le terrain électoral, si on voulait détourner le fascisme du but de sa tactique révolutionnaire. Giolitti, qui ne jouait correctement que sur de mauvaises cartes, ne fut pas plus heureux qu'il ne l'avait été déjà lorsqu'il avait triché au jeu en se servant de la jalousie de d'Annunzio à l'égard de Mussolini. Loin de se laisser « parlementariser », le fascisme resta fidèle à sa tactique. Tandis que les députés fascistes – une vingtaine – travaillaient à désagréger la majorité issue du Bloc National, les chemises noires se retournaient contre les syndicats républicains et contre les syndicats catholiques, avec la même violence dont ils avaient usé contre les organisations syndicales socialistes. En prévision de l'action insurrectionnelle pour la conquête de l'État, il était nécessaire de débayer le terrain de toutes les forces organisées (qu'elles fussent de gauche, de droite ou du centre), susceptibles soit de fournir un appui au gouvernement, soit d'entraver le fascisme dans la phase déterminante de l'insurrection et de lui couper les jarrets au moment décisif du coup d'État. Il fallait prévenir non pas seulement la grève générale, mais encore le front unique du gouvernement, du Parlement et du prolétariat. Le fascisme se trouvait dans la nécessité de faire le vide autour de lui, de faire table rase de toute force organisée : politique ou syndicale,

prolétarienne ou bourgeoise, syndicats, coopératives, cercles ouvriers, Bourses du Travail, journaux, partis politiques. A la grande surprise de la bourgeoisie réactionnaire et libérale, qui estimait fini le rôle du fascisme, et à la grande joie des ouvriers et des paysans, après avoir dissous par la violence les organisations républicaines et catholiques, les chemises noires se mirent au travail contre les libéraux, les démocrates, les francs-maçons, les conservateurs et toutes les variétés de bourgeois bien pensants. La lutte contre la bourgeoisie était beaucoup plus populaire chez les fascistes que la lutte contre le prolétariat. Les troupes d'assaut étaient composées en grande partie d'ouvriers, de petits artisans et de paysans. Et puis, la lutte contre la bourgeoisie, c'était déjà la lutte contre le gouvernement, contre l'État. Ces mêmes libéraux, démocrates, conservateurs, qui s'étaient hâtés, en appelant les fascistes à faire partie du Bloc National, de mettre Mussolini au Panthéon des « sauveurs de la patrie » (l'Italie, depuis cinquante ans, est remplie de « sauveurs de la patrie » : ce qui était d'abord une mission est devenu une profession officielle, ou presque ; on peut s'attendre à tout, d'un pays qui a été sauvé trop de fois), ne voulaient pas se résigner à se rendre compte que le sut de Mussolini n'était pas de sauver l'Italie suivant la tradition officielle, mais de s'emparer de l'État : programme beaucoup plus sincère que celui de 1919. Mais maintenant, pour la bourgeoisie libérale et révolutionnaire, rien n'était moins légal, rien n'était moins acceptable, que cette violence fasciste si chaleureusement applaudie tant qu'elle s'était exercée contre les organisations prolétariennes. Qui aurait jamais cru que Mussolini, si bon patriote quand il menait la lutte contre les communistes, les socialistes et les républicains, deviendrait du jour au lendemain un homme dangereux, un ambitieux sans préjugés bourgeois, un catilinaire décidé à s'emparer du pouvoir même contre le Roi et contre le Parlement ?

C'était la faute de Giolitti si le fascisme était devenu un danger pour l'État. Il eût fallu l'étrangler à temps, le mettre hors la loi dès le début, l'écraser par les armes, comme on avait écrasé d'Annunzio. Cette sorte de « bolchévisme nationaliste » se montrait beaucoup plus dangereuse que ce bolchévisme à la russe dont la bourgeoisie pouvait bien affirmer, dorénavant, qu'elle n'en avait pas peur. Le gouvernement de Bonomi eût-il pu réparer les erreurs du gouvernement de Giolitti ? Pour Bonomi, ancien socialiste, le problème du fascisme n'était qu'un problème de police. Entre ce marxiste qui tentait, par une réaction policière, d'étrangler le fascisme avant qu'il fût prêt à s'emparer de l'État, et Mussolini qui cherchait à gagner du temps, il s'engagea, au cours des derniers mois de 1921, une lutte sans merci, marquée par des persécutions, des violences, des conflits sanglants. Bien que Bonomi fût arrivé à réaliser contre les

chemises noires le front unique de la bourgeoisie et du prolétariat (les ouvriers, appuyés par le gouvernement, faisaient de grands efforts pour reconstituer leurs organisations de classe), la tactique de Mussolini continuait à se développer systématiquement. Après l'échec de la trêve d'armes conclue entre les fascistes et les socialistes, le manque de courage et de clairvoyance des partis bourgeois, leur égoïsme sans scrupule, opposant à la violence des chemises noires un machiavélisme grossier, éloquent et patriotique, avaient fini par démoraliser les travailleurs. L'année 1922 s'ouvrait sur un panorama triste et brumeux : le fascisme, violent et méthodique, s'emparait peu à peu de tous les centres nerveux du pays ; son organisation politique, militaire et syndicale couvrait toute l'Italie de son réseau. La carte de la péninsule, botte remplie de villes, de bourgades, d'hommes inquiets, ardents et factieux, était dessinée comme un tatouage dans la main droite de Mussolini. Bonomi s'était écroulé dans un nuage de plâtras, sous les décombres du monde politique et syndical. L'État, assiégé à Rome par le fascisme, qui occupait tout le pays, était à la merci des chemises noires. Son autorité ne survivait guère que dans quelques centaines d'îlots, préfectures, mairies, casernes de police, disséminés dans toute l'Italie, au milieu de la marée montante de la révolution. Entre le Roi et le Gouvernement, la peur des responsabilités commençait à s'insinuer, la fissure allait s'élargissant. Vieille ruse des gouvernements constitutionnels : le Roi s'appuyait sur l'armée et sur le Sénat, le gouvernement sur la police et sur le Parlement. Ce qui ne manquait pas d'éveiller la méfiance de la bourgeoisie libérale et des travailleurs.

Lorsque Mussolini (août 1922) annonça au pays que le fascisme était prêt à s'emparer du pouvoir, le gouvernement, dans un suprême effort, tenta de prévenir l'insurrection et de briser l'encerclement fasciste par une révolte ouvrière et paysanne. La grève générale éclata au mois d'août, sur l'ordre d'une espèce de Comité de Salut Public groupant les partis démocratique, socialiste, républicain, et la Confédération Générale du Travail. C'était ce que l'on appelait la « grève légalitaire », dernière bataille que les défenseurs de la liberté, de la démocratie, de la légalité et de l'État livraient à l'armée des chemises noires. Mussolini allait enfin pouvoir briser l'adversaire le plus dangereux, le seul redoutable, du coup d'État fasciste, cette grève générale qui depuis trois ans menaçait, à chaque instant, de casser les reins à la Révolution, cette grève contre-révolutionnaire qu'il combattait depuis trois ans, en luttant systématiquement contre les organisations syndicales du prolétariat. En déclenchant contre le fascisme la contre-révolution des travailleurs, le gouvernement et la bourgeoisie libérale et réactionnaire comptaient briser l'élan insurrectionnel des chemises noires, éloigner ainsi de l'État, pour quelque temps

encore, le danger de la mainmise révolutionnaire. Mais en même temps que les équipes fascistes de techniciens et d'ouvriers spécialisés remplaçaient les grévistes dans les services publics, la terrible violence des chemises noires écrasait, en vingt-quatre heures, l'armée des défenseurs de l'État rassemblés sous le drapeau rouge de la Confédération Générale du Travail. Ce n'est pas en octobre, c'est au mois d'août que le fascisme a remporté la victoire décisive pour la conquête de l'État. Après la faillite de la « grève légale », Facta, homme faible, honnête et loyal, ne gardait plus son poste que pour couvrir le Roi.

Bien que le programme du fascisme, ce programme de 1919 auquel les chemises noires de la vieille garde croyaient sincèrement, fût républicain, le Roi n'avait plus besoin du loyalisme de Facta : à la veille du coup d'État, Mussolini donnait le signal de l'insurrection au cri de : « Vive le Roi ! » Le coup d'État fasciste n'eut en rien ce caractère théâtral que voulurent lui prêter certains Plutarques officiels, malades d'éloquence, de rhétorique et de littérature. Pas de grands mots, d'attitudes décoratives, de gestes à la Jules César, à la Cromwell et à la Bonaparte. Les légions qui marchaient sur la capitale n'étaient pas, heureusement, les légions de César revenant des Gaules, et Mussolini n'était pas vêtu à la romaine. On n'écrit pas l'histoire d'après les chromos de circonstance ou d'après les toiles des peintres officiels. Il est difficile de comprendre comment le Napoléon peint par David a pu avoir ce génie si clair, si précis, si moderne, qui fait de lui un homme aussi différent de ce Napoléon peint par David ou sculpté par Canova, que Mussolini est différent de Jules César ou de Bartolomeo Colleoni. On voit, dans certains chromos, les chemises noires se promener, au cours de l'insurrection d'octobre 1922, à travers une Italie toute décorée d'arcs de Titus, de tombeaux, de mausolées, de colonnes, de portiques, de statues, sous un ciel peuplé d'aigles, comme si le coup d'État fasciste avait eu pour théâtre l'Italie d'Ovide et d'Horace, pour héros des légionnaires romains et pour régisseur Jupiter lui-même, préoccupé de sauver les apparences constitutionnelles par le classicisme de la mise en scène. D'autres nous montrent un Mussolini 1922 « avec des yeux 1830 », un Mussolini romantique égaré dans un paysage néo-classique : le voilà donc, soit à pied, soit à cheval, à la tête de ses légionnaires, ce héros pâle et souriant qui interprète l'histoire dans le goût des chromos ! Sur ce fond d'aqueducs en ruines, dans cette campagne romaine sévère et fatale, Mussolini semble se détacher d'un tableau du Poussin, d'une élégie de Goethe, d'un drame de Pietro Cossa, d'un vers de Carducci ou de d'Annunzio ; on dirait que les poches de son pantalon sont bourrées de livres de Nietzsche. Les chromos sont l'apothéose de tout le mauvais goût de la culture et de la littérature italiennes de ces cinquante dernières années. Devant ces images

du coup d'État fasciste, on s'étonne que Mussolini ait pu renverser le gouvernement de Facta et s'emparer du pouvoir.

Mais le Mussolini d'octobre 1922 n'est pas celui des chromos : c'est un homme moderne, froid, audacieux, violent et calculateur. A la veille de l'insurrection, tous les adversaires du fascisme, les organisations syndicales des travailleurs, les communistes, les partis (socialiste, républicain, catholique, démocratique, libéral) sont hors de combat. Étranglée définitivement en Août, la grève générale ne saurait plus casser les reins à l'insurrection : les ouvriers n'oseront plus quitter leur travail et descendre dans la rue. Les sanglantes repréailles, par lesquelles on a étouffé la « grève légale », ont brisé pour toujours l'esprit combatif du prolétariat. Dès que Mussolini, à Milan, lève le drapeau noir de l'insurrection, les équipes fascistes de techniciens et d'ouvriers spécialisés s'emparent rapidement de tous les points stratégiques de l'organisation technique de l'État. Au bout de vingt-quatre heures, toute l'Italie est occupée militairement par 200.000 chemises noires. Les forces de police, les carabiniers, les gardes royaux sont insuffisants à ramener l'ordre dans le pays. Partout où les forces de police tentent de chasser les chemises noires des positions occupées, les attaques échouent sous le feu des mitrailleuses fascistes. De Pérouse, quartier général de la révolution, les membres du quadrumvirat, ou Comité révolutionnaire militaire, Bianchi, Balbo, de Vecchi et de Bono, dirigent l'action insurrectionnelle d'après le plan arrêté par Mussolini dans tous ses détails. Cinquante mille hommes se concentrent dans la campagne romaine, prêts à marcher sur la capitale : c'est au cri de « Vive le Roi ! » que l'armée des chemises noires assiège Rome, et dans Rome il n'y a pas seulement le gouvernement, il y a aussi le Roi. Bien que le loyalisme de Mussolini, qui s'appuie sur une armée révolutionnaire, n'ait pas encore eu le temps de vieillir, un Roi constitutionnel doit le préférer au loyalisme d'un gouvernement désarmé. Lorsque le Conseil des Ministres décide de soumettre à la signature du Roi le décret qui établit l'état de siège dans toute l'Italie, le Roi, paraît-il, refuse de signer. On ne sait pas exactement ce qui s'est passé en cette circonstance ; ce qui est certain, c'est que l'état de siège fut proclamé, mais qu'il ne dura qu'une demie-journée. Trop peu, si le Roi a signé le décret ; un peu trop, si, vraiment, il ne l'a pas signé.

Par la tactique révolutionnaire qu'il avait appliquée systématiquement pendant trois années de lutte sanglante, le fascisme s'était emparé de l'État bien avant l'entrée des chemises noires dans la capitale. L'insurrection ne faisait que renverser le gouvernement. Ni l'état de siège, ni la mise hors-la-loi de Mussolini,

ni la résistance armée, n'auraient pu faire échouer, en 1932, le coup d'État fasciste. « Je dois à Mussolini, disait Giolitti, d'avoir appris que ce n'est pas contre le programme d'une révolution qu'un État doit se défendre, mais contre sa tactique. » Il avouait en souriant, avoir été incapable de profiter de cette leçon.

VIII

UNE FEMME : HITLER

L'Allemagne n'est pas l'Italie, disent ironiquement ceux qui refusent de croire au danger hitlérien. Il serait plus juste de dire que la tactique de Hitler n'est pas celle de Mussolini. Comme je me trouvais dernièrement en Allemagne pour rendre compte de près au journal *la Stampa* de Turin de ce qu'on appelle le péril hitlérien, il m'est arrivé, à plusieurs reprises, qu'on me demandât si Hitler pouvait être considéré comme le Mussolini allemand. Je me souviens avoir répondu à M. Simon, directeur de la *Frankfurter Zeitung*, qui me posait cette question, que l'Italie de 1919 à 1922, et même après, n'eût pas toléré un Hitler. Ma réponse eut l'air d'étonner M. Simon, qui laissa tomber la conversation.

En réalité, Hitler n'est qu'une caricature de Mussolini. A la manière de certains Plutarques italiens malades d'éloquence, de rhétorique et de littérature, et des nationalistes de presque tous les pays d'Europe, Hitler ne voit en Mussolini qu'une sorte de Jules César en habit et chapeau haut de forme, gâté par la lecture de Nietzsche et de Barrés, très curieux des idées de Ford et du système Taylor, et partisan d'une standardisation industrielle, politique et morale. Cet Autrichien orgueilleux et gras, aux yeux durs et méfiants, à l'ambition tenace, aux projets cyniques peut bien avoir, comme tous les Autrichiens, un certain goût pour les héros de l'ancienne Rome et pour la civilisation italienne de la Renaissance, mais il a suffisamment le sentiment du ridicule pour se rendre compte que l'Allemagne de Weimar ne saurait être un pays de conquête pour un petit bourgeois de la Haute-Autriche déguisé en Sylla, en Jules César ou en condottiere. Bien qu'il soit, lui aussi, entiché de ce genre d'esthétisme, caractéristique des rêveurs de dictature, on ne peut croire qu'il se plaise, comme l'affirment certains de ses adversaires, à embrasser les bustes des condottieres de la Renaissance dans les musées de Munich. Il faut être juste avec lui. Il veut bien imiter Mussolini, mais comme un homme du Nord, un Allemand, croit pouvoir imiter un homme du Sud, un Latin. Il croit à la possibilité de moderniser Mussolini en l'interprétant à l'allemande, ce qui n'est même pas une manière d'ironiser le classicisme. Son héros idéal, c'est un Jules César habillé à la tyrolienne.

On s'étonne de voir le climat de l'Allemagne de Weimar tellement favorable à une caricature de Mussolini, qui mettrait en gâté jusqu'au peuple italien.

De même qu'il ne ressemble pas au buste du Duce sculpté par Wildt – sorte d'empereur romain, le front serré dans les bandelettes sacrées du Pontifex Maximus – non plus qu'à la statue équestre de Mussolini par Graziosi, qui domine le stade de Bologne (un aventurier du XV^e siècle, trop solide à cheval pour avoir l'air d'un héros bien élevé), Hitler, Autrichien de Braunau, ne ressemble pas au portrait que certains de ses adversaires veulent nous donner de lui.

« Hitler, écrit Frédéric Hirth, trop grand admirateur de Stresemann pour se montrer aimable envers le chef des nationaux-socialistes, a le physique du Bavarois ou du Haut-Autrichien moyen. Son type est celui de tous les hommes de ces contrées. Il suffit d'entrer dans n'importe quel magasin ou café de Braunau ou de Linz en Autriche, de Passau ou de Landshut en Bavière, pour s'apercevoir que tous les commis et tous les garçons ressemblent à Hitler. » D'après ses adversaires, le secret du succès personnel d'un homme qui, sans mériter d'être pris pour n'importe quel commis de magasin ou garçon de café de Braunau ou de Landshut, possède néanmoins tous les traits physiques de la médiocrité spirituelle du bourgeois allemand, ne serait autre chose que son éloquence : sa noble, ardente et virile éloquence.

Il ne faut pas faire un grief à Hitler d'être arrivé, par sa seule éloquence, à imposer une discipline de fer à des centaines de milliers d'hommes raisonnables, recrutés parmi d'anciens combattants au cœur durci par quatre années de guerre. Il serait injuste de le blâmer d'avoir été capable de persuader six millions d'électeurs de voter pour un programme politique social et économique qui fait, lui aussi, partie de son éloquence. Il ne s'agit pas d'établir si le secret de son succès personnel réside dans ses paroles ou dans son programme. Ce n'est ni sur leur éloquence, ni sur leur programme, qu'on juge les catilinaires : mais sur leur tactique révolutionnaire. Il s'agit de dire si l'Allemagne de Weimar est réellement menacée d'un coup d'État hitlérien, c'est-à-dire de savoir quelle est la tactique révolutionnaire de ce Catilina trop éloquent, qui veut s'emparer du Reich et imposer sa dictature personnelle au peuple allemand.

L'organisation de combat du parti national-socialiste est calquée sur l'organisation révolutionnaire du fascisme entre 1919 et 1922, avant le coup d'État. Le réseau des noyaux hitlériens, dont le centre est Munich, s'étend de ville en ville sur tout le territoire de l'Allemagne. Les troupes d'assaut nationales-socialistes, recrutées parmi les anciens combattants et organisées militairement, constituent l'ossature révolutionnaire du parti. Entre les mains

d'un chef qui saurait s'en servir, elles pourraient représenter, pour le Reich, un danger très grave. Encadrées d'anciens officiers de l'Empire, armées de revolvers, de grenades et de matraques (des dépôts de munitions, de fusils, de mitrailleuses et de lance-flammes, sont échelonnés dans toute la Bavière, en Rhénanie, et le long de la frontière de l'Est), elles constituent une organisation militaire merveilleusement outillée et merveilleusement entraînée à l'action insurrectionnelle. Soumises à une discipline de fer, écrasées par la volonté tyrannique de leur chef, qui se déclare infailible et qui exerce, au sein du parti, une dictature inexorable, les troupes d'attaque hitlériennes ne sont pas l'armée de la révolution nationale du peuple allemand, mais l'instrument aveugle des ambitions de Hitler.

Ces vétérans de la grande guerre, qui rêvaient de marcher à la conquête du Reich et de se battre, sous les drapeaux à croix gammée, pour la liberté de la patrie allemande, se voient réduits à servir les desseins ambitieux et les intérêts personnels d'un politicien éloquent et cynique, qui ne saurait concevoir la révolution autrement que sous l'aspect d'une banale guérilla de faubourg contre des gardes rouges communistes, d'une interminable suite de conflits sans gloire avec des ouvriers endimanchés ou des chômeurs affamés, d'une conquête électorale du Reich appuyée par quelques coups de revolver dans la banlieue des grandes villes.

A Königsberg, Stuttgart, Francfort, Cologne, Düsseldorf, Essen, des officiers des troupes d'assaut hitlériennes m'ont avoué se sentir ravalés au rang de garde prétorienne d'un chef révolutionnaire, qui s'entraîne à pratiquer, contre ses propres partisans, les systèmes de police dont il aura à se servir, un jour, pour imposer sa dictature personnelle au peuple allemand. Au sein du parti national-socialiste, la liberté de conscience, le sentiment de la dignité personnelle, l'intelligence, la culture, sont persécutés avec cette haine stupide et brutale qui caractérise les dictateurs de troisième ordre. Bien qu'Autrichien, Hitler n'a pas assez d'esprit pour comprendre que certaines formules de la vieille discipline des Jésuites sont désormais surannées même dans la Compagnie de Jésus, et qu'il est dangereux de les vouloir appliquer à un parti, dont le programme est de se battre pour la liberté nationale du peuple allemand. On ne gagne pas des batailles, livrées au nom de la liberté, avec des soldats habitués à baisser les yeux.

Mais ce n'est pas seulement par les méthodes policières, par la pratique de la délation et de l'hypocrisie, que Hitler avilit ses partisans, c'est aussi par sa tactique révolutionnaire. Depuis la mort de Stresemann, l'éloquence de Hitler est

devenue de plus en plus héroïque et menaçante, mais sa tactique révolutionnaire a lentement évolué vers une solution parlementaire du problème de la conquête de l'État. Les premiers symptômes de cette évolution datent de 1923. Après l'échec du coup d'État de Hitler, Kahr et Ludendorff à Munich, en 1923, toute la violence révolutionnaire de Hitler s'est réfugiée dans son éloquence. Les troupes d'assaut nationales-socialistes se sont transformées peu à peu en une sorte de camelots du roi-Hitler. Leur chef se montre de plus en plus dégoûté de la violence. Les coups de feu lui font mal aux oreilles. Mais c'est après la mort de Stresemann qu'a commencé la véritable crise du parti hitlérien. Seul, ce grand adversaire pouvait obliger Hitler à mettre cartes sur table, à ne pas tricher au jeu révolutionnaire. Stresemann n'avait pas peur de Hitler ; c'était un homme pacifique ayant un certain goût pour les méthodes violentes. Dans un discours prononcé le 23 août 1923, dans une réunion d'industriels, Stresemann avait déclaré qu'il n'hésiterait pas à recourir à des mesures dictatoriales si les circonstances l'exigeaient. En 1923, les troupes d'assaut hitlériennes n'étaient pas encore devenues les camelots du roi-Hitler, c'est-à-dire une organisation de prétoires ; ces troupes étaient alors une armée révolutionnaire qui croyait se battre pour la liberté de la patrie allemande. La mort de Stresemann a permis à Hitler d'abandonner la tactique de la violence, ce qui a énormément diminué l'influence des troupes d'assaut dans le parti. Les troupes d'assaut, voilà l'ennemi. Ce sont les extrémistes de son propre parti qui font peur à Hitler. La tactique de la violence, c'est leur force. Gare à Hitler si ses équipes de combat devenaient trop fortes : ce serait peut-être bien le coup d'État, mais ce ne serait certainement pas la dictature de Hitler.

Les troupes d'assaut qui, hier encore, croyaient se battre pour la conquête du Reich, commencent à s'apercevoir que ce n'est pas en échangeant des coups de matraque et des coups de revolver avec des ouvriers communistes qu'on peut s'emparer de l'État. Les mutineries qui se produisent, depuis quelque temps, parmi les nationaux-socialistes, ne sont pas dues, comme le prétend Hitler, à l'ambition déçue de quelques sous-ordres, mais au profond mécontentement des équipes de combat devant l'insuffisance de Hitler, qui se révèle, de jour en jour, plus incapable de poser nettement le problème de la conquête du pouvoir sur le terrain insurrectionnel.

Depuis l'éclatant succès électoral qui a envoyé au Reichstag une centaine de députés hitlériens, l'opposition à la tactique opportuniste de Hitler, au sein même du parti, se prononce de plus en plus nettement pour la solution insurrectionnelle du problème de la conquête de l'État. On accuse Hitler de ne pas avoir le

courage d'affronter les dangers d'une tactique révolutionnaire, d'avoir peur de la révolution. Un des chefs des troupes d'assaut me disait à Berlin que Hitler est un Jules César qui ne sait pas nager, au bord d'un Rubicon trop profond pour qu'on le passe à gué. On ne peut expliquer sa brutalité envers ses propres partisans que par sa crainte qu'on lui force la main, que les extrémistes, les troupes d'assaut, les cerveaux brûlés, le poussent dans la voie de l'insurrection. Il paraît dominé par la préoccupation de se protéger contre les extrémistes de son parti, de mater ses troupes d'assaut, d'en faire un instrument docile à sa volonté. Comme tous les catilinaires qui hésitent entre le compromis et l'action insurrectionnelle, Hitler est obligé, de temps en temps, de faire des concessions aux extrémistes – ainsi l'abandon du Reichstag par les députés nationaux-socialistes. Mais ses concessions ne lui font jamais perdre de vue l'objectif de son opportunisme révolutionnaire : la conquête légale du pouvoir. Il est certain qu'en renonçant à la violence, à l'action insurrectionnelle, à la lutte armée pour la conquête de l'État, il s'éloigne toujours davantage de l'esprit révolutionnaire de ses partisans – il est certain que tout ce que le national-socialisme gagne sur le terrain parlementaire, il le perd sur le terrain révolutionnaire. Hitler n'en sait pas moins qu'il s'assure ainsi la sympathie de masses d'électeurs de plus en plus vastes, et qu'il gagne à son programme politique l'adhésion de l'immense majorité des petits bourgeois, dont il a besoin pour abandonner son rôle dangereux de Catilina et pouvoir jouer celui, plus sûr, de dictateur plébiscitaire.

En effet, la crise qui travaille le national-socialisme pourrait être appelée une crise de « social-démocratisation ». C'est une lente évolution vers la légalité, vers les formes et les méthodes légales de la lutte politique : le national-socialisme est une armée révolutionnaire en train de devenir une organisation électorale formidable, une manière de Bloc National considérant la matraque comme un de ces péchés de jeunesse qui font les mauvaises réputations, mais n'empêchent pas les mariages d'intérêt. Au fond, ne pouvant prendre au sérieux Mussolini, les patriotes allemands prennent au sérieux sa caricature. C'est une vieille histoire qu'en Allemagne les patriotes ne sont que la caricature des bons Allemands.

Parmi les concessions promises par Hitler aux extrémistes de son parti, ces derniers temps, il y a la création, à Munich, d'une école pour l'entraînement des troupes d'assaut à la tactique insurrectionnelle. Mais en quoi consiste la tactique insurrectionnelle de Hitler ? Le chef du national-socialisme ne se pose pas le problème de la conquête de l'État comme se le poserait un marxiste. On voit qu'il sous-estime l'importance du rôle des organisations syndicales de

travailleurs dans la défense de l'État. Il ne juge pas ce rôle en marxiste, ou simplement en révolutionnaire, mais en réactionnaire. Au lieu de combattre les organisations syndicales du prolétariat, il frappe sur les ouvriers. Sa chasse au communiste n'est qu'une chasse à l'ouvrier. Ce qui justifiait la tactique de violence adoptée par les chemises noires de Mussolini contre les organisations de travailleurs, c'était la nécessité de faire table rase de toute force organisée, politique ou syndicale, prolétarienne ou bourgeoise, qu'il s'agît de syndicats, de coopératives, de journaux, de cercles ouvriers, de Bourses du Travail ou de partis politiques, pour prévenir la grève générale, et briser le front commun du gouvernement, du Parlement et du prolétariat. Mais rien ne justifie la haine stupide et criminelle des hitlériens contre les ouvriers en tant qu'ouvriers. La persécution des travailleurs n'a jamais fait avancer d'un pas, sur la route de l'insurrection, les partis réactionnaires qui veulent s'emparer d'un État démocratique. Ce que Hitler devrait mener à fond et systématiquement, afin de dégager son parti de la formidable pression des masses organisées, c'est la lutte contre les organisations syndicales. Ce n'est pas seulement à la Reichswehr et à la police qu'est confiée la défense de l'État : la tactique du gouvernement du Reich consiste à opposer aux troupes d'assaut de Hitler les équipes armées des gardes rouges communistes et les syndicats de travailleurs. L'instrument de défense du Reich contre le péril hitlérien, c'est la grève. L'opportunisme de Hitler est à la merci de cette tactique des grèves qui paralyse toute la vie économique d'une ville ou d'une région, et frappe au cœur les intérêts de cette bourgeoisie même, parmi laquelle Hitler recrute ses électeurs. C'est par la tactique des grèves, par ces coups de massue dans le dos des troupes d'assaut nationales-socialistes, que le prolétariat allemand a contraint Hitler d'abandonner la tactique fasciste de la lutte contre les organisations syndicales des travailleurs, et de faire de son armée insurrectionnelle, magnifique instrument pour la conquête de l'État, une sorte de police volontaire pour des escarmouches de faubourg contre les communistes. En réalité, cette guerre de faubourg n'est bien souvent qu'une chasse à l'ouvrier en tant qu'ouvrier. Voilà ce qui reste de la tactique révolutionnaire de Mussolini dans l'application qu'en fait un réactionnaire.

Rien n'a prise sur Hitler, sauf ce qui menace sa politique opportuniste. Ce qui l'a décidé, après quelques tentatives malheureuses, à abandonner la tactique de Mussolini contre les organisations syndicales de travailleurs, ce n'est pas seulement la préoccupation de diminuer l'influence des troupes d'assaut au sein du parti, en réduisant la portée politique de leur rôle révolutionnaire. Il sait bien que l'inévitable réaction du prolétariat, la grève générale, atteindrait, tout

d'abord, les intérêts de masses d'électeurs. Or, il ne veut pas perdre la faveur de la bourgeoisie, élément indispensable à sa stratégie électorale. Il ne vise à la conquête de l'État qu'à travers la conquête du Reichstag. Il ne veut pas se heurter à la formidable puissance des forces syndicales du prolétariat, qui lui barrent la route de l'insurrection. C'est sur le terrain électoral, sur le terrain de la légalité, qu'il veut livrer au gouvernement du Reich et au prolétariat la bataille décisive pour le pouvoir. Cette inutile guérilla de faubourg qui met aux prises, tous les dimanches, dans la banlieue des grandes villes d'Allemagne, les troupes d'assaut hitlériennes, désormais prisonnières d'une niasse de six millions d'électeurs nationaux-socialistes, et les équipes armées des gardes rouges communistes, fait aussi bien le jeu des grandes organisations syndicales et de la sociale-démocratie parlementaire, que celui du gouvernement du Reich, des masses électorales nationales-socialistes, et des partis de droite. Il faut bien que quelqu'un apprenne aux communistes la prudence et la modestie.

Mais Hitler est-il sûr que ses équipes de combat se résigneront longtemps à renoncer à leur rôle révolutionnaire ? Leur rôle n'est pas de combattre les gardes rouges dans les faubourgs ouvriers, mais de s'emparer de l'État. Ce n'est pas seulement pour marcher contre les équipes communistes, au profit de tous ceux qui ont peur du danger bolchévique, c'est-à-dire au profit de la bourgeoisie patriote, aussi bien que de la social-démocratie, qu'elles ont accepté de courber le dos sous la brutale et cynique dictature de Hitler. Elles veulent marcher contre le gouvernement du Reich, contre le Parlement, contre la social-démocratie, contre les organisations syndicales du prolétariat, contre toutes les forces qui leur barrent la route de l'insurrection. Et si Hitler lui-même... Malgré ses éclatants succès électoraux, Hitler est encore bien loin d'avoir en mains l'Allemagne de Weimar. Les forces du prolétariat sont encore intactes : cette formidable armée de travailleurs, le seul ennemi redoutable de la révolution nationale-socialiste, est plus forte que jamais, debout, intacte, prête à défendre jusqu'au bout la liberté du peuple allemand. Seules, les mitrailleuses peuvent encore ouvrir la brèche à la ruée hitlérienne. Demain, peut-être, il sera trop tard.

Qu'attend donc Hitler pour abandonner son dangereux opportunisme ? Que la révolution nationale-socialiste soit prisonnière du Parlement ? Il a peur d'être mis hors la loi. Ce n'est pas en Sylla, en César, en Cromwell, en Bonaparte ou en Lénine, que cette caricature de Mussolini se pose comme le libérateur de la patrie allemande. C'est en défenseur de la loi, en restaurateur de la tradition nationale, en serviteur de l'État. Il faut toujours se méfier du civisme des dictateurs. L'avenir de cette sorte de héros civique n'est pas de nature à illuminer

son passé révolutionnaire. « Hitler, dirait Giolitti, c'est un homme qui a un grand avenir derrière lui. » Que d'occasions perdues ! Combien de fois il aurait pu s'emparer de l'État, s'il avait su profiter des circonstances favorables ! En dépit de son éloquence, de ses succès électoraux, de son armée insurrectionnelle, en dépit de l'indiscutable prestige de son nom et des légendes qui se sont créées autour de sa figure d'agitateur, de meneur de foules, de catilinaire violent et sans scrupules, en dépit des passions qu'il excite autour de lui et de son dangereux prestige sur l'imagination et l'esprit d'aventure de la jeunesse allemande, Hitler n'est pas un César. J'ai entendu, à Moscou, un bolchévik qui fut l'un des principaux exécuteurs de la tactique insurrectionnelle de Trotsky pendant le coup d'État d'octobre 1917, donner sur Hitler ce jugement singulier : « Il n'est qu'une femme. » L'esprit de Hitler est réellement un esprit profondément féminin : son intelligence, ses ambitions, sa volonté même n'ont rien de viril. C'est un homme faible qui se réfugie dans la brutalité pour masquer son manque d'énergie, ses faiblesses surprenantes, son égoïsme morbide, son orgueil sans ressources. Ce qui se retrouve chez presque tous les dictateurs, ce qui est une des caractéristiques de leur manière de juger les hommes par rapport aux événements, c'est leur jalousie. La dictature n'est pas seulement une forme de gouvernement, c'est la forme la plus complète de la jalousie, sous tous ses aspects : politique, moral, intellectuel. Comme tous les dictateurs, Hitler est conduit bien plutôt par ses passions que par ses idées. Son attitude envers ses plus anciens partisans, ses troupes d'assaut, qui l'ont suivi dès le premier moment, qui lui sont restés fidèles dans le malheur, qui ont partagé avec lui humiliations, dangers, prison, qui ont fait sa gloire et sa puissance, ne peut s'expliquer que par un sentiment dont seuls s'étonneront ceux qui ignorent la nature spéciale des dictateurs, leur psychologie violente et timide. Hitler est jaloux de ceux qui l'ont aidé à devenir une figure de premier plan dans la vie politique allemande. Il redoute leur fierté, leur énergie, leur esprit combatif, cette volonté courageuse et désintéressée qui fait des troupes d'assaut hitlériennes un dangereux instrument de puissance. Il emploie toute sa brutalité à humilier leur orgueil, à étouffer leur liberté de conscience, à obscurcir leurs mérites personnels, à transformer ses partisans en serviteurs sans dignité. Comme tous les dictateurs, Hitler n'aime que ceux qu'il peut mépriser. Son ambition, c'est de pouvoir, un jour, corrompre, humilier, asservir tout le peuple allemand, au nom de la liberté, de la gloire et de la puissance de l'Allemagne.

Il y a quelque chose de trouble, d'équivoque, de maladivement sexuel dans la tactique opportuniste de Hitler, dans son aversion pour la violence révolutionnaire, dans sa haine de toute forme de liberté et de dignité

individuelles. Dans la vie des peuples, au moment des grands malheurs, après les guerres, les invasions, les famines, il y a toujours un homme qui sort de la foule, qui impose sa volonté, son ambition, ses rancunes, et qui « se venge comme une femme », sur le peuple entier, de la liberté, de la puissance et du bonheur perdus. Dans l'histoire de l'Europe c'est le tour de l'Allemagne. Hitler, c'est le dictateur, la femme que l'Allemagne mérite. C'est son côté féminin qui explique le succès de Hitler, son ascendant sur la foule, l'enthousiasme qu'il excite dans la jeunesse allemande. Aux yeux des petits bourgeois, Hitler est un pur, un ascète, un mystique de l'action, une sorte de saint. Ce n'est pas Catilina qu'on applaudit en lui. « Il ne court sur son compte aucune histoire de femme », affirme un de ses biographes. On devrait plutôt dire, des dictateurs, qu'il ne court sur leur compte aucune histoire d'homme.

Dans la vie de tous les dictateurs, il y a parfois des moments qui illuminent le fond trouble, maladif, sexuel de leur puissance. Le sont des crises qui révèlent tout – le côté féminin de leur caractère. Dans les rapports entre le dictateur et ses partisans, ces crises se manifestent, le plus souvent, par des révoltes. Menacé d'être dominé, à son tour par ceux qu'il a humiliés et asservis, le dictateur se défend avec une énergie extrême contre la révolte de ses partisans : c'est la femme qui se défend en lui. Cromwell, Lénine, Mussolini, ont tous connu ces crises. Cromwell n'a pas hésité à employer le fer et le feu pour étouffer la révolte des « niveleurs », cette sorte de communistes anglais du XVII^e siècle. Lénine n'a pas eu de pitié pour les matelots mutinés de Cronstadt. Mussolini a été dur avec les chemises noires de Florence, dont la révolte a duré un an, jusqu'à la veille du coup d'État. Il est surprenant que Hitler n'ait pas encore eu à lutter contre une sédition générale de ses troupes d'assaut. Les mutineries partielles, qui se suivent un peu partout en Allemagne dans les rangs des équipes de combat hitlériennes, ne sont peut-être que les premiers symptômes d'une crise inévitable. L'opportunisme, au cours d'une révolution, est un crime qui se paie. Malheur aux dictateurs qui se mettent à la tête d'une armée révolutionnaire et reculent devant la responsabilité d'un coup d'État. Il peut se faire qu'ils arrivent, à force de ruse et de compromis, à s'emparer légalement du pouvoir, mais les dictatures qui sont le résultat d'une « combinazione » ne sont que des demi-dictatures. Elles ne sont pas durables. La légitimité d'une dictature consiste en sa violence révolutionnaire : c'est le coup d'État qui lui donne la force de s'établir solidement. C'est peut-être le destin de Hitler d'arriver au pouvoir par un compromis de nature parlementaire. Pour prévenir la révolte de ses équipes de combat, il ne lui reste qu'à les détourner de la conquête de l'État, qu'à transposer leur rôle révolutionnaire du plan de la politique intérieure sur celui de la

politique étrangère. Le problème des frontières de l'Est n'est-il pas, depuis quelque temps, le principal thème de l'éloquence de Hitler ? Mais c'est un fait qui a son importance, que l'avenir de l'Allemagne dépende d'un compromis parlementaire plutôt que d'un coup d'État. Un dictateur qui n'ose s'emparer du pouvoir par la violence révolutionnaire, ne saurait faire peur à l'Europe occidentale, décidée à défendre jusqu'au bout sa liberté.

Note pour l'édition de 1948.

Je n'ai rien à changer à ce que j'écrivais sur Hitler il y a dix-huit ans, entre Novembre 1930 et Avril 1931, dans le chapitre que le lecteur vient de lire. Hitler n'a pas pris le pouvoir en Allemagne, en Janvier 1933, par un coup d'État, mais par un compromis parlementaire, grâce à la complicité de Hindenburg et de von Papen. En Juin 1934, j'étais déporté dans l'île de Lipari : j'appris par les journaux que Hitler avait, dans sa fameuse « purge », exterminé ses plus anciens collaborateurs, les « durs », les extrémistes du Parti National-socialiste. J'avais prévu, et annoncé, la révolte et la fin tragiques des chefs des troupes d'assaut hitlériennes. Je n'ai, de ma vie, jamais vu ni rencontré Hitler : le portrait que j'ai dessiné de lui, il y a dix-huit ans, demeure saisissant d'intuition.

La situation politique actuelle, en Allemagne ne peut qu'étonner ceux qui savent jusqu'à quel point le peuple allemand a toujours eu le sens de la dignité civique. Il faudrait admettre l'Allemagne de Weimar bien malade, ses classes dirigeantes, sa bourgeoisie, ses élites intellectuelles, bien profondément démoralisées ou corrompues, pour les croire susceptibles de se soumettre, sans réagir, à une dictature que Hitler lui-même n'ose pas leur imposer par la violence. On n'accepte pas une dictature ; on la subit. Même si elle a été imposée par une révolution, on ne la subit qu'après l'avoir combattue jusqu'au bout.

Il est ridicule d'affirmer que la bourgeoisie russe ne s'est pas défendue contre les bolchéviks. A propos des événements d'octobre 1917, je n'ai cessé de défendre Kerenski contre l'accusation de n'avoir pas été capable d'assurer la défense de l'État contre l'action insurrectionnelle des gardes rouges. Comme tous les gouvernements libéraux et démocratiques, le gouvernement de Kerenski ne pouvait défendre l'État que par des mesures de police. La technique libérale de la défense de l'État ne pouvait et ne peut rien contre la technique du coup d'État communiste. Elle ne peut rien non plus contre la technique du coup d'État fasciste. Il serait de même ridicule d'affirmer que le gouvernement libéral, les organisations syndicales de travailleurs et les partis constitutionnels italiens, ne se sont pas défendus contre la tactique révolutionnaire de Mussolini. La lutte pour le pouvoir, en Italie, s'est poursuivie pendant quatre ans, bien plus sanglante qu'en Allemagne. La dictature de Lénine et celle de Mussolini ne se sont pas établies sans une lutte acharnée. Mais quelle force, quelle dure nécessité pourraient obliger les classes dirigeantes, la bourgeoisie et les élites

intellectuelles de l'Allemagne, à accepter une dictature qu'aucune violence révolutionnaire ne les contraint de subir ? Leur esprit de révolte contre la paix de Versailles, leur volonté de s'affranchir des conséquences politiques et économiques de la guerre, ne suffisent pas à justifier leur attitude devant l'éventualité d'une dictature hitlérienne. Parmi tous les maux de la défaite, parmi toutes les conséquences de la paix de Versailles, la plus grave calamité qui pourrait frapper le peuple allemand, ce serait la ; perte de sa liberté civile. Une Allemagne qui accepterait sans résistance la dictature de Hitler, une Allemagne asservie à cette médiocre espèce de Mussolini, ne saurait s'imposer aux peuples libres de l'Europe occidentale. C'est bien là la grande pitié de la bourgeoisie allemande.

L'attitude de la bourgeoisie devant le problème de l'État ne saurait s'expliquer en Allemagne, comme le prétendent certains, par une décadence du sentiment de la liberté dans l'Europe moderne. Les conditions morales et intellectuelles de la bourgeoisie ne sont pas les mêmes en Allemagne et ailleurs. Il faudrait admettre une bien grave décadence, pour croire la bourgeoisie européenne incapable de défendre sa liberté, et penser que l'avenir de l'Europe est un avenir de servitude civile. Mais s'il est vrai que la situation morale et intellectuelle de la bourgeoisie n'est pas la même en Allemagne qu'ailleurs, s'il est vrai que tous les peuples d'Europe ne possèdent pas au même degré le sentiment de la liberté, il n'en est pas moins vrai que le problème de l'État se pose dans les mêmes termes en Allemagne et dans les autres pays d'Europe. Le problème de l'État n'est plus seulement un problème d'autorité : c'est aussi un problème de liberté. Si les systèmes de police se révèlent insuffisants à défendre l'État contre l'éventualité d'une tentative communiste ou fasciste, à quelles mesures peut et doit recourir un gouvernement sans mettre en danger la liberté du peuple ? Voilà les termes dans lesquels se pose le problème de la défense de l'État dans presque tous les pays.

La situation actuelle offre de grandes chances de succès aux ambitions des catilinaires de droite et de gauche. L'insuffisance des mesures, prévues ou adoptées par les gouvernements pour faire avorter une tentative révolutionnaire éventuelle, est tellement grave que le danger d'un coup d'État doit être envisagé sérieusement dans beaucoup de pays d'Europe. La nature particulière de l'État moderne, la complexité et la délicatesse de ses fonctions, la gravité des problèmes politiques, économiques et sociaux qu'il est appelé à résoudre, en font le lieu géométrique des faiblesses et des inquiétudes des peuples, augmentant ainsi les difficultés à surmonter pour assurer sa défense. L'État

moderne est plus exposé qu'on ne croit au danger révolutionnaire. C'est une considération sans valeur d'objecter que, si la technique libérale de la défense de l'État est surannée, les catilinaires, de leur côté, prouvent dans beaucoup de cas qu'ils ignorent jusqu'aux éléments essentiels de la technique moderne du coup d'État. Car, s'il est vrai que les catilinaires, dans beaucoup de cas, n'ont pas su, jusqu'à présent, mettre à profit les circonstances favorables pour tenter de s'emparer du pouvoir, il n'en est pas moins vrai que le danger révolutionnaire existe.

Dans les pays où l'ordre est fondé sur la liberté, l'opinion publique a tort de ne pas se préoccuper de l'éventualité d'un coup d'État. Étant donné la situation de l'Europe, cette éventualité existe partout, aussi bien dans un pays libre et organisé, un État « policé », pour employer un terme du XVIII^e siècle, dont le sens est bien moderne, que dans un pays en proie au désordre. En 1920, à Varsovie, au cours d'une de ces réunions que le corps diplomatique tenait presque chaque jour, à la Nonciature Apostolique, pour examiner la situation de la Pologne envahie par l'armée rouge de Trotsky et déchirée par les luttes intestines, j'eus l'occasion d'entendre un dialogue assez vif, une sorte de dissertation fort peu académique sur la nature et les dangers des révolutions, qui s'engagea entre le Ministre d'Angleterre, sir Horace Rumbold, et Monseigneur Ratti, le Pape actuel Pie XI, alors Nonce Apostolique à Varsovie.

Occasion rare, que celle d'entendre un futur Pape défendre les opinions de Trotsky sur le problème révolutionnaire moderne, contre un ministre anglais, et en présence des représentants diplomatiques des principales nations du monde. Sir Horace Rumbold déclarait que le désordre était extrême dans toute la Pologne, qu'une révolution s'ensuivrait fatalement, d'un jour à l'autre ; qu'en conséquence, le corps diplomatique devait sans plus tarder abandonner Varsovie. Monseigneur Ratti répliquait qu'en effet le désordre était grand dans tout le pays, mais que la révolution n'est jamais la conséquence nécessaire du désordre, qu'il considérait donc comme une erreur d'abandonner la capitale, d'autant plus que le danger révolutionnaire n'était pas plus grave en Pologne que dans tous les autres pays d'Europe : il concluait qu'il ne s'éloignerait pas de Varsovie. Dans un pays civilisé, où l'organisation de l'État est puissante, répliquait le ministre d'Angleterre, le danger d'une révolution est inexistant ; ce n'est que du désordre que naissent les révolutions. Monseigneur Ratti, défendant, sans s'en apercevoir, la thèse de Trotsky, insistait sur son affirmation que la révolution est tout aussi possible dans un pays civilisé, puissamment organisé et policé, comme l'Angleterre, que dans un pays en proie à l'anarchie,

miné par la lutte des factions politiques et envahi par une armée ennemie, comme l'était à ce moment la Pologne. – « Oh never ! » s'écria Sir Horace Rumbold. Il semblait aussi contristé, aussi scandalisé par cette affirmation calomnieuse de la possibilité d'une révolution en Angleterre, que l'avait été la reine Victoria quand Lord Melbourne lui révéla, pour la première fois, la possibilité d'un changement de ministère.

La raison d'être de ce livre n'est pas de scandaliser ceux qui partagent les opinions de Sir Horace Rumbold. Elle n'est pas non plus de discuter les programmes politiques, économiques et sociaux des catilinaires, mais de montrer que le problème de la conquête et de la défense de l'État n'est pas un problème politique, que c'est un problème technique, que l'art de défendre l'État est régi par les mêmes principes qui régissent l'art de la conquérir, que les circonstances favorables à un coup d'État ne sont pas nécessairement de nature politique et sociale et ne dépendent pas de la situation générale du pays. Cela, sans doute, ne saurait manquer d'éveiller quelque inquiétude chez les hommes libres des pays les mieux organisés et les plus policés de l'Europe occidentale. C'est de cette inquiétude, si naturelle chez un homme libre, qu'est né mon dessein de montrer comment on conquiert un État moderne et comment on le défend.

Ce personnage de Shakespeare, ce Bolingbroke, duc d'Hereford, qui disait que « le poison ne plaît pas à ceux qui en ont besoin », était peut-être un homme libre.

Comment on s'empare d'un État moderne et comment on le défend : à l'aide d'exemples pris dans l'histoire (le 18 Brumaire de Bonaparte) ou dans l'actualité plus proche (le coup d'État bolchevique de 1917, la marche sur Rome de Mussolini, l'inexorable montée de Hitler), Malaparte analyse ici les diverses méthodes d'insurrection moderne. Le Duce lui fit payer la justesse de ses réflexions de plusieurs mois de prison et de cinq ans d'assignation à résidence...

A sa sortie en 1931, Technique du coup d'État fut salué dans le monde entier comme un « traité de l'art de défendre la liberté ». La fiévreuse clarté de ses théories tactiques, l'art du portrait et la finesse psychologique de l'auteur appliqués au personnel politique et militaire n'ont pas vieilli. Et font de ce livre longtemps introuvable un classique que l'on peut, enfin, relire.

1

Troika, attelage à trois.